

LIRE POUR APPRENDRE

RESSOURCES
éducatives



ÉTUDES DIAGNOSTIQUES
SUR LE LIVRE JEUNESSE
AU SERVICE DES APPRENTISSAGES
6 PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ÉTUDE PAYS 2020
**BURKINA
FASO**



**ÉTUDES DIAGNOSTIQUES SUR LE LIVRE JEUNESSE
AU SERVICE DES APPRENTISSAGES
6 PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**
dans le cadre du projet Ressources éducationnelle

ÉTUDE PAYS 2020
**BURKINA
FASO**



INSTITUT
FRANÇAIS





S

M

O

M

I

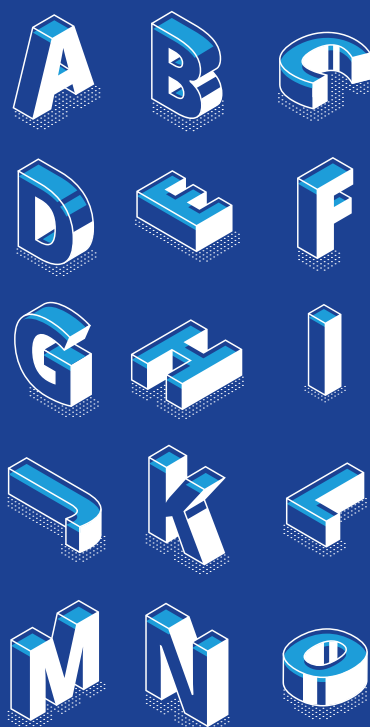
A

R

E

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	6
STRUCTURES ENGAGÉES DANS LA MISSION D'EXPERTISE	8
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	10
Du point de vue politique et sécuritaire	11
Du point de vue socio-économique	11
Du point de vue des capacités institutionnelles	12
Du point de vue des capacités de la chaîne du livre	13
INTRODUCTION	14
CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	18
Situation politique et sécurité intérieure	20
Contexte socio-économique	26
Statuts, fonctions et domaines d'emploi du français	32
ÉTAT DES LIEUX DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES LOCALES.....	36
Cadre national & législation sur le livre et les biens culturels	38
Prise en compte des enjeux liés au livre et à la lecture par la communauté éducative	44
Les actions actuelles de médiation des autorités autour du livre à l'échelle nationale.....	52
STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE AU BURKINA.....	56
Niveau de structuration des acteur·ices privé·es de la chaîne du livre jeunesse	58
Existence de réseaux de lecture publique.....	68
Acteur·ices de la société civile œuvrant impliqué·es auprès des lecteur·ices	74
Actions de médiation du secteur éducatif, privé et associatif.....	78
ACTIONS DE MÉDIATION ET MOTIVATION DES ACTEUR·ICES	80
Implication de l'Institut français et modalités de collaborations envisagées	82
Implication des acteur·ices et autorités locaux·les dans le projet.....	86
CONCLUSION	88
ANNEXES	
ANNEXE 1 Cartographie du pays	92
ANNEXE 2 Cartographie des acteur·ices	96
ANNEXE 3 Liste des personnes rencontrées durant l'étude	98
ANNEXE 4 Bibliographie	99

LISTE DES ACRO- NYMES ET ABRÉ- VIA- TIONS



AFD : Agence française de développement

AILF : Association internationale de libraires francophones

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique

ASSEDIF : Association des éditeurs du Burkina Faso

BBDA : Bureau Burkinabè des Droits d'Auteurs

BCLP : Bibliothèques communales de lecture publique

BNBF : Bibliothèque Nationale du Burkina Faso

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CELPAC : Centre de Lecture Publique et d'Action Culturelle

CENALAC : Centre National de Lecture et d'Animation Culturelle

CLAC : Centres de liaison des actions culturelles

CNES : Centre National d'Études Stratégiques

DGLLP : Direction Générale du Livre et de la Lecture Publique

DGLP : Direction générale du livre et de la lecture publique

EA-QUIBB : Enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages

EFTP : Enseignement et formation technique et professionnelle

EIGS : État islamique dans le Grand Sahara

ENA : École nationale d'administration

FAVL : Friends of African Village Libraries

FDCT : Fonds de Développement Culturel et Touristique

FESPACO : Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou

FILO : Foire Internationale du Livre de Ouagadougou

FITMO : Festival International de Théâtre et de Marionnettes de Ouagadougou

FSPI : Fonds de solidarité pour les projets innovants

GPNAL : Grand prix National des Arts et des Lettres

ICCV : Initiative Communautaire Changer la Vie

IDH : Indice de développement humain

INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie

FFOM : Forces – Faiblesses – Opportunités – Menaces

MCAT : Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme

MENA : Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

MESRSI : Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

MJFIP : Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion professionnelle

MUSE : Mutuelle solidaire des écrivains

ODD : Objectifs de développement durable

OIF : Organisation internationale de la francophonie

ONU : Organisation des Nations Unies

PAIC-GC : Programme d'appui aux industries culturelles et à la gouvernance de la culture

PASEC : Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Confemen

PEJEN : Programme « Emplois-Jeunes pour l'Éducation Nationale »

PIB : Produit Intérieur Brut

PNC : Politique Nationale de la Culture

PNDES : Plan national de développement économique et social

RGPD : Règlement Général sur la Protection des Données

RNLP : Réseau national de lecture publique

RODEB : Réseau des organisations pour le développement de l'éducation au Burkina

SAGES : Société des auteurs, des gens de l'écrit et des savoirs

SCAC : Service de coopération et d'action culturelle

SIAO : Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou

SLAK : Salon du livre africain de Koudougou

SNC : Semaine Nationale de la Culture

TBS : Taux brut de scolarisation

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine

UGL : Union des gens de lettres

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

STRUCTURES ENGAGÉES DANS LA MISSION D'EXPERTISE

INSTITUT FRANÇAIS

L'Institut français est l'établissement public chargé des relations culturelles internationales. Son action s'inscrit au croisement des secteurs artistiques, des échanges intellectuels, de l'innovation culturelle et sociale, et de la coopération linguistique. Il soutient à travers le monde la promotion de la langue française, la circulation des œuvres, des artistes et des idées et favorise ainsi une meilleure compréhension des enjeux culturels.

L'Institut français, sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de la Culture, contribue activement à la diplomatie d'influence de la France. Ses projets et programmes prennent en compte les contextes locaux et reposent sur une capacité unique de déploiement à travers le vaste réseau des services culturels des ambassades de France, des instituts français et des alliances françaises présents sur les cinq continents. L'Afrique, au même titre que d'autres régions à fort enjeu pour la diplomatie culturelle française, comme les rives Sud et Est de la Méditerranée, l'Europe ainsi que nombre de pays prescripteurs et émergents, constituent des territoires d'influence prioritaires.

ÉDUCATION

CULTURE



PROSPECTIVE COOPERATION

laboratoire d'idées

Association fondée par des chercheur·es et des professionnel·les de la Coopération internationale en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique, Prospective et Coopération vise à promouvoir des politiques et des pratiques innovantes. Cette initiative souhaite répondre à des politiques de développement en reconfiguration dans un monde caractérisé par la multi polarisation et la montée en puissance des opérateur·ices et expert·es des Sud.

À travers des espaces de rencontres, d'échanges, de réflexion et d'actions multi-acteurs, elle construit des passerelles :

- # Entre chercheur·res académiques et praticiens du développement,
- # Entre chercheur·es de différentes disciplines,
- # Entre praticien·nes de différentes structures intervenant aux niveaux locaux, nationaux ou internationaux,
- # Entre les Nords et les Suds...



BiblioSud est une organisation non gouvernementale française (statut association loi 1901 française) créée en mai 2017. BiblioSud a pour objet, dans l'esprit du Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique de novembre 1994, le renforcement, la formation, l'aide financière ou matérielle, la modernisation par des techniques et projets innovants, partout dans le monde, des institutions et acteurs des bibliothèques publiques ou universitaires, des centres de documentations et de la chaîne du livre en général, pour leurs actions sur leurs missions-clés en terme d'informations, d'alphabétisations, d'éducatives et plus généralement d'accès à la culture. BiblioSud tire son nom du grec ancien *βιβλιοθήκη* : biblio, «livre» et des trois lettres SUD pour Solidarité, Urgence et Développement.

Les trois axes principaux de l'action de l'association BIBLIOSUD sont :

- # L'appui institutionnel aux acteurs du livre et de la lecture,
- # La formation et l'accompagnement des acteurs du livre et de la lecture, de leurs tutelles ou de leurs publics,
- # La conduite de projet innovants notamment concernant le numérique.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



DU POINT DE VUE

POLITIQUE ET SÉCURITAIRE

Depuis cinq ans, **le Burkina Faso est entré dans une phase de relative stabilité politique**, mise à l'épreuve par une situation sécuritaire qui plonge le pays, et plus globalement la sous-région, dans une profonde crise humanitaire. Dans le souci d'atteindre l'ensemble des populations cibles du projet Ressources éducatives, et notamment les zones à faible pénétration de l'écrit, il sera nécessaire de **tenir de compte de la dynamique spatiale très inégale dans le pays** et de la complexité de sa réalité, avec des groupes de populations susceptibles d'avoir des besoins très différents.

Dans ce contexte politique et sécuritaire, le déploiement de projets socioculturels reste globalement pertinent dans une région du monde où les conflits creusent les inégalités et dégradent les conditions de scolarisation, notamment des femmes, alors que l'éducation et la culture sont des leviers pour maintenir la paix. Mais **la situation de crise humanitaire régionale** doit interroger les objectifs spécifiques du projet, son périmètre ainsi que les modalités de mise en œuvre afin qu'une approche tenant compte du continuum urgence-développement permette le déploiement d'un projet de littérature de jeunesse qui puisse être structurant pour le secteur du livre, et au service notamment des populations déplacées.

DU POINT DE VUE

SOCIO-ÉCONOMIQUE

La **forte croissance démographique de la jeunesse burkinabè, la croissance économique robuste du pays** (à laquelle contribue un secteur culturel dynamique) et l'investissement des pouvoirs publics sur la scolarisation primaire sont de véritables atouts socio-économiques pour le pays. Néanmoins ces points forts sont pondérés par **l'incapacité de l'État, à ce stade, à dispenser une éducation de base** à la majeure partie de sa population, notamment en raison du contexte sécuritaire, ce qui pourrait affecter la portée du projet Ressources éducatives.

DU POINT DE VUE DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

Au niveau des politiques culturelles, **le Burkina Faso dispose d'un cadre national, législatif et stratégique en capacité de porter un projet en faveur du livre de jeunesse**, malgré des carences importantes, notamment en termes organisationnels et de ressources financières et humaines. Ces faiblesses institutionnelles sont en partie palliées par des personnalités, au sein des institutions publiques, très impliquées en faveur du livre, ainsi que par un travail collaboratif entre les différents échelons institutionnels et/ou avec des acteur·ices internationaux.

Du côté de l'éducation, des efforts ont été consentis par le gouvernement pour favoriser la construction de bibliothèques scolaires et développer l'offre et la qualité du corps enseignant. Mais **les investissements publics restent insuffisants face à un secteur en forte croissance**, en demande de ressources pédagogiques et nécessitant une communauté éducative mieux formée, notamment au livre et à la lecture.

Plusieurs initiatives spécifiques en faveur du livre et de la lecture sont néanmoins soutenues par les pouvoirs publics. La foire internationale du livre connaît un succès grandissant. De plus, plusieurs initiatives numériques sont en cours – en partenariat avec des acteur·ices à l'international et le milieu associatif ou du privé – et sont soutenues par le gouvernement burkinabè. Elles ouvrent des perspectives intéressantes pour la diffusion de la littérature auprès de la jeunesse. La diffusion numérique reste limitée par le faible taux d'accès à l'électricité et aux terminaux informatiques par les Burkinabè.

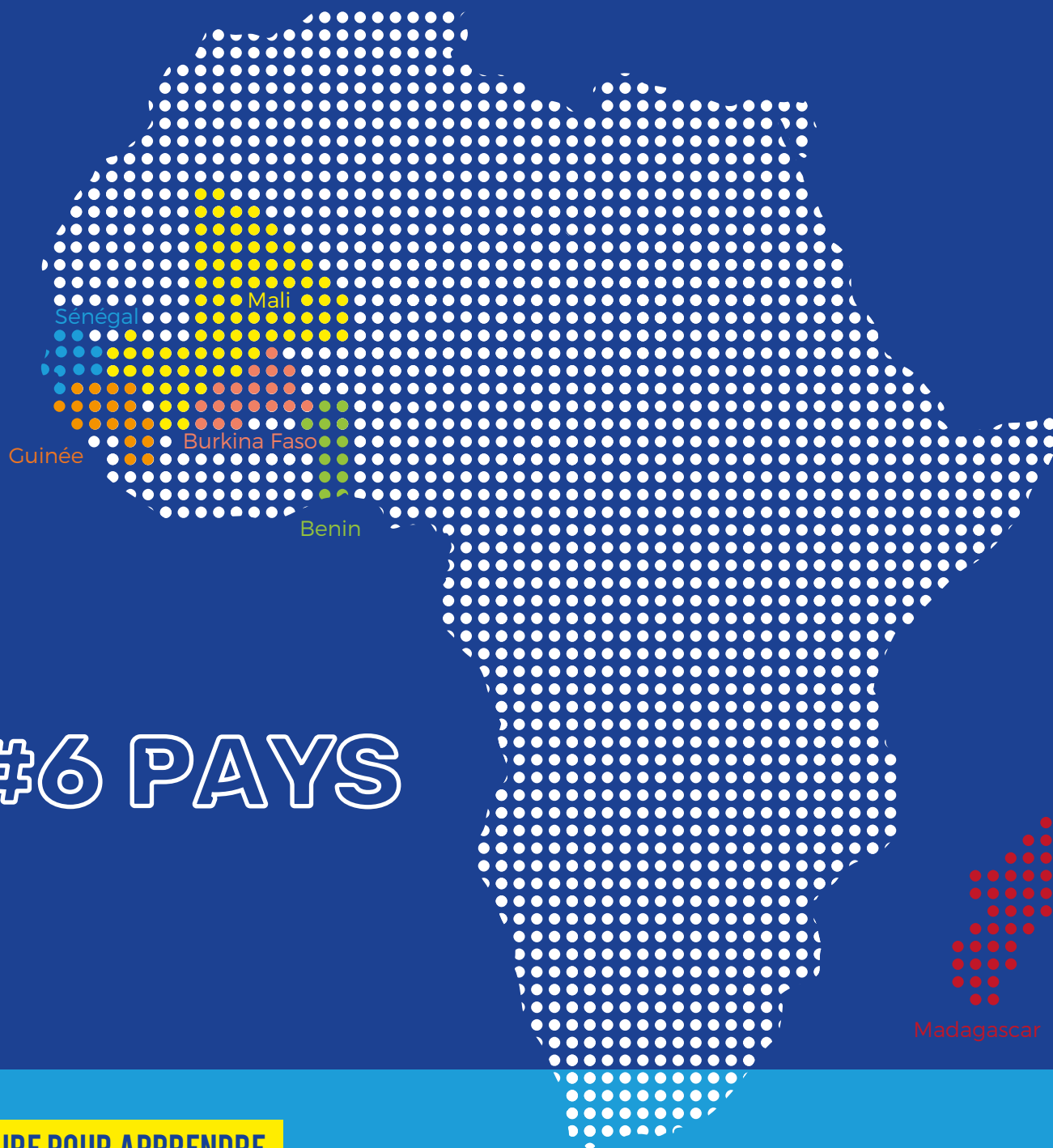
DU POINT DE VUE DES CAPACITÉS DE LA CHAÎNE DU LIVRE

Le Burkina Faso voit apparaître depuis plusieurs années une demande de plus en plus forte en littérature jeunesse, qui commence à être reconnue comme un levier de paix et de développement. **Un vivier local créatif et autonome s'organise pour produire des contenus, dans un environnement économique peu encourageant.** En effet, les problèmes structurels de la chaîne du livre – malgré des développements récents à la faveur des soutiens institutionnels ou étrangers – entravent la production, la diffusion et la distribution d'ouvrages jeunesse de qualité. En résulte, malgré la motivation de ses acteur-ices, une fragilité du secteur qui ne répond pas à la demande locale et ne parvient pas à faire face à la concurrence interne, régionale ou étrangère.

Dans un pays où l'accès au livre est souvent compromis, faute de moyens, la lecture publique est un enjeu national. **Depuis la fin des années 1980, le Burkina Faso a structuré, en parallèle de nombreuses initiatives communautaires, un réseau important de bibliothèques publiques.** Grâce au concours d'acteur-ices à l'international et de la coopération française, de nombreux dispositifs couvrent encore le territoire national. Ce réseau, mis à mal par la situation politique burkinabè, semble aujourd'hui connaître de nouvelles ambitions de développement, malgré l'insuffisance de ressources institutionnelles.

Un écosystème d'associations professionnelles existe et est soutenu par des organisations étrangères et internationales. Mais certaines associations souffrent d'un manque de représentativité, et semblent peu actives dans la défense des intérêts du secteur.

INTRODUCTION



#6 PAYS

LIRE POUR APPRENDRE

RESSOURCES
éducatives



Madagascar

LE PROJET RESSOURCES ÉDUCATIVES ET SA COMPOSANTE III

Le projet Ressources éducatives, initié et financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par l'UNESCO et l'Institut français, vise à renforcer l'accès des élèves du primaire et du secondaire en Afrique subsaharienne francophone à un ensemble de ressources éducatives de qualité.

Le projet est organisé en **trois grandes composantes**, les deux premières portées par l'UNESCO et la troisième par l'Institut français :

AGIR POUR L'AVENIR en renforçant les politiques et stratégies nationales de développement et diversification des ressources éducatives ;

PRODUIRE POUR APPRENDRE en améliorant l'environnement de conception, de production et de diffusion des ressources éducatives ;

LIRE POUR APPRENDRE en développant la place et le rôle du livre de jeunesse en promouvant un environnement lettré au service des apprentissages.

Cette composante III du projet accompagnera prioritairement le développement de l'environnement lettré dans trois pays d'Afrique francophone, afin de concentrer ses activités en matière de renforcement de capacités là où les besoins sont les plus élevés et les gains d'efficacité potentiellement les plus importants. Le périmètre géographique pourra être élargi dans un second temps. Les 6 pays d'Afrique subsaharienne francophone suivants ont été présélectionnés par l'Institut français en lien avec l'AFD et le réseau culturel français : le Bénin ; le Burkina Faso ; la Guinée ; Madagascar ; le Mali ; le Sénégal.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'objectif de la prestation est de cibler, sur la base d'une grille analytique et d'enquêtes sur le terrain, les trois pays où ce déploiement est le plus susceptible de présenter le meilleur ratio coût efficacité, au regard des objectifs généraux du projet Ressources éducatives et des objectifs spécifiques de cette composante III.

Pour cela, l'étude doit permettre d'atteindre les deux résultats attendus suivants :

1. UN DIAGNOSTIC EST ÉTABLI POUR CHAQUE PAYS :

Il s'agit de dresser le panorama du secteur du livre et de l'éducation en analysant ses forces, ses faiblesses, les opportunités et les menaces (les forces en présence, la structuration du secteur, les capacités locales, l'environnement institutionnel, légal et économique du secteur, la stabilité politique, etc.), avec une attention particulière pour les zones à faible pénétration de l'écrit.

2. DES PERSONNES RESSOURCES LOCALES SUSCEPTIBLES DE CONTRIBUER AU PROJET SONT CIBLÉES ET PROPOSÉES :

Il s'agit de contacter et rencontrer les acteur·ices et réseaux d'acteur·ices concerné·es, en lien avec l'IF de Paris et le réseau culturel français ou binational sur place, et d'identifier les ressources potentielles, motivées et/ou mobilisables, pour contribuer au projet et soutenir une politique en faveur du livre et de la lecture au service des apprentissages, dans chaque pays.

MÉTHODOLOGIE

La stratégie de collecte de données s'est appuyée sur **une méthodologie mixte**, employant des méthodes à la fois **quantitatives** et **qualitatives**, permettant de **triangler une diversité de sources**, primaires et secondaires, **dans chacun des 6 pays** afin de vérifier ou rejeter chaque résultat :

- Établissement d'une grille d'analyse pondérée par pays
- Recherche de documents et de données existants
- Collecte de données auprès d'acteur·clés et personnes-ressources, et observations de terrain

Pour chaque outil, un **échantillonnage** est proposé et discuté avec le commanditaire. La proposition méthodologique repose sur une classification des **interlocuteur·ices selon leurs rôles et fonctions**. Elle se soucie d'être **adaptée aux spécificités des contextes institutionnels** des pays étudiés.

L'étude s'est fondée sur une approche basée sur le genre, de façon à produire un certain nombre d'informations socio-économiques ventilées par sexe. Ces informations permettent de rendre visibles les inégalités afin qu'elles soient prises en compte directement dans le projet Ressources éducatives. Cette approche transversale, sensible à l'égalité des sexes, a concerné l'ensemble de la méthodologie (équipe évaluative, outils d'enquête, échantillonnage des personnes interviewées et constitution des groupes projets). Aussi, ce rapport est rédigé en écriture inclusive, écriture déjà adoptée dans de nombreuses institutions, afin de participer à une meilleure représentativité des femmes dans les textes, là où le neutre masculin tend à les invisibiliser.



@ 2020 - Ouagadougou - Prospective et Coopération

DÉROULÉ DE LA MISSION

Du fait du contexte pandémique de la Covid-19 et des restrictions de déplacements qu'elle a engendrées, la tenue de la mission au Burkina Faso a été plusieurs fois reportée et modifiée. Finalement, la mission de terrain s'est tenue du lundi 19 au lundi 26 octobre 2020 au Burkina Faso. **Le contexte sécuritaire** ne permettant plus le déplacement d'étranger·ères dans la totalité de son territoire, l'enquête s'est limitée en termes géographiques à **la capitale Ouagadougou**.

La mission a été facilitée par l'appui sur place de **l'Institut français du Burkina Faso**, en la présence de M. Patrick Hauguel (Attaché culturel, directeur délégué de l'Institut) et l'accompagnement du directeur du Centre National de Lecture et d'Animation Culturelle (CENALAC) de la direction générale du Livre et de la Lecture publique (DGLLP) du ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme (MCAT) du Burkina Faso, en la présence de M. Christian Kintga.

Des interlocuteur·ices représentatif·ves des différents secteurs impliqués sur la question de la littérature jeunesse au Burkina Faso ont été rencontrés. Un total de **28 entretiens semi-directifs** ont été conduits. Ces entretiens ont été complétés par des échanges **informels et des visites** dans différents lieux jugés pertinents pour l'étude, comme l'ensemble scolaire Saint-Viateur ou des librairies de rue.



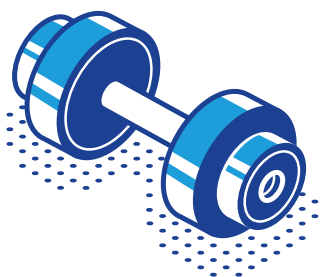
CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIO- ÉCONOMIQUE



Depuis cinq ans, le Burkina Faso est entré dans une phase de relative stabilité politique, mise à l'épreuve par une situation sécuritaire qui plonge le pays, et plus globalement la sous-région, dans une profonde crise humanitaire. Au niveau économique, la forte croissance démographique de la jeunesse burkinabè, la croissance économique robuste du pays, à laquelle contribue un secteur culturel dynamique ainsi que l'investissement des pouvoirs publics sur l'école primaire sont de véritables atouts pour le développement du pays. Mais le développement économique reste insuffisant à ce stade pour réduire la pauvreté.

Dans la perspective d'atteindre l'ensemble des populations cibles du projet, il sera nécessaire de tenir de compte de la dynamique spatiale très inégale dans le pays et de bien aborder la complexité de la réalité burkinabè avec des groupes de populations susceptibles d'avoir des besoins très différents, certaines zones étant aujourd'hui plongées dans un contexte d'urgence.

SITUATION POLITIQUE ET SÉCURITÉ INTÉRIEURE



FORCES

UNE SITUATION POLITIQUE STABILISÉE DEPUIS 2015...

Le Burkina Faso a connu, depuis son indépendance en 1960, **une histoire politique houleuse** enchaînant tentatives démocratiques et coups d'État.

En 2014, un soulèvement populaire a contraint l'ancien président Blaise Compaoré à l'exil. **En novembre 2015**, malgré une nouvelle tentative de coup d'État, le Burkina Faso élit Roch Marc Christian Kaboré comme président du **pays qui est revenu depuis à un régime démocratique plus stable**¹. Roch Marc Christian Kaboré a, à son actif, quelques réalisations positives en faveur de la bonne gouvernance et du développement du pays : processus de modernisation de l'administration fiscale, possibilité pour la première fois du vote des Burkinabè à l'étranger lors des prochaines élections, mise en œuvre de la gratuité des soins pour les femmes et enfants de moins de 5 ans, amélioration des infrastructures routières, etc².

Le Burkina Faso est membre de plusieurs organismes sous régionaux et internationaux dont l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA), l'Autorité de Liptako-Gourma, le G 5 Sahel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine, l'Organisation des Nations Unies (ONU), etc.



FAIBLESSES

...MINÉE PAR UNE PROBLÉMATIQUE SÉCURITAIRE NOURRIE PAR LE DJIHAD

Néanmoins, le Burkina Faso fait face, depuis plusieurs années, à des tensions sécuritaires persistantes. **L'absence et/ou la faiblesse de l'État central, sur certains de ses territoires**, laissent l'opportunité à des groupes armés de s'organiser. Ces groupes agissent par intérêt (coupeurs de routes), se revendiquent du djihad islamique, ou bien encore de l'auto-défense ethnique. Ils ont souvent un ancrage auprès des populations locales. Ils instrumentalisent des clivages identitaires séculaires à leurs profits, à l'instar de Ansarul Islam, organisation salafiste qui se nourrit de la division historique entre Peuls et Rimaïbé, descendant-es d'esclaves Peuls³.

1 Infos sur un candidat Roch Marc Christian Kaboré, Burkina 24, 2020.

2 Infos sur un candidat Roch Marc Christian Kaboré, Burkina 24, 2020.

3 Burkina Faso : une dynamique terroriste dans un contexte politique instable, France Info Tv.



© 2011 - Ouagadougou - CCO by Wendkouni

Les attentats de Ouagadougou en janvier 2016, qui ont fait 30 mort-es blessé-es et 70 blessés, par le groupe AQMI, ont marqué un tournant dans l'histoire récente pays⁴. Depuis lors, les groupes terroristes se réclamant du djihad se sont multipliés, profitant de la montée de l'insécurité dans le Mali voisin, sous différentes bannières : Ansaroul Islam, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

Ces groupes islamistes attaquent institutions publiques (mairies, écoles, etc.) **ou lieux de rassemblement** (cafés), et exécutent les personnes soupçonnées de soutenir les autorités gouvernementales. En réponse, l'État a mené différentes opérations antiterroristes qui auraient donné lieu à des exactions sur les populations civiles (arrestations arbitraires, abus durant les détentions, exécutions extra-judiciaires).⁵

Les écoles publiques sont particulièrement la cible du développement de l'insécurité au Burkina Faso (attaques, intimidations, enlèvement, meurtre). Ces dernières années, on estime à 219 le nombre d'établissements ayant dû fermer, laissant 20 000 élèves hors scolarité. En outre, **l'ONU évalue à près d'un million les réfugié-es burkinabè déplacé-es** à cause de ce conflit⁶. Malgré le fait que le Burkina Faso soit membre fondateur du groupe « G 5 Sahel », dont une des vocations est de lutter contre le terrorisme, avec un appui militaire de la France, le pays ne parvient pas à enrayer les violences dans la zone. Elles semblent, au contraire, avoir augmenté ces derniers mois⁷. Il faudra suivre avec attention les travaux et résultats du tout nouveau Centre National d'Études Stratégiques (CNES), créé en octobre 2019, à la suite des recommandations issues de Forum National sur la Sécurité tenu en octobre 2017.

4 Stratégie Pays de l'Unesco : Burkina Faso 2018-2020.

5 Armée du Sahel les accusations d'exactions se multiplient, France Tv Info, 2020.

6 Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes, Human Right Watch, 2018.

7 Burkina Faso : Roch Marc Christian Kaboré, un président au bilan mitigé, TV5 Monde, 2020.

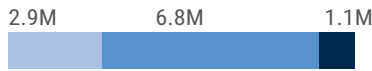
L'ensemble du territoire est fortement déconseillé aux visiteurs par le gouvernement français avec **une vigilance particulière sur toutes les zones frontalières** (avec le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire), dans les 14 provinces ciblées par l'État

d'urgence (Kéné Dougou, Kossi, Sourou, Louroum, Soum, Oudalan, Séno, Yagha, Gnagna, Komondjari, Gourma, Tapoa, Koulpélogo et Kompienga), au nord de l'axe Ouahigouya - Kaya - Pama - dans le parc de Nazinga, dans les provinces du Sud (Cascades et Sud-Ouest).

HUMANITARIAN SITUATION PER REGION*

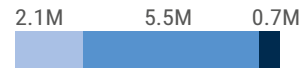
10.8M

PEOPLE IN NEED

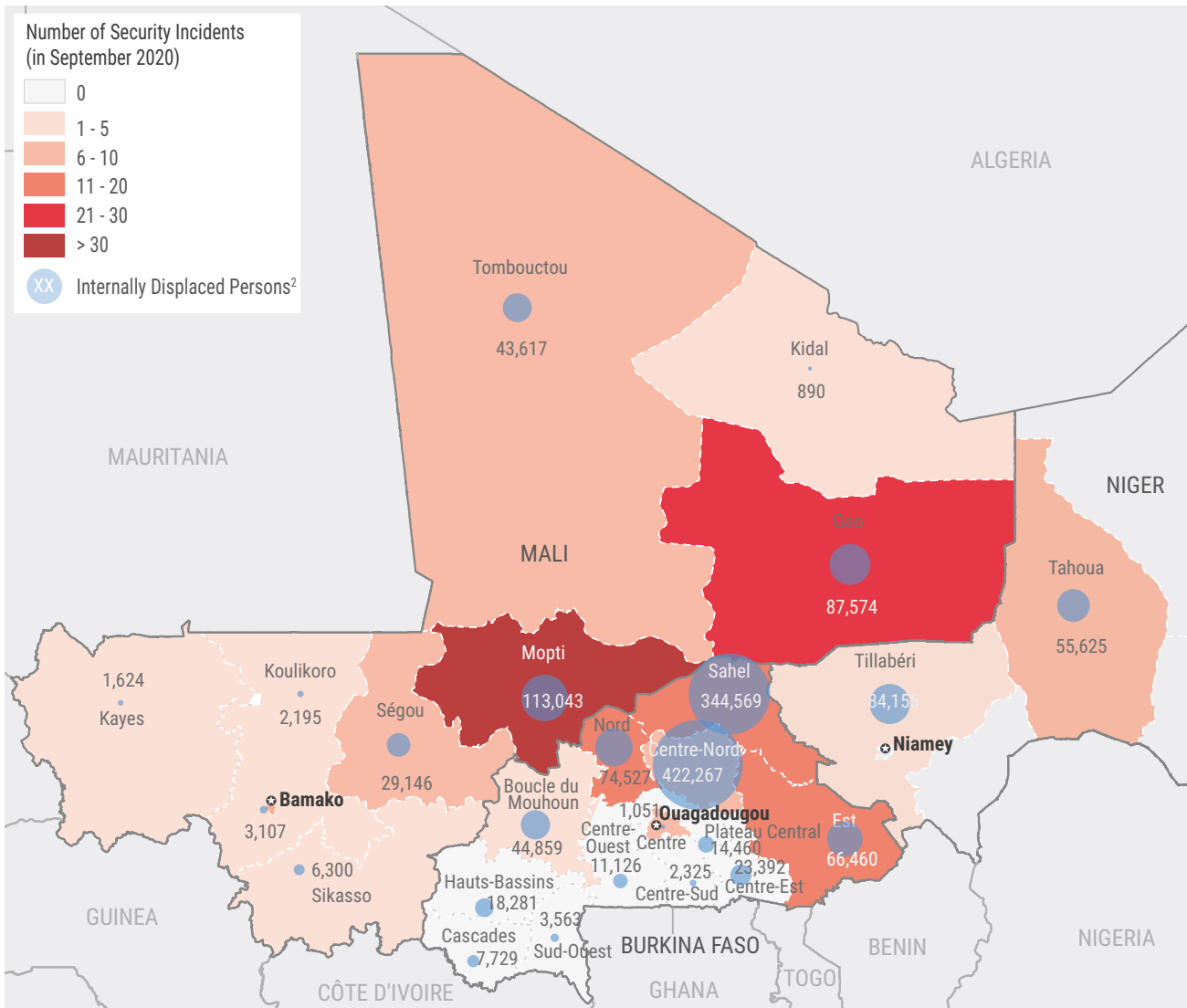


8.3M

PEOPLE TARGETED

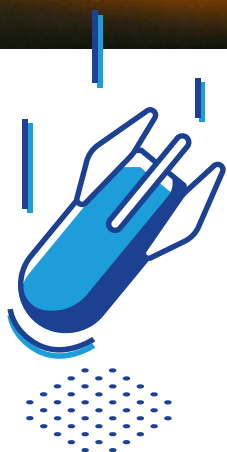


■ Burkina Faso
■ Mali
■ Niger





© 2012 - Ouagadougou - CCO Sputniktilt



MENACES

LE CLIMAT D'INSÉCURITÉ INTERROGE LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE NATIONALE...

Cette menace, qui n'est ni permanente, ni généralisée à l'ensemble du pays, vient créer un climat d'insécurité qui rend difficile le déploiement de projets au niveau du territoire national. La ville de Djibo, dans la région du Sahel, dont des représentants locaux (maire, imam) ont été assassinés ces dernières années, aurait continué à faire fonctionner le Centre de Lecture Publique et d'Action Culturelle (CELPAC) local. Cependant, celui-ci n'est plus visité depuis plusieurs mois par le coordonnateur régional censé veiller à son fonctionnement.

Par ailleurs, les élections législatives et présidentielles se sont tenues en 2020⁸. Ce nouveau gouvernement, en plus de la pandémie mondiale de la Covid-19, doit affronter sur son territoire national trois enjeux interconnectés qui pourraient menacer le développement du projet Ressources éducatives dans le pays :

- Le pays connaît des difficultés de développement qui fragilisent sa stabilité politique. Du fait d'un contexte socio-économique tendu, qui ne se résoudra pas dans l'immédiat, **un mouvement social pourrait émerger** sous le second mandat du président Roch Kaboré⁹.
- Il existe **une défiance de la population vis-à-vis des institutions politiques et judiciaires** du pays¹⁰. Le meurtre de l'ex-président Thomas Sankara, comme plus récemment celui du journaliste Norbert Zongo, et l'opacité des traitements judiciaires dont ils ont fait l'objet, alimente l'image d'un système politique injuste fonctionnant sur l'impunité des plus puissants¹¹.
- **La menace sécuritaire grandit** sur la totalité du territoire national. Le climat sécuritaire met en danger les libertés fondamentales du pays. Liberté de circulation et d'expression y sont aujourd'hui menacées¹².

8 Diplomatie.gouv.fr

9 Stratégie Pays de l'Unesco : Burkina Faso 2018-2020.

10 Rapport d'État du Système National d'Éducation, 2017.

11 « C'est pire qu'avant » : désenchantée, la jeunesse burkinabè s'enrôle peu sur les listes électorales, *Le Monde*, Juillet 2020.

12 Burkina Faso : Le nouveau code pénal pourrait conduire jusqu'à dix ans de prison pour diffusion d'information sur les opérations militaires, Amnesty International.



OPPORTUNITÉS

...ET APPROFONDIT UNE CRISE HUMANITAIRE DONT LA RÉPONSE EST EN PARTIE À UN NIVEAU RÉGIONAL

Au niveau politique et sécuritaire, l'avenir du pays semble en partie lié à **la réponse coordonnée qu'apportera la communauté internationale** pour soutenir le Burkina Faso, et plus globalement le Sahel. Cette région doit actuellement faire face, d'une part, **aux violences armées entre groupes djihadistes** et forces gouvernementales appuyées par des forces internationales, et d'autre part, aux conséquences du **changement climatique** qui, bouleversant les écosystèmes, entraîne des **déplacements massifs de population**. **Les pays donateurs ont promis en octobre 2020 plus de 1,4 milliard d'euros** pour accroître l'aide humanitaire au Sahel central et éviter que la région ne plonge « dans l'une des plus grandes crises humanitaires au monde », selon l'ONU. Vingt-deux pays ont ainsi promis plus de fonds, dont quatorze pays européens, en plus de l'Union européenne et d'un fonds largement financé par le Royaume-Uni, (*l'Education Cannot Wait Fund*)¹³. En effet, 78 % des

localités difficiles d'accès dans les trois zones frontalières du Burkina Faso (Soum, Seno, Oudalan, Yagha) ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche est le déplacement des enseignants¹⁴.

Dans ce contexte politique et sécuritaire, **le déploiement de projets socioculturels reste globalement pertinent** dans une région du monde où les conflits creusent les inégalités, dégradent les conditions de scolarisation, notamment des filles, alors que **l'éducation et la culture peuvent être des leviers pour maintenir la paix**. Mais **la situation de crise** humanitaire régionale doit interroger les objectifs spécifiques du projet, son périmètre ainsi que ses modalités de mise en œuvre. Cela favorisera **une approche tenant compte du continuum urgence-développement** afin de permettre à la fois le déploiement d'un projet de littérature de jeunesse au service des populations déplacées et un soutien de la structuration du secteur du livre.



13 « Les pays donateurs promettent 1,7 milliard de dollars pour accroître l'aide humanitaire. Cette somme, promise par vingt-quatre gouvernements et donateurs institutionnels, est destinée aux populations du Burkina Faso, du Mali et du Niger. » *Le Monde Afrique*, 21 octobre 2010.

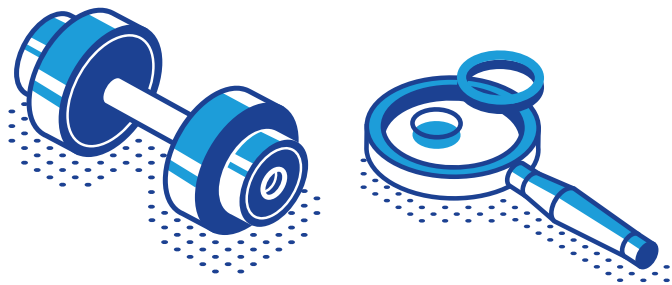
14 Évaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois Frontalières Burkina Faso-Région du sahel en novembre 2019, REACH/USAID, mars 2020.



CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

La forte croissance démographique de la jeunesse burkinabè, la croissance économique robuste du pays, à laquelle contribue un secteur culturel dynamique, et enfin, l'investissement des pouvoirs publics sur l'école primaire sont de véritables atouts socio-économiques pour le pays. Néanmoins, ces points forts sont pondérés par l'incapacité de l'État, à ce stade, à dispenser une éducation de base à une grande partie des scolaires, notamment en raison du contexte sécuritaire, ce qui pourrait affecter la portée du projet Ressources éducatives.

FORCES ET



OPPORTUNITÉS

UNE POPULATION JEUNE EN FORTE CROISSANCE...

La population burkinabè, estimée à plus de 20 millions d'habitants en 2019¹⁵, est en croissance régulière, supérieure à 2 %, depuis un demi-siècle : chaque année, 400 000 enfants

Burkinabè voient le jour. Avec un pourcentage de 70 % des Burkinabè âgés de moins de 25 ans et 50 % de moins de 15 ans, la population est particulièrement jeune.

Une minorité (29 % en 2019) croissante (5 % par an¹⁶) de la population burkinabè vit en zone urbaine. Le milieu rural, qui constitue toujours la majorité de la population, connaît un accroissement de sa population très fort. Le dynamisme démographique du Burkina Faso et la part grandissante de sa jeunesse en fait un pays à fort potentiel de développement économique, avec des besoins croissants ciblés sur la jeunesse.

...ET UNE ÉCONOMIE À LA CROISSANCE SOLIDE

Avec une croissance 6,8 % de son Produit Intérieur Brut (PIB) en 2018¹⁷, le Burkina Faso est la quatrième puissance économique de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA). Entre 2015 et 2019, le PIB en valeur du Burkina est passé de 6 162,5 à 8 547,2 milliards de FCFA¹⁸. Depuis 2016, le développement du Burkina Faso est soutenu par un programme d'investissements publics du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 qui permet de mieux orienter les choix macro-économiques et sociaux du pays à long terme.

DES RESSOURCES PUBLIQUES EN AUGMENTATION...

La forte croissance du PIB national, malgré son évolution irrégulière, dessine une perspective favorable et stable pour les années à venir, malgré les crises sécuritaires et/ou politiques que le pays pourrait connaître¹⁹. Cette croissance suggère également une augmentation substantielle des ressources publiques. Celles-

15 Données de la Banque Mondiale.

16 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie, Un aperçu de trois pays de l'UEMOA, Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF 2010.

17 Données de la Banque Mondiale.

18 Union économique et monétaire Ouest-africaine, Wikipedia.

19 Rapport d'État du système éducatif national, Ministères en charge de l'éducation et de la formation, 2017.



© CCO - Global Partnership for Education - GPE_Flickr

ci ont permis depuis les années 2000 d'améliorer les recettes fiscales du pays qui ont fortement progressé dans leurs contributions à l'économie et continuent d'augmenter : elles représentaient 16,7 % du PIB en 2018 à 17,8 % en 2019^{20 21}.

...QUI ONT PERMIS LA DÉFINITION DE POLITIQUES PUBLIQUES STRUCTURELLES, NOTAMMENT EN FAVEUR DE L'ÉCOLE

Ainsi l'amélioration des recettes fiscales a permis à l'État burkinabè de se mobiliser sur des secteurs sociaux « stratégiques » ces dernières années. C'est le cas de l'éducation qui est obligatoire aujourd'hui jusqu'à l'âge

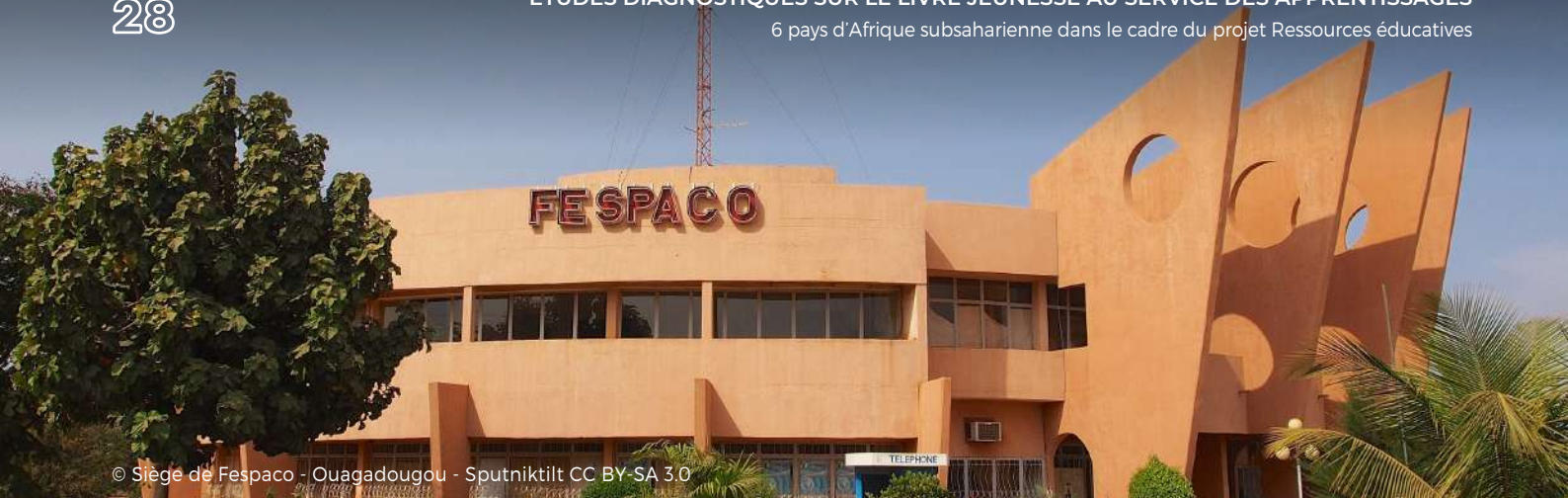
de 16 ans (comme dans la plupart des pays de la sous-région). **Entre 2005 et 2014 le Taux brut de scolarisation (TBS) au primaire est passé de 57 % à 87 %**, et l'accès au premier cycle du secondaire de 20 % à 40 %²². **L'investissement des pouvoirs publics sur l'école primaire** vise précisément l'alphabétisation durable des élèves. Cependant, pour cela, l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso montrait, en 2020, que seule la population constituée de personnes ayant fait au moins 5 ans d'études atteignait un taux d'alphabétisation en français proche de 100 %²³.

20 *Ibid.*

21 « Perspectives économiques au Burkina Faso », *Banque Africaine de Développement*, 2020.

22 Stratégie Pays de l'Unesco : Burkina Faso 2018-2020.

23 Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso: un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1985, 1996 et 2006), Moussa Bougma, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso, 2010.



© Siège de Fespaco - Ouagadougou - SputnikIlt CC BY-SA 3.0

UN SECTEUR CULTUREL NATIONAL TOUJOURS DYNAMIQUE...

Le Burkina Faso est aussi un pays connu pour sa vitalité culturelle qui rayonne dans toute l'Afrique de l'Ouest²⁴. Sa capitale Ouagadougou, avait été labélisée en 2009, capitale culturelle africaine par l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique. Elle est le lieu de plusieurs manifestations internationales comme le FESPACO (Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou), le SIAO (Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou), le FITMO (Festival International de Théâtre et de Marionnettes de Ouagadougou) ou encore concernant le livre la FILO (Foire Internationale du Livre de Ouagadougou).

Le pays connaît, en outre, de nombreuses manifestations de renommée internationale tout au long de l'année : le Festival Dialogue de corps à Ouagadougou, la Semaine Nationale de la Culture (tous les deux ans à Bobo-Dioulasso durant une semaine), les Récréatrices (théâtre), Waga Hip Hop (musique/danse), le festival Jazz à Ouaga (musique) et dans d'autres villes du pays les Nuits Atypiques de Koudougou (musiques, danses et artisa-

nat), African Bass Culture (Bobo Dioulasso et Ouagadougou). On notera que le secteur du livre n'est pas le plus représenté, la création s'adressant d'abord aux arts de la scène (Théâtre, Musique, Danse), et au cinéma.

...AUX EXTERNALITÉS ÉCONOMIQUES POSITIVES

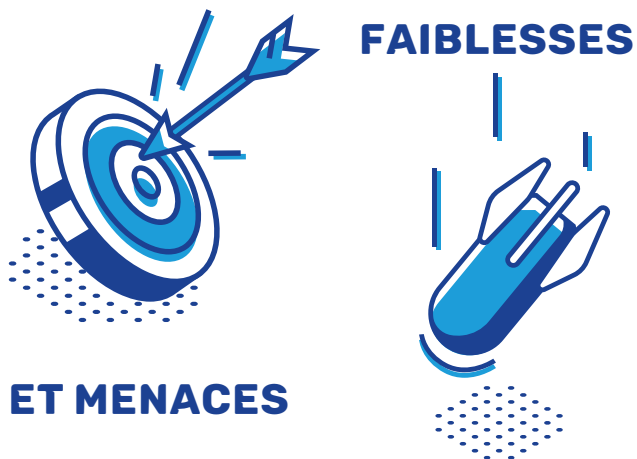
Ces nombreux événements signent la réussite d'une politique culturelle regroupant pouvoirs publics et organisations de la société civile, qu'elles soient locales ou étrangères. Ce dynamisme culturel semble avoir de fortes externalités positives sur le pays.²⁵ Selon une étude réalisée l'année dernière par le programme d'appui aux industries culturelles et à la gouvernance de la culture (PAIC-GC), la contribution de la culture au PIB était estimée en 2017 à 5,23 %²⁶. À titre de comparaison, on estimait en 2018, cette part à 2,3 % en France. Le secteur culturel est également un secteur d'emploi important, on évaluait en 2017 à 392 729 le nombre d'emplois issus du secteur culturel, soit 4,6 % du volume total d'emplois estimés²⁷.

24 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie, un aperçu de trois pays de l'UEMoA, Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF 2010.

25 Stratégie Pays de l'Unesco : Burkina Faso 2018-2020.

26 Contrat cadre N° 2019/405879, Expertise court terme auprès du Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme et réalisation d'une étude Base-line des indicateurs de la SNCT et du PAIC GC.

27 *Ibid.*



ET MENACES

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INSUFFISANTE...

Malgré sa croissance et son fort potentiel de développement macro-économique, le Burkina Faso connaît de nombreuses fragilités dans les différents secteurs de son économie :

- Les produits agricoles (coton, cacao, etc.) vendus à l'étranger sont particulièrement exposés aux chocs exogènes, qu'ils soient dus à des aléas climatiques ou à l'instabilité de marchés mondiaux ;
- Le secteur secondaire a connu le déclin des industries manufacturières du fait de leur manque de compétitivité sur le marché mondial, sans que son potentiel agricole (agro-industries) ne soit exploité. Ce secteur est gonflé par le développement du secteur minier à faible valeur de développement pour le pays.
- La forte croissance du secteur tertiaire est marquée par l'explosion du secteur informel. En 2015, dans le secteur culturel par exemple on estimait que l'économie formelle générerait un chiffre d'affaires annuel de 79 Milliards de FCFA contre 511,2 Milliards pour l'économie informelle²⁸.

Dès lors, si **le pays connaît une forte croissance de son économie**, elle reste insuffisante pour soutenir la croissance de sa population. Alors qu'en 2018 la croissance du PIB était de 6,8 %, la croissance démographique était de 2,9 %. On évalue donc seulement pour cette même année à 2,7 % la croissance du PIB/hab du pays, croissance qui **reste insuffisante pour réduire sensiblement la pauvreté**, les inégalités et les fragilités de développement du pays²⁹.

...POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

Le Burkina Faso fait partie des 47 pays les moins développés socio économiquement de la planète. Il est **un des pays les plus pauvres au monde** avec un Revenu National Brut par habitant de 2 220\$ (en PPA international courant). Il est comparativement très en dessous de la moyenne mondiale de 17 590\$, et inférieur aux 3 796\$ de la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne. Selon la Banque mondiale **40,1 % de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté**.

Cette pauvreté absolue signifie alors que l'achat d'un livre n'est pas financièrement accessible à la majorité de la population. L'accès à l'éducation, à la lecture et au livre se fera (en particulier pour les populations présentes en zone rurale ou marginalisée) par la fréquentation des bibliothèques publiques et l'inscription des plus jeunes aux écoles³⁰.

Aux vues des autres indicateurs de développement social, le Burkina Faso apparaît comme un pays fragile socialement, à la population précaire. Si l'on s'en réfère à l'Indice de développement humain (IDH) pour évaluer le développement du Burkina Faso, le pays montre en 2018 un des indices les plus faibles au monde (0,434 en 2018) qui le classe 182^e sur les 189 pays enregistrés. Le pays était en dessous

28 Contrat cadre N° 2019/405879, Expertise court terme auprès du Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme et réalisation d'une étude Base-line des indicateurs de la SNCT et du PAIC-GC.

29 Plan National de développement économique et social (pndes° 2016-2020).

30 *Habitudes de lecture au Burkina Faso, L'exemple des élèves de 3^e dans les villages et les petites villes*, Michael Kevane, Alain Joseph Sissao, Santa Clara University, 2007.

de la moyenne des pays du groupe à développement humain faible (0.507) ou de celle des pays d'Afrique subsaharienne (0.541)³¹. Malgré une évolution récente, le pays présente également de **très fortes inégalités de genre** : le Burkina Faso se plaçait en 2018 au 147^e rang sur 162 pays avec un IIG (Indice d'Inégalité de Genre) de 0.612³².

Par ailleurs, malgré sa forte production dans le secteur agricole, le pays reste depuis longtemps confronté à **l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**³³. Sa situation jugée « alarmante » jusqu'en 2010 s'est améliorée selon l'Indice de la faim dans le monde : en 2020 il restait classé 90 sur 107 pays³⁴.

...ET UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EXERÇANT UNE PRESSION SUR LE SECTEUR ÉDUCATIF

La **croissance démographique** exerce aussi une pression toute particulière sur le secteur éducatif burkinabè qui en fait **un véritable enjeu des politiques publiques pour les années à venir**. Aujourd'hui, le système éducatif, malgré l'investissement de l'État, ne parvient pas à dispenser une éducation de base solide :

- **D'un point de vue quantitatif, la fréquentation scolaire** ne touche pas les jeunes Burkinabè de la même manière. Sur la période 2015-2020, le nombre d'enfants en âge de fréquenter le primaire (6-11 ans) devrait augmenter d'environ 500 000 pour atteindre un peu plus de 3,8 millions d'individus en 2020³⁵. Face à cet enjeu, les pouvoirs publics se mobilisent et ont sensiblement amélioré le taux brut de scolarisation des jeunes (plus de 90 % des jeunes, et

des chiffres sensiblement similaires pour les garçons et les filles en 2020). Cependant, ce taux est à mettre à la lumière du taux d'achèvement du primaire : il n'était que de 61,7 % en 2019³⁶. Selon la dernière Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (2009-2010), l'abandon des études avant la fin du primaire était dû, selon les parents, principalement à l'échec scolaire de leurs enfants (pour 45 %) et au manque de moyens financiers (pour 28 % d'entre eux).

- **D'un point de vue qualitatif suivant le niveau d'acquisition des élèves** : en 2017, le Rapport d'état du système d'éducation nationale notait que selon les évaluations du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN³⁷ (PASEC) « un peu plus de 40 % des élèves arrivent en fin de primaire sans les compétences nécessaires en langue et en mathématiques ». Le même rapport estimait que plus de la moitié (55,4 %) des adultes burkinabè ayant effectué une scolarité de six années, ne savait toujours pas lire³⁸. Selon le représentant d'une organisation du secteur de l'éducation rencontré, **le problème de l'assimilation du français** réside dans le caractère succinct et souvent ponctuel de l'éducation dispensée au Burkina Faso. Selon lui, pour une bonne maîtrise du français, la langue doit être dispensée et pratiquée tout au long de la vie.

31 Burkina Faso, *hdr.undp*, 2020.

32 *Ibid.*

33 Stratégie Pays de l'Unesco : Burkina Faso 2018-2020.

34 Résultats, *Global Hunger Index*, 2020.

35 Rapport d'État du système éducatif national, Ministères en charge de l'éducation et de la formation, 2017.

36 Annuaire statistique de l'éducation nationale / DGESS/MENPLN, 2020.

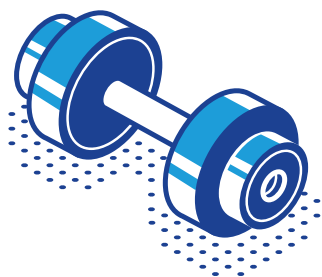
37 Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie.

38 Rapport d'État du Système d'Éducation nationale, 2017.



STATUTS, FONCTIONS ET DOMAINE D'EMPLOI DU FRANÇAIS

Le français est la langue officielle du pays, dans une société qui compte une soixantaine de langues nationales. Le français est la langue principale d'enseignement, de l'écrit, de la création et de l'urbanité. Mais **dans l'absolu, il est relativement peu parlé par la population**, qui connaît un fort taux d'analphabétisme et entretient un rapport compliqué à la langue, souvent associée à l'école et à l'échec.



FORCES

LE FRANÇAIS LANGUE OFFICIELLE D'UNE SOCIÉTÉ MULTILINGUE

Le Burkina Faso compte plus d'une soixantaine de langues nationales parlées par ses 18,5 millions d'individus recensés en 2018. Dans ce contexte multilingue, trois principales langues nationales, issues des langues nigéro-congolaises, cohabitent : les langues gur (le mooré, le goulmancéma, le sénoufo, etc.) sont majoritaires (parlées par environ 60 % de la population), les langues mandées (dioula, bissa, etc.) arrivent en seconde place (20 %), avant le fulfuldé (communément appelé peul), une langue de la famille Ouest-atlantique, qui concerne 10 % des locuteur·ices³⁹.

Héritier de son histoire coloniale, le Burkina Faso a choisi de maintenir la langue française comme langue officielle. C'est la langue principale utilisée par la presse, le politique, l'administration, les services publics, et l'unique langue reconnue par la justice. L'article 35 de la constitution du 27 janvier 1997 déclare : « La langue officielle est le français. La loi fixe les modalités de promotion et d'officialisation des langues nationales⁴⁰. »

LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Le français est également la langue de l'enseignement, que l'on retrouve dans tous les établissements scolaires burkinabè. On notera que dans les années 90, une politique a favorisé le renforcement des autres langues nationales avec le développement d'écoles bilingues ou multilingues. Mais selon un de nos interlocuteurs du MENA, « ces expériences d'établissements multilingues, trop complexes dans la mise en place des enseignements, n'ont pas été très concluantes ». Il faut aussi noter l'utilisation de l'arabe dans les établissements coraniques, qui se limite généralement au religieux sans concurrencer l'usage du français⁴¹.

LANGUE DE L'ÉCRIT ET DE LA CRÉATION

Pour une majorité de burkinabè, si le français n'est pas leur langue maternelle, elle est la langue par laquelle ils et elles découvrent le plus souvent l'écriture. L'école étant obligatoire, elle est le cadre de la rencontre de l'élève avec le livre, et avec la lecture. Plusieurs auteur·ices burkinabè ont révélé n'avoir appris à écrire dans leurs langues maternelles qu'à l'université. Celles-ci étant pratiquées communément dans l'oralité plus que dans l'écriture.

39 Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso: un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1985, 1996 et 2006), Moussa Bougma, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso, 2010.

40 Loi N°002/97/ADP, 1997.

41 Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso: un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1985, 1996 et 2006), Moussa Bougma, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso, 2010.

Le français écrit devient alors la langue de la création littéraire, habitée et modulée par les écrivain-aines locaux-ales. On peut citer à cet égard *Crépuscule des temps anciens*, de Nazi Boni, ouvrage de référence burkinabè du mouvement de la Négritude. Un jeune auteur et artiste burkinabè rencontré déclarait « Il faut habiter le français de nos langues nationales : en écrivant en langue française mais en pensant en mooré ! ».

LANGUE DE LA JEUNESSE ET DE L'URBANITÉ

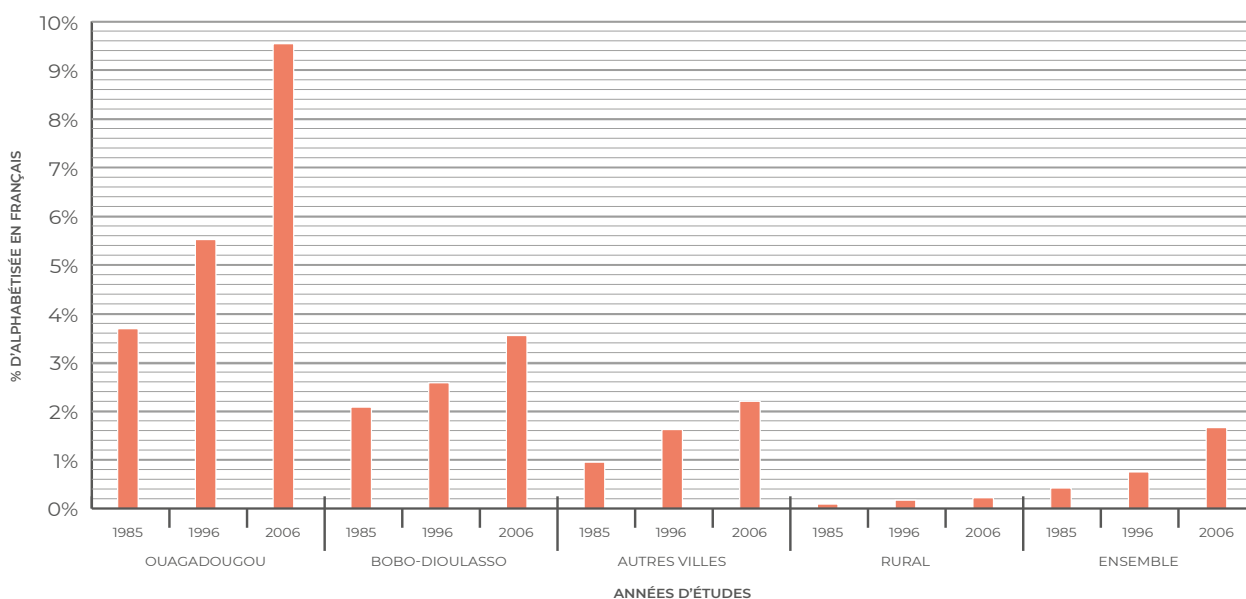
Que ce soit le fait de l'enseignement ou de l'expérience d'une urbanité récente, l'utilisation des différentes langues semble évoluer **ces dernières années vers une homogénéisation linguistique qui favorise l'utilisation du français.**

Concernant les langues nationales, on note **une progression certaine du mooré et du dioula depuis 1985**, alors que le fulfulfé, le bis-sa ou le bobo sont en nette régression. Concernant le français, bien que peu pratiqué dans l'ensemble, il connaît un fort développement

dans l'ensemble du pays auprès de deux populations particulières.

- **En milieu urbain** : un transfert très important des langues nationales vers le français est constaté. Déjà en 2006, une forte progression est notée, le français devenant la troisième langue la plus utilisée en milieu urbain après le mooré et le dioula. À Ouagadougou la progression du français est particulièrement remarquable : il est passé de 3,69 % de locuteur-ices en 1986, à 9,54 % en 2006⁴².
- **Chez les jeunes** : selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), la langue française progresse dans les différentes classes d'âge depuis 1985. Cependant elle connaît un accroissement particulièrement fort chez les plus jeunes : alors que de 1985 à 2006 le nombre de locuteur-ices passait de 0,62 % à 2,73 % chez les Burkinabè entre 25 et 34 ans, il ne passait que de 0,07 % à 0,44 % chez les plus de 55 ans⁴³.

ÉVOLUTION DE LA PROPORTION (%) DES PERSONNES DÉCLARANT PARLER COURAMMENT LE FRANÇAIS SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE DE 1985 À 2006



42 Ibid.

43 Ibid.



© 2020 - Bibliothèque ICCI - Ouagadougou - Prospective et Coopération



FAIBLESSES

LE FRANÇAIS, UNE LANGUE PEU PARLÉE DANS L'ABSOLU

Si le français est la langue officielle du Burkina Faso, elle n'est pas la première langue du pays : en 2006 malgré une forte croissance, ils n'étaient que 1,66 % de la population nationale à déclarer le français comme première langue couramment parlée. Aussi bien que « l'installation effective des compétences durables d'alphabetisation auprès des adultes⁴⁴ » soit une priorité nationale du système d'éducation, **le taux d'alphabetisation reste faible** : selon les Enquêtes annuelles sur les conditions de vie des ménages de l'INSD, 34,5 % de la population âgée de 15 ans ou plus savait lire et écrire

dans une langue quelconque. L'analphabétisme touche particulièrement les couches les plus âgées de la population : seulement 22,3 % des 45 à 54 ans déclarent savoir lire et écrire, 18,7 % pour les 55-64 ans et ce pourcentage chute jusqu'à 8,3 % pour les plus de 65 ans.

UN TAUX D'ANALPHABÉTISME FORT LIÉ À LA PROBLÉMATIQUE DE L'ÉDUCATION

La problématique de l'alphabetisation est liée à celle de la qualité de l'éducation primaire. Selon une étude menée par la DGESS-MENNA, les élèves burkinabè présentent un niveau de compétence en lecture globalement faible. Le Burkina Faso se situait en dessous de la moyenne de 58,3 % des 10 pays d'Afrique subsaharienne francophone analysés par le PASEC 2014. Ainsi il est estimé qu'à la fin de leur scolarité la plupart des jeunes burkinabè ne savent toujours pas lire, alors que l'école primaire vise justement à asseoir des compétences de lecture et d'écriture durables auprès des individus⁴⁵.

44 Rapport d'État du Système d'Éducation nationale, 2017.

45 *Idem*.

UN RAPPORT À LA LANGUE PROBLÉMATIQUE

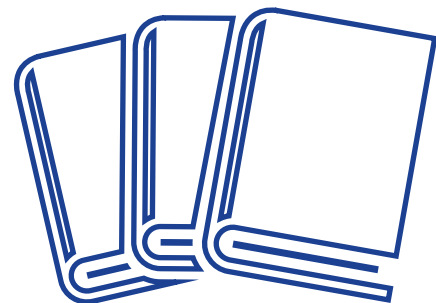
Ce dysfonctionnement éducatif trouve notamment sa source dans le rapport pédagogique à la langue française : **elle est vécue comme langue de l'école, du sérieux, du manuel scolaire, de l'examen et souvent de l'échec.** L'enfant burkinabè en entrant à l'école primaire est confronté·e à une langue d'enseignement qu'il ou elle ne maîtrise pas et des supports pédagogiques qui lui sont la plupart du temps inconnus : l'écriture et le livre. Une étude de l'UNESCO de 2017 soulignait que l'approche monolithique et scolaire du français commune au Burkina ne permettait pas aux élèves de s'approprier le langage⁴⁶. De nombreux·ses acteur·ices ont fait état de ce rapport au français tant dans son enseignement que dans sa pratique. Face à ce constat, nous suggérons deux pistes d'amélioration possibles :

- **La mobilisation de médiums pédagogiques plus variés** (littératures, images, etc.), pour initier un rapport divertissant au français, et sortir de la conception actuelle d'une « langue devoir ». Ces médiums pour être appréciés des jeunes burkinabè, devront s'inscrire dans l'environnement et le quotidien des apprenant·es.
- **L'utilisation et la reconnaissance officielle des langues nationales dans l'éducation**, pour favoriser des formes discursives d'enseignement avec les élèves. Pour cela, les médiums utilisés pour la lecture, disponibles aujourd'hui en français, devront faire la place à des productions bilingues dans les langues nationales pratiquées localement.

UNE PRATIQUE INÉGALE

La pratique du français sur le territoire national n'est pas homogène et suit des inégalités structurelles liées à l'alphabétisation et à l'accès à l'éducation :

- **Selon le contexte géographique.** Comme vu précédemment si le français est en forte augmentation dans le contexte urbain, son développement est moindre dans les zones rurales. Cette disparité géographique se retrouve également en fonction des différentes régions : alors que la région Centre connaissait en 2014 un taux d'alphabétisation des plus de 15 ans supérieur à 65 %, d'autres, comme le Centre-Est (21,9 %), la région Nord (24,4 %) ou encore la région Sahel (25,1 %) connaissaient un taux beaucoup plus faible.
- **Selon le genre**⁴⁷. Malgré des efforts sur les inégalités d'accès à l'école et la réduction de l'écart d'alphabétisation en fonction du genre, les hommes connaissent toujours un taux d'alphabétisation supérieur aux femmes : en 2014, chez les plus de 15 ans, sur l'ensemble du territoire, 44,3 % des hommes étaient alphabétisés contre seulement 26,1 % des femmes⁴⁸.



⁴⁶ *Teaching and learning to read in a multilingual context*, UNESCO, 2017.

⁴⁷ *Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso: un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1985, 1996 et 2006)*, Moussa Bougma, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso, 2010.

⁴⁸ INSD, Recensements (1975, 1985 et 1996), Enquêtes prioritaires (1994, 1998), Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages 2003 et Enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages (EA-QUIBB) 2005, 2007, 2009 et 2014.

BIBLIOTHEQUE KIO

ÉTAT DES LIEUX DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES LOCALES



BIBLIOTHEQUE
KIOUGOU GABRIEL NACOULMA

ICI, VIENS



ET DEVIENS !



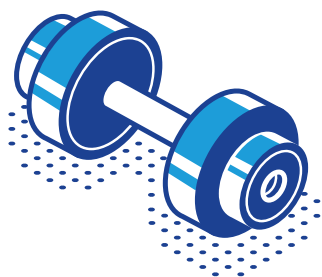
SUZANNE
KAFANDO



SIMON
NACOULMA

CADRE NATIONAL & LÉGISLATION SUR LE LIVRE ET LES BIENS CULTURELS

Au niveau culturel, le Burkina Faso dispose d'un cadre national, législatif et stratégique en capacité de porter un projet en faveur du livre de jeunesse, malgré des carences importantes, notamment en termes organisationnels ainsi que de ressources financières et humaines. Ces faiblesses institutionnelles sont en partie palliées par des personnalités, au sein de l'institution, très impliquées en faveur du livre ainsi que par un travail collaboratif entre les différents échelons institutionnels et/ou avec des acteur·ices internationaux·ales ou à l'international.



FORCES

UNE POLITIQUE CULTURELLE DYNAMIQUE

Les pouvoirs publics burkinabè mènent depuis les années 1970 une politique culturelle active dans différents domaines : cinéma, audiovisuel, patrimoine culturel, artisanat d'art et spectacle vivant. Malgré des ressources financières restreintes, ils s'efforcent de structurer un environnement institutionnel et juridique pour accompagner notamment le secteur du livre⁴⁹.

Un environnement légal s'organise sur la question du livre et de la lecture publique.

L'environnement légal national burkinabè a été l'objet d'une politique culturelle active des pouvoirs publics, qui favorise le développement du secteur du livre et de la lecture :

- **Sur le plan international** et sur des thématiques transversales, par **la signature de plusieurs textes internationaux** : les accords de Florence (1965) et le protocole de Nairobi (2008) portant notamment sur la circulation des objets à caractère éducatif, scientifique et culturel⁵⁰, ou la convention de l'UNESCO de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005⁵¹. Sur les six accords, protocoles ou conventions majeurs présents dans notre grille d'analyse, le Burkina Faso répond positivement à 3 ratifications essentielles pointées dans notre étude.
- **Sur le plan national** et sur des thématiques transversales : **la liberté de création artistique** et la protection de la **propriété intellectuelle** y sont garanties depuis 1991 par la Constitution. Plus récemment une Politique Nationale de la Culture (PNC) a été actée en 2009 (accompagnée d'un plan d'action triennale), et une stratégie de valorisation des arts et de la culture dans le système éducatif burkinabè en 2015. Par ailleurs, **en matière de liberté de la presse**, un paysage médiatique dynamique, professionnel et pluraliste existe, selon l'étude de 2020 de Reporter Sans Frontières, malgré une situation sécuritaire dans le nord du pays. **Le Burkina Faso se classe parmi les premiers du continent africain** (38^e au classement mondial de la liberté de la presse 2020).

49 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie, Un aperçu de trois pays de l'UEMoA, Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF 2010.

50 *Ibid.*

51 Le Burkina Faso va réorganiser le secteur du livre, News à Ouaga, 2017.



© 2020 - Librairie Notre Dame, Ouagadougou -
Prospective et Coopération

- **Sur le plan national et sur le livre spécifiquement** : en 1996, la loi d'application sur le Dépôt Légal est adoptée ; en 2017, c'est une Stratégie nationale de développement du livre ; la même année également un arrêté définissant le fonctionnement des Centres de lecture publique et d'animation culturelle (CELPAC) est approuvé ; enfin, en 2019, une loi sur la protection de la propriété littéraire et artistique et une loi d'orientation de la filière du livre et de la lecture publique entrent en vigueur⁵².

UN ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL FAVORABLE

Cet environnement juridique a été accompagné par le développement d'une organisation institutionnelle favorable au développement du livre :

- **D'un point de vue institutionnel**, la Politique Nationale de la Culture , et ses plans triennaux d'application ont permis de **structurer des institutions publiques spécifiques au secteur du livre** (dans son Objectif 2)⁵³. Le ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme (MCAT) possède **une direction générale du livre et de la lecture publique** qui porte la politique de la lecture publique à travers le Centre National de Lecture et d'Animation Culturelle (CENALAC)⁵⁴, celle de la chaîne du livre et du développement éditorial à travers **la direction du livre et du développement éditorial**, ou celui du dépôt légal à travers **la Bibliothèque Nationale du Burkina Faso (BNBF)**. On peut signaler, et ce n'est pas le cas dans toute la sous-région, la présence d'un bureau ISBN national normalisé et membre du réseau mondial ISSN. Elle possède également **un Bureau Burkinabè des Droits d'Auteurs (BBDA)**. On notera cependant dans l'organisation de la lecture publique l'absence d'une gestion nationale des fonds documentaires : il n'existe ni magasin central, ni bibliothèques départementales, sa gestion se fait directement par chaque bibliothèque.

52 Rapport d'expertise dans 16 centres de lecture publique et d'animation culturelle (celpac) du réseau national de lecture publique (rnlp) du Burkina Faso, Juillet - Août 2017.

53 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie. Un aperçu de trois pays de l'UEMoA. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF 2010.

54 Rapport d'expertise dans 16 centres de lecture publique et d'animation culturelle (celpac) du réseau national de lecture publique (rnlp) du Burkina Faso, Juillet - Août 2017.



© 2020 - Librairie de rue - Ouagadougou - Prospective et Coopération

- **D'un point de vue fiscal**, les droits de douane en vigueur au sein de l'UEMOA, associé au Protocole de Nairobi et à l'adhésion à l'Accord de Florence, permet de supprimer les droits de douane sur les objets à caractère éducatif, scientifique et culturel, ainsi qu'aux « matières et machines servant à la fabrication des livres, publications et documents⁵⁵ » ;
- **D'un point de vue opérationnel**, la mobilisation d'acteur·ices au sein de ces insti-

tutions spécifiques a permis de mettre en place des actions autour de la lecture par exemple. Le CENALAC a initié une structuration de la lecture publique au Burkina Faso, avec l'appui d'acteur·ices internationaux comme l'OIF. Ainsi à travers 3 coordinateur·ices régionaux, il organise activement le fonctionnement de 34 Centres de lecture publique et d'actions culturelles (CELPAC) dans l'ensemble du pays dotés annuellement⁵⁶.

55 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie, Un aperçu de trois pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF 2010.

56 Rapport d'expertise dans 16 centres de lecture publique et d'animation culturelle (CELPAC) du réseau national de lecture publique (RNLP) du Burkina Faso, Juillet - Août 2017.



FAIBLESSES

UNE POLITIQUE INSTITUTIONNELLE QUI MANQUE DE RESSOURCES

Malgré son dynamisme, la politique culturelle publique en faveur du livre reste fragile et présente de nombreuses faiblesses. On peut constater des lacunes au niveau :

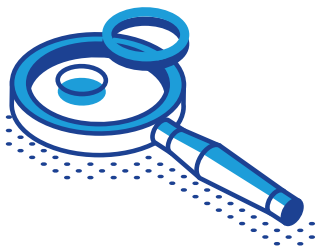
- **Des ressources informatives et de plaidoyers** : prenons l'exemple de la Bibliothèque nationale du Burkina Faso ; malgré la signature du décret d'application sur le Dépôt Légal en 1996, elle ne parvient pas depuis à répondre pleinement à sa mission : son directeur estime que, malgré sa forte augmentation due à des politiques publiques de sensibilisation, seulement 35 % des ouvrages publiés au Burkina Faso sont enregistrés au Dépôt Légal en 2019. Dès lors, la BNBF possède une vision parcelaire de la production éditoriale nationale, et ses données et indicateurs sont souvent indisponibles. Les publications ne sont pas recensées selon leur genre littéraire ou leur langue d'écriture ; elles demeurent difficilement identifiables par le public qu'elles pourraient concerner.
- **Des ressources financières** : dans ce pays pauvre aux nombreux défis socio-économiques, le secteur culturel n'apparaît pas comme un secteur prioritaire. La part du ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme dans le budget national était de 0,36 % en 2019, et de 0,33 % en 2020. Le livre n'étant pas le secteur culturel le plus

suivi par les pouvoirs publics, il connaît un appui insuffisant et irrégulier comme on peut le noter dans sa politique du livre. La Bibliothèque Nationale s'est, certes, vue octroyer d'immenses locaux. Mais en l'absence de financements pour les équiper et d'une réelle prise en compte des besoins de l'institution (la gestion des collections, par exemple), ce soutien matériel reste largement inopérant ou insuffisant.

- **Des ressources humaines** : le secteur public du livre repose plus sur les profils dynamiques de certain-es de ses acteur-ices que sur la qualité et la stabilité de ses institutions. Le CENALAC par exemple aurait connu entre 2011 et 2014 une mauvaise gestion qui aurait mené à une fragilisation du réseau, des détournements de fonds et de biens, et à l'immobilisation de la lecture publique durant cette période. Néanmoins, après l'année de transition démocratique, en 2015, une politique dynamique portée par le MCAT s'est créée. Une Direction du Livre et de la Lecture Publique a été créée et l'arrivée d'acteurs actifs a permis de relancer la politique publique de ce secteur⁵⁷. Cette politique dynamique portée par le MCAT, avec une direction du Livre et de la Lecture Publique créée à la suite des dernières élections générales de 2015, pourrait être remise en question sous le nouveau gouvernement.



© 2020 - Bibliothèque Nationale - Ouagadougou - Prospective et Coopération



OPPORTUNITÉS

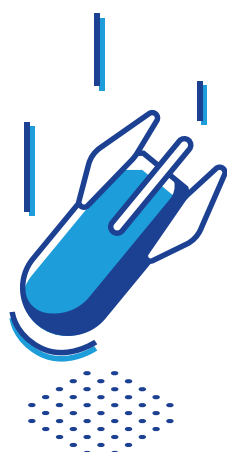
L'OPPORTUNITÉ D'UNE POLITIQUE DU LIVRE MULTI ACTEUR-ICES

La politique actuelle du livre au Burkina Faso repose sur un travail multi-acteur-ices. Pour se déployer à l'avenir, elle pourrait profiter de la collaboration :

- **De différent-es acteur-ices du public burkinabè.** La mise en œuvre d'une politique de la lecture publique au Burkina Faso, par exemple, convoque **plusieurs niveaux institutionnels publics**. Si la coordination des CELPAC dépend du CENALAC, au sein de la DGLP du MCAT, son personnel, très majoritairement issu de la fonction publique éducative (relevant du ministère de l'Édu-
- **D'acteur-ices burkinabè du public avec différent-es acteur-ices de la coopération internationale :** c'est le cas du Fonds de Développement Culturel et Touristique (FDCT). Sa gestion et son suivi sont faits par un établissement public éponyme du MCAT, mais le fonds est abondé par plu-

cation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales), dépend de la nomination effectuée à l'échelon communal qui est propriétaire des bâtiments dans lesquels ils et elles officient. Si cette cogestion induit certes une complexité de l'environnement institutionnel, elle permet cependant aux acteurs de différents secteurs (culture/éducation) et échelons (état/collectivités locales) de travailler ensemble. Ces concertations, entre champs culturel et éducatif, sont discutées régulièrement à l'échelle nationale au sein du Cadre Sectoriel de Dialogue « Sport Culture et Loisir » qui réunit les acteur-ices des différents ministères⁵⁸.

seurs partenaires internationaux comme la coopération suisse. Dans le secteur du Livre, l'OIF et l'Institut français soutiennent la structuration de la Lecture publique au Burkina Faso en se concentrant en particulier sur la problématique des curricula : l'ambassade France a, par exemple, financé à deux reprises des formations à destination du personnel des CELPAC, la dernière a été réalisée par Aline Présumey dans le cadre du FSPI « Environnement francophone au Burkina » en 2018⁵⁹. À un autre échelon, on citera également la coopération décentralisée entre Grenoble et Ouagadougou qui, depuis 2002, a permis la construction et le développement de la médiathèque municipale (appui en formations, en matériels, en fonds).



MENACES

UNE ABSENCE DE RENFORCEMENT DE COMPÉTENCES AU LIVRE ET À LA LECTURE

Le développement d'une politique spécifique, et sa mise en œuvre aujourd'hui par certain-es acteur-ices dynamiques, ne peut ignorer l'absence du sujet du livre et de la lecture dans la formation des capacités locales publiques dédiées au livre et à la lecture qui, à terme, constitueront une menace à sa structuration.

- **L'absence ou l'insuffisance de formations administratives** sont également soulignées par de nombreux-ses acteur-ices. Ils et elles déplorent le manque

d'accès aux informations quant aux enjeux des politiques culturelles, tout particulièrement dans le domaine du livre et de la lecture. Par exemple, les informations sur la fiscalité appliquée au livre au Burkina Faso n'ont fait l'objet ni de réunions interministérielles sur la question, ni d'une information spécifique au sein du ministère de la Culture ou de la direction générale du Livre et de la Lecture publique. Dès lors, **la plupart des acteur-ices de la chaîne du livre rencontrés ne profitent pas des politiques fiscales** mises en place en leur faveur.

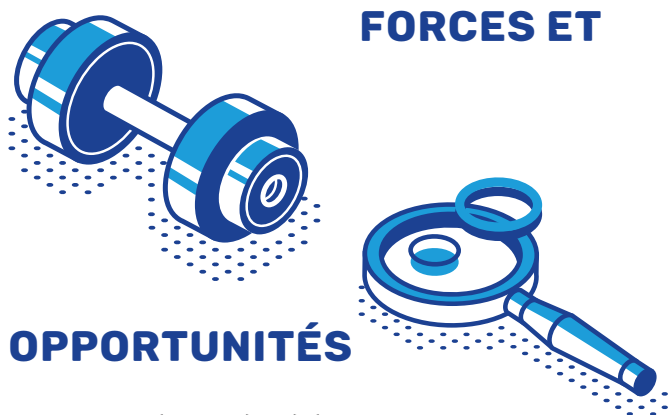
- **Plus largement, c'est dans l'ensemble des formations dédiées aux domaines du livre que le Burkina Faso semble défailant.** Il ne dispose pour le moment d'aucune école spécialisée ou d'un cursus dans la gestion documentaire. Le personnel des CELPAC, issu principalement du corps enseignant ou administratif, est généralement formé par les coordinateur-ices de région des réseaux après leur prise de poste au gré de leurs mutations. En résulte un manque de compétence du personnel dans l'accueil du public, l'animation d'activités, la recherche documentaire et en bibliothéconomie⁶⁰.

59 « La coopération française en matière de lecture publique », Guillaume Juin, BBF, 2011.

60 *Ibid.*

PRISE EN COMPTE DES ENJEUX LIÉS AU LIVRE ET À LA LECTURE PAR LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE

Du côté de l'éducation, des efforts ont été consentis par le gouvernement pour améliorer le taux de scolarisation en primaire et au collège, pour favoriser la construction de bibliothèques scolaires et développer l'offre et la qualité du corps enseignant. **Mais les investissements publics restent insuffisants** face à un secteur en forte croissance, en demande de ressources pédagogiques et nécessitant une communauté éducative mieux formée, notamment au livre et à la lecture.



FORCES ET

OPPORTUNITÉS

UN MINISTÈRE DÉDIÉ À L'ÉDUCATION PRIMAIRE, À L'ALPHABÉTISATION ET À LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES...

Au Burkina Faso, le secteur de l'éducation est placé sous la tutelle de trois ministères :

- Le ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion professionnelle (MJ-FIP).
- Le ministère de l'Enseignement supérieur,

de la Recherche scientifique et de l'Innovation (MESRSI) ;

- **Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation** et de la Promotion des Langues Nationales (MENA).

Ce dernier a pour mission la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'éducation préscolaire, d'enseignements primaire et secondaire, d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) et d'éducation non formelle. **Ce ministère, et ses six directions générales,** se dédie notamment à la problématique de la lecture au Burkina Faso, et donc, par extension, du livre, en lien parfois avec le ministère de la Culture. D'ailleurs, on notera que jusqu'en 1987, ce ministère, sous une autre appellation, avait également **la charge des Arts et de la Culture.**

...QUI PORTE L'ALPHABÉTISATION, UNE PRIORITÉ NATIONALE

La problématique de l'éducation primaire et de l'alphabétisation au Burkina Faso est **une priorité nationale pour le gouvernement depuis plusieurs décennies.** Cette priorité a été confirmée par l'adoption en septembre 2015 des Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'agenda 2030. L'objectif 4 des ODD reconnaît le rôle crucial d'une éducation inclusive et équitable de qualité dans l'édification d'un monde meilleur et plus égalitaire et a été opérationnalisée au Burkina par le Plan national de développement économique et social (PNDES). Le rapport national de suivi des ODD notait, en 2019 : « En termes d'effectifs scolarisés, malgré la forte pression démographique les efforts de scolarisation sont remarquables⁶¹. » En effet, en 2020 **le budget alloué au secteur dit « stratégique » de l'éducation était en augmentation** : 461,46 milliards de FCFA contre 417,51 milliards

61 Rapport national volontaire de mise en œuvre des objectifs de développement durable (2016-2018), Burkina Faso, 2019.



© 2020 - Librairie - Ouagadougou - Prospective et Coopération

de FCFA en 2019⁶². Ce fort investissement a été suivi d'effets **par l'augmentation depuis 2010 du Taux Brut de Scolarisation en primaire** dans l'ensemble de la population qui dépassait en 2018, 90 % de la population correspondante⁶³. **Dès lors, l'école devient, avant la famille, le premier et seul endroit où le jeune burkinabè peut avoir accès au livre.**

LA CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS ET DE BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES EST AUSSI FAVORISÉE

Cette importance donnée à l'éducation se retrouve dans plusieurs programmes du ministère pour favoriser la construction d'établissements scolaires, ce qui favorise l'accès au livre et à la lecture⁶⁴. **Durant l'été 2020, par exemple, à l'aide de financements du Japon, le MENA a mis en œuvre un projet de construction d'infrastructures éducatives.** L'objectif est de contribuer à accompagner l'offre et améliorer la qualité de l'éducation de base

dans les régions du Centre, du Centre-Nord, du Centre, Ouest, du Centre-Sud et du Plateau Central⁶⁵. Ce programme devrait permettre à moyen terme de construire une soixantaine d'établissements du secondaire. **Cette politique publique sur les infrastructures est régie par différents décrets qui obligent aujourd'hui les nouveaux établissements à prévoir des bibliothèques scolaires en leur sein.** Dans le décret n°2008-236 portant sur l'organisation de l'enseignement primaire, il est dit : « Toute école primaire doit être réalisée sous forme de complexe scolaire. [...] le complexe scolaire comprend obligatoirement : [...] – une bibliothèque scolaire⁶⁶ ; ». En 2019, sur les 15 345 établissements primaires, on aurait répertorié 791 bibliothèques scolaires, et 447 sur les 4 071 établissements du post primaire et secondaire⁶⁷.

62 Source MENA.

63 Évolution du taux brut de scolarisation au primaire par région, Open Data For Africa 2020.

64 POLITIQUE SECTORIELLE DE L'ÉDUCATION DU BURKINA FASO (PSE/BF) 2014-2023.

65 Site du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, 2020.

66 Décret n°2008-236 Titre II, Création et Gestion des établissements d'enseignements primaire, article 18.

67 Données fournies par le Mena.



© 2020 - Librairie - Ouagadougou - Prospective et Coopération

L'ÉTAT EST AUSSI FORTEMENT MOBILISÉ SUR LA QUESTION DES ENSEIGNANTS

Le gouvernement burkinabè se mobilise également sur la question des enseignant-es et de leurs formations. L'État, en termes d'éducation primaire, post-primaire et secondaire, tente depuis plusieurs années de répondre à **un double enjeu** :

- **Suivre la demande toujours croissante d'enseignants** : il a mis en place une politique d'embauche de jeunes diplômés en tant qu'enseignant-es à travers le Programme « Emplois-Jeunes pour l'Éducation Nationale » (PEJEN), appelé communément « Mesures Nouvelles ». Cette politique aurait permis de recruter 4 200 professeur-es entre 2016 et 2019, ces dernier-es étaient invité-es, au terme au terme de leur contrat de 3 ans à passer un concours spécifique d'intégration. Cette politique a participé à l'augmentation substantielle du corps enseignant de manière générale : alors qu'en 2014, on comptait 46 983 enseignant-es, elles et ils étaient 62 999 en 2018⁶⁸.
- **Améliorer la qualité des enseignements** : il s'agit de faire évoluer les curricula des enseignant-es. Les formations initiales ont évolué **avec l'ouverture de formations pour le niveau préscolaire**. Aussi, les en-

seignant-es pour le préscolaire et le primaire sont recruté-es après le Bac et non plus le BEPC, et les enseignant-es pour le secondaire après l'université. En termes de formation continue, 800 encadrant-es pédagogiques sont chargé-es de dispenser tout au cours de l'année des conférences et des formations pour améliorer le niveau des enseignant-es.

UN INTÉRÊT DE LA RECHERCHE SUR LA LITTÉRATURE JEUNESSE AU BURKINA FASO

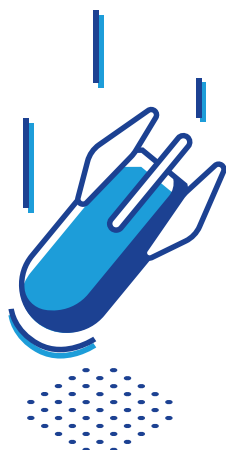
Les problématiques de l'apprentissage et de l'éducation font aussi l'objet de recherches, de la part des institutions centrales ou de certain-es universitaires. Au sein du MENA, il existe **une direction générale de la Recherche en Éducation et de l'Innovation pédagogique**. Cette dernière s'occupe, entre autres missions, de **faire évoluer le contenu des manuels scolaires, les suivis pédagogiques et les curricula**. Du côté universitaire, des travaux de recherche et d'enseignements, liés à l'éducation et précisément à la littérature jeunesse sont menés. Alain-Joseph Sissao, enseignant chercheur dans différentes universités Burkinabè, a dans ce cadre mené différentes recherches sur la question : en 2009, il publiait par exemple un ouvrage intitulé : *Émergence de la littérature d'enfance et de jeunesse au Burkina Faso*⁶⁹.

68 Ibid.

69 *Émergence de la littérature d'enfance et de jeunesse au Burkina Faso*, Alain-Joseph Sissao, l'Harmattan Burkina Faso, 2009.



FAIBLESSES



ET MENACES

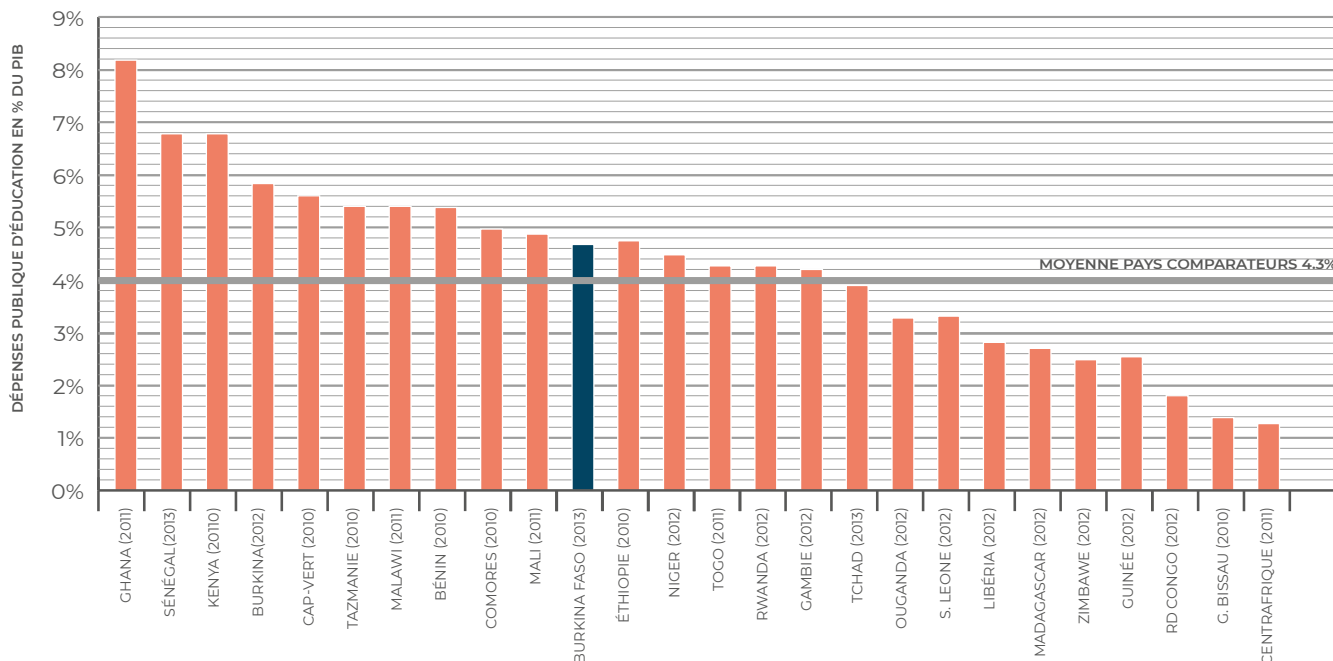
DES INVESTISSEMENTS PUBLICS INSUFFISANTS...

Le Burkina Faso semble avoir fait de l'éducation une des priorités de son action publique en allouant une part croissante de ses dépenses à ce secteur. En 2017, 19,36 % du budget de l'État était alloué aux secteurs de l'éducation contre 13 % en 2004⁷⁰. Cependant, ce premier constat doit être nuancé par une comparaison à d'autres pays : en 2018 on estimait que ces

dépenses représentaient 6,04 % du PIB. A titre de comparaison régionale, en reprenant les données comparatives disponibles en 2013, le Burkina Faso se situait dans la moyenne régionale, mais bien en dessous de son voisin ghanéen qui consacrait plus de 8 % de son PIB à l'éducation⁷¹.

Dans leur étude de 2014 sur le **fondement du « cadre indicatif du FTI⁷² »**, Paul Diabouga et Bagnikoué David Bazongo soulignent que les pays ayant réussi à développer leur système éducatif y avaient consacré un montant représentant plus de 20 % de leurs ressources budgétaires, dont au minimum **42 % étaient destinés à l'enseignement primaire⁷³**. Ce n'est qu'en 2019 que le Burkina Faso aurait atteint cet objectif budgétaire (en consacrant 22,76 % de son budget à l'éducation) se rapprochant de ce cadre indicatif. Ce manque d'investissement produit une carence de ressources disponibles face à un secteur en forte demande.

DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION EN % DU PIB (2013 OU ANNÉE LA PLUS RÉCENTE DISPONIBLE)



Source : Burkina Faso, tableau 1.7. Autres pays : Pôle de Dakar INPE.

70 Rapport d'État du système éducatif national, Ministères en charge de l'éducation et de la formation, 2017.

71 Ibid.

72 Fast Track Initiative.

73 « Le financement de l'éducation au Burkina Faso : le défi de la scolarisation primaire universelle », Yombo Paul Diabouga et Bagnikoué David Bazongo, *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2014.

...QUI SE TRADUISENT NOTAMMENT PAR UN MANQUE GÉNÉRAL EN RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

Le manque de moyens se fait tout particulièrement sentir dans l'absence des ressources pédagogiques nécessaires aux enseignant·es. Plusieurs études ont fait part au Burkina Faso de **l'insatisfaction des professeur·es quant à la qualité et la disponibilité des programmes et des fournitures** qu'elles et ils utilisent pour dispenser leurs cours⁷⁴. Malgré l'ouverture de marchés publics sur le manuel scolaire, **il existe un déficit chronique du nombre de manuels scolaires de lecture dans l'enseignement primaire sur l'ensemble de pays** : depuis 2005, on compte une moyenne d'un manuel de lecture pour deux élèves du primaire. Ce ratio peut évoluer par exemple en fonction des niveaux spécifiques du cycle d'enseignement scolaire : il y a moins d'un livre pour deux élèves au CP1, et presque 1 livre par élève en CM2⁷⁵.

LE MANUEL SCOLAIRE, ENTRÉE UNIQUE POUR APPROCHER LA LECTURE

Or, d'après plusieurs représentant·es du secteur de l'éducation, c'est à travers ces manuels de lecture, seules ressources littéraires disponibles, que se fait la rencontre avec le livre pour beaucoup de jeunes burkinabè. Face à ce contexte, la littérature jeunesse n'apparaît pas comme un contenu prioritaire par les pouvoirs publics. Pourtant une étude de l'UNESCO sur les apprentissages en contexte multilingue indiquait qu'il existait **une forte demande des enseignant·es pour disposer d'autres médiums pédagogiques** que les manuels scolaires, en particulier d'images et de textes plus ludiques pour permettre à leurs élèves de dépasser leurs *a priori* sur la lecture « devoir » et pouvoir accéder à la littérature en général⁷⁶. Il a pu être constaté sur place que les

enseignant·es produisaient et éditaient elles et eux-mêmes des ouvrages de lecture pour pallier cette lacune. Selon les services de la direction générale de la Recherche en Éducation et de l'Innovation pédagogique, de nouveaux programmes scolaires seraient aujourd'hui à l'étude, et devraient permettre de faire une plus grande place à des contenus pédagogiques plus divers, laissant davantage de place à la littérature.

ABSENCE DE LA LITTÉRATURE JEUNESSE DANS L'ENSEIGNEMENT

Hors manuel de lecture, la politique pédagogique sur la littérature semble déconnectée de la réalité des élèves. Pour l'enseignement post-primaire, le collège et le lycée, **le programme éducatif prévoit que les élèves étudient une liste d'œuvres de littérature établie**. Une étude des œuvres littéraires au programme du collège l'an passé présente **une surreprésentation de littérature française** (7 titres sur 16), et **une presque absence d'auteurs et autrices burkinabè** (1 titre 16). Aussi l'accès à ces livres au programme n'est pas toujours garanti. Il est estimé que **moins de 10 %** des établissements du post primaire et secondaires possèdent une bibliothèque⁷⁷. Le réseau de lecture publique ne couvrant pas la totalité du territoire, la plupart des élèves doit s'organiser par leurs propres moyens pour se procurer le livre au programme. Dès lors que faire lorsque des livres au programme sont en rupture de stock et ne sont plus édités depuis 10 ans ? C'est le cas du *Crépuscule des temps anciens* de l'auteur burkinabè Nazi Boni qui est au programme de la classe de seconde.

74 PASEC 2014.

75 Données statistiques DEP/MEBA 2006-2007.

76 Teaching and learning to read in a multilingual context, UNESCO, 2017.

77 Données fournies par le Mena 2020.



© 2020 - Librairie - Ouagadougou - Prospective et Coopération

UN MANQUE DE FORMATION DES ENSEIGNANT-ES

Le livre et la lecture dans le système éducatif burkinabè fait les frais d'un manque de formation des enseignant-es :

- D'ordre général, **un manque de qualification du corps enseignant** est constaté au Burkina Faso. En termes de formation initiale, il a été estimé que pour le post-primaire et le secondaire **40 % d'enseignant-es n'avaient pas les diplômes professionnels requis pour enseigner**⁷⁸. Face à la forte croissance du nombre d'élèves, l'État a accru son recours aux postes de vacataires ces dernières années, qui ont généralement simplement reçu 6 mois de formation initiale avant de prendre leur poste. Les formations continues, es-
- **Sur le sujet spécifique de l'animation du livre jeunesse, aucune formation n'est prévue** à l'heure actuelle dans les curricula des enseignant-es du primaire ou du secondaire sur ce sujet. Or, comme plusieurs acteur-ices de l'édition et de la lecture publique l'ont rappelé, l'animation et la médiation spécifique à la littérature jeunesse sont essentielles pour sa transmission aux jeunes et à leurs familles.

78 Rapport d'État du système éducatif national, Ministères en charge de l'éducation et de la formation, 2017.

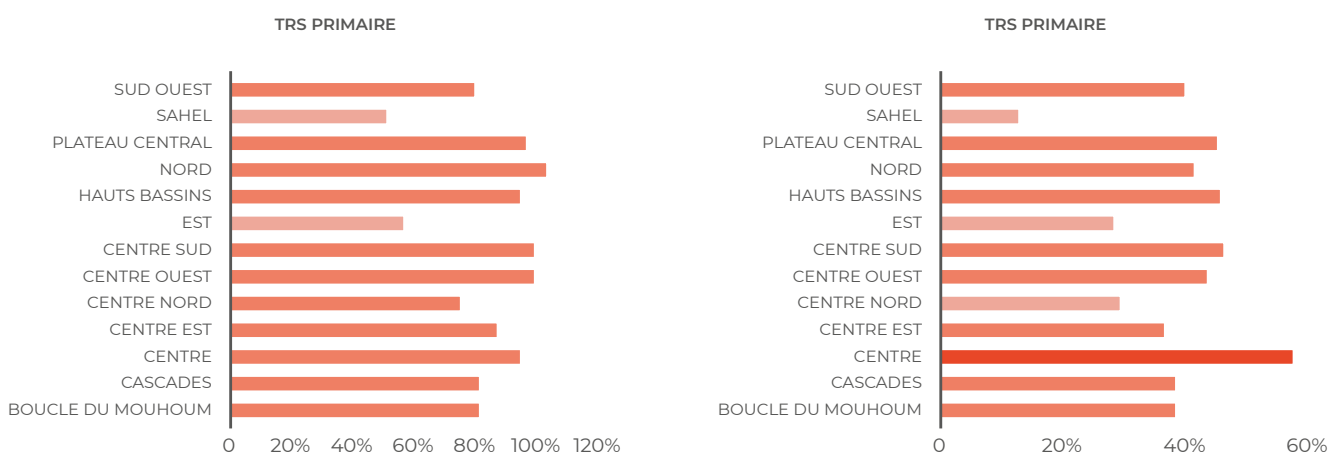
79 *Ibid.*

DES INÉGALITÉS STRUCTURELLES DANS L'ÉDUCATION QUI MENACENT L'ACCÈS AU LIVRE ET À LA LECTURE

Les inégalités structurelles de l'accès à l'éducation au Burkina Faso ne favorisent pas l'alphabétisation et donc l'accès au livre et à la littérature jeunesse. Alors que l'école est considérée comme le premier (et parfois le seul) endroit où les jeunes burkinabè pourront rencontrer l'univers du livre, on peut observer :

- **Une inégalité de genre** qui décroît, mais reste encore très significative. En 2014, on notait que le taux d'alphabétisation des femmes adultes de plus de 15 ans était de 26,1 % contre 44,3 % pour les hommes⁸⁰. La poursuite, par l'État burkinabè des objectifs de développement durable, notamment au niveau du système éducatif a permis d'améliorer l'égalité de genre dans l'enseignement primaire et le post-primaire avec des taux brut de scolarisation, et d'achèvement à peu près similaires. Cependant, une forte disparité persiste au niveau du secondaire : seuls 5 % des filles
- **De fortes disparités géographiques.** Il existe une forte inégalité d'accès entre population rurale et urbaine : alors que la probabilité d'accès au CPI pour la population vivant dans un contexte urbain est estimée à 85 %, elle tombe à 57 % pour la population vivant dans un contexte rural⁸². À la fin du secondaire on estime que les jeunes ruraux ne sont plus que 1 % à achever leurs cycles contre 13 % chez les jeunes urbains⁸³. Ces disparités géographiques peuvent-être particulièrement marquées en fonction des différentes régions : si l'on prend le taux brut de scolarisation du primaire, alors qu'on comptait en 2014 pour la région Nord un taux proche de 100 %, les régions du Sahel et de l'Est connaissent respectivement un TBS de 50 % et 56 %^{84 85}.

TAUX BRUT DE SCOLARISATION SELON LES RÉGIONS DANS DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ENSEIGNEMENT (2013-2014)



Source : estimation des auteurs à partir des données administratives du MASSN, du MENA et du MESS, et des projections démographiques de l'INSD

80 Rapport national volontaire de mise en œuvre des objectifs de développement durable (2016-2018).

81 Rapport d'état du système éducatif national, 2017.

82 *Ibid.*

83 *Ibid.*

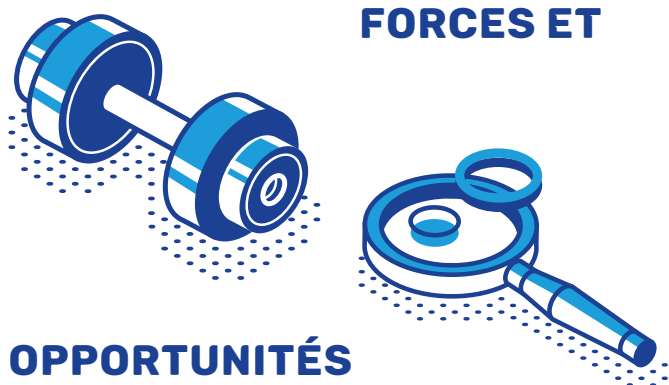
84 la moyenne nationale de TBS pour cette année était à 83 %.

85 Rapport d'état du système éducatif national, 2017.



LES ACTIONS ACTUELLES DE MÉDIATION DES AUTORITÉS AUTOUR DU LIVRE À L'ÉCHELLE NATIONALE

Les politiques culturelles burkinabè soutiennent plusieurs initiatives spécifiques en faveur du livre et de la lecture. **La Foire internationale du livre** connaît un succès grandissant. Plusieurs initiatives numériques sont déjà en cours - en partenariat avec des acteur·ices à l'international, le milieu associatif ou le privé, sont soutenues par le gouvernement burkinabè. Elles ouvrent des perspectives intéressantes pour la diffusion de la littérature auprès de la jeunesse. En revanche, le secteur du livre revendique davantage de rencontres professionnelles et la diffusion numérique reste limitée par le faible taux d'accès à l'électricité et aux terminaux informatiques par les Burkinabè.



FORCES ET

OPPORTUNITÉS

UNE FORTE MOBILISATION DES POUVOIRS PUBLICS EN FAVEUR DU LIVRE

Le Burkina Faso est un pays qui soutient de nombreuses manifestations culturelles liées à

la création. Le livre et la lecture font l'objet d'événements soutenus par les autorités nationales. **La Semaine Nationale de la Culture (SNC)**, lancée en 1983, suite à la révolution qui mena Thomas Sankara au pouvoir, a permis l'organisation du **Grand prix National des Arts et des Lettres (GPNAL)**. Ce prix aurait, selon le milieu académique, participé à l'émergence d'une première génération fondatrice d'auteur·ices au Burkina⁸⁶. On notera aussi l'existence d'une Biennale des littératures d'Afrique Noire à Bobo-Dioulasso, d'un **Salon du livre africain de Koudougou (SLAK)**, et depuis 2019 de la Cérémonie de la plume d'or. Enfin depuis 2000 est organisée la **Foire Internationale du livre de Ouagadougou (FILO)** tous les deux ans.

LA FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE S'OUVRE À LA LITTÉRATURE JEUNESSE

La Foire internationale du livre de Ouagadougou (FILO) apparaît aujourd'hui comme l'événement principal organisé par les autorités à destination des acteur·ices du livre. **Cet événement soutenu par l'ambassade de France est organisé par le MCAT et sa DGLP. Il semble connaître un succès grandissant⁸⁷ :**

- Auprès de la population locale qui s'y procure des ouvrages rares et bons marchés,
- Auprès des professionnel·les burkinabè qui viennent vendre leurs produits et/ou leurs services et s'y former gratuitement lors de divers ateliers.
- Auprès des acteur·ices du livre d'Afrique francophone qui viennent vendre leurs produits et/ou leurs services et échanger entre elles et eux lors de tables rondes thématiques.

86 *Recherche sur les littératures de l'enfance et de jeunesse au Burkina Faso : état des lieux et perspectives*, Sissao, A. J. Études littéraires africaines, 2005.

87 Alors qu'en 2017 la FILO accueillait 3926 visiteurs (dont 1210 pour l'espace enfant), lors de son édition de 2019 les visiteurs étaient au nombre de 7155 (dont 1523 pour l'espace enfant).



© CC0 - Global Partnership for Education - GPE_Flickr

Elle permet également une large action de plaidoyer de la littérature jeunesse auprès des enfants et parents qui se déplacent à l'événement. Le Burkina Faso ayant un système de distribution lacunaire, la FILO est un événement central qui permet à de nombreux-ses acteur-ices de la chaîne du livre de se faire connaître et de vendre leurs produits.

UN NOUVEL HORIZON TECHNOLOGIQUE OUVERT PAR LES TIC...

Le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au Burkina Faso apporte également aujourd'hui des pistes de développement quant à des formes de médiations inédites en particulier dans le domaine de l'éducation. Si les contenus suivent les directives du MENA et donc ne font que peu de place à la littérature jeunesse, **ils ouvrent des espaces qui pourraient être à l'avenir mobilisés au profit de la jeunesse.**

- L'État a développé ces dernières années en partenariat avec l'UNICEF, pour répondre à l'exclusion géographique et le manque de moyen de certains établissements, **un portail internet avec des modules scolaires en ligne**, qui suivent le programme du préscolaire jusqu'à la fin du secondaire : <https://fasoeducation.net>. Ce portail a

été mis en application pour répondre au contexte de la Covid-19 et ainsi permettre aux élèves en fin de cycle de préparer leurs examens.

- Du côté associatif, le Réseau des organisations pour le développement de l'éducation au Burkina (RODEB) approfondit l'idée de ressources documentaires numériques déconnectées destinées à un public de tout âge. Ayant fait le constat que beaucoup de jeunes burkinabè investissent aujourd'hui dans des supports de communication onéreux et performants, le RODEB souhaiterait fabriquer des contenus pédagogiques adaptés et investir dans **des centres de ressources et de formations pour leur permettre de les télécharger.**
- Du côté des initiatives privées, **la Fondation Orange développe le projet d'écoles numériques** : elle propose en 2020, en concertation avec le MENA, d'équiper 27 écoles avec des tablettes et un serveur pour répondre aux fortes lacunes en outils pédagogiques. Ce projet s'inscrit notamment dans le projet de *Village Orange*, qui réfléchit à un développement intégré de villages.



© CC0 - Global Partnership for Education - GPE_Flickr

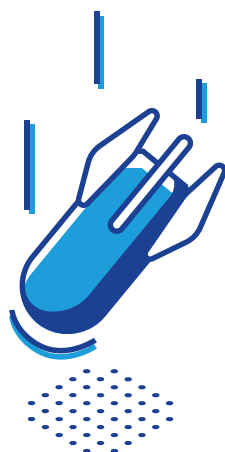


ET MENACES

...QUI RESTERA LIMITÉ AUX INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC

En réalité, la question des TIC pose, en particulier sur les sujets d'éducation pour tous·tes, la problématique de ses conditions d'accès. Si ces technologies ont connu une explosion dans les usages au Burkina Faso, leurs utilisateur·ices n'y ont pas un accès homogène et inconditionnel : **les Burkinabè ont un accès très inégalitaire à l'électricité** (taux d'accès de 19 % de la population)⁸⁸, **aux terminaux informatiques** (smartphones, tablettes, ordinateurs) **à leurs connexions** (le réseau internet n'est ni stable, ni homogène sur tout le territoire, ni bon marché), et leurs utilisations

FAIBLESSES



(leurs utilisateur·ices sont autodidactes pour la plupart). Dès lors, l'absence d'une politique publique massive d'équipement et de formation limitera nécessairement l'impact de toute politique sur l'éducation ou l'accès au livre

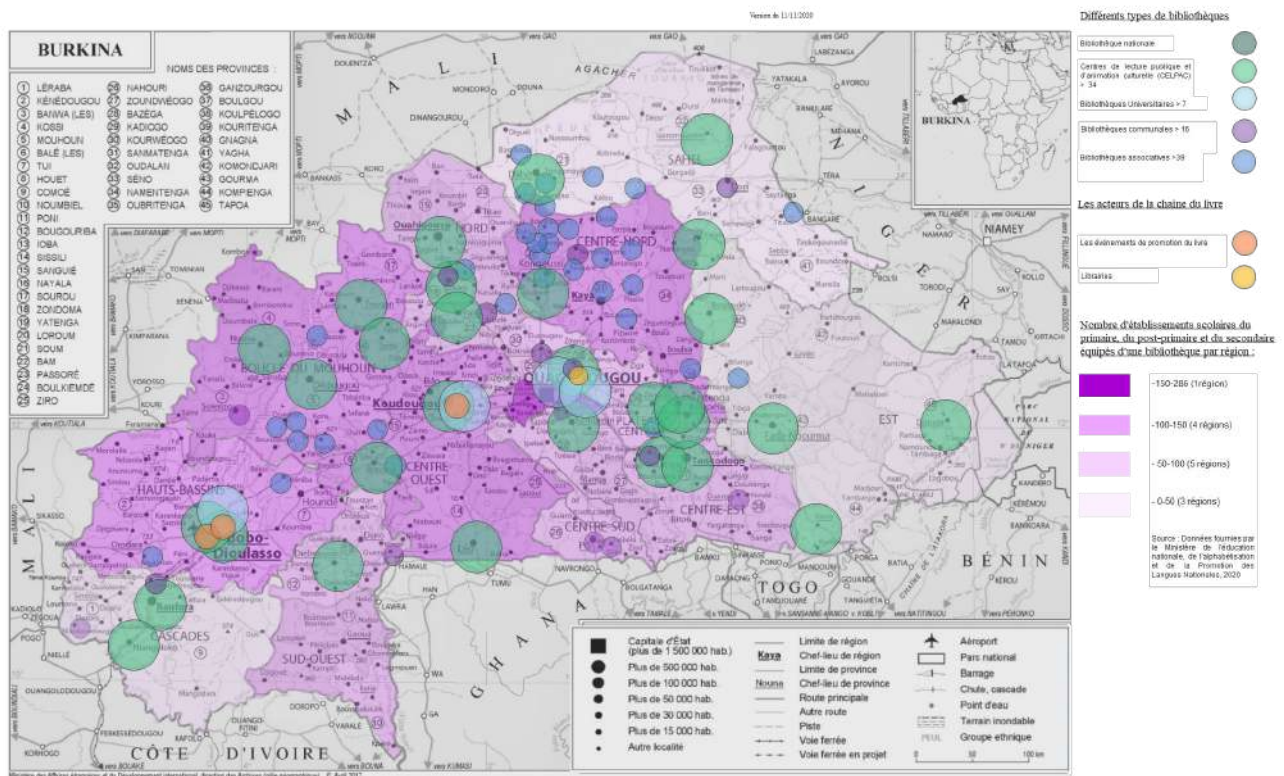
DES INITIATIVES PUBLIQUES, MAIS INSUFFISANTES POUR LES ACTEUR·ICES EN PRÉSENCE

Cette effervescence burkinabè ne suffit pas à certain·es acteur·ices de la chaîne du livre qui souhaiteraient organiser de nouvelles initiatives autour du livre et de la lecture. La chaîne du livre étant faiblement structurée, des événements comme la FILO permettent à ses professionnel·les de se faire connaître, de se rencontrer, de vendre, etc. Mais cet événement n'a lieu qu'une fois tous les deux ans, laissant ses participant·es dans l'attente d'autres initiatives publiques consacrées au livre et à la lecture voire spécifiquement dédiée à la lecture jeunesse. Par ailleurs, du fait du contexte pandémique, de nombreuses manifestations n'ont pu se dérouler en 2020, ou ont dû restreindre l'accueil aux personnes déjà présentes sur le territoire national.

88 Les données de la Banque mondiale révèlent pour le Burkina Faso que 19,2 % de la population avait accès à l'électricité en 2016 dont 60,7 % de la population urbaine et 0,8 % de la population rurale : « Accès à l'électricité - Burkina Faso (% de la population) » <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.AC.CS.ZS?locations=BF>.



CARTOGRAPHIE DU PAYS : SECTEUR DU LIVRE ET TAUX D'ALPHABÉTISATION *



- ▶ Le Burkina Faso est caractérisé par une inégalité de l'accès au livre, toutes typologies de bibliothèques confondues.
- ▶ La région centre, dont fait partie Ouagadougou, présente un nombre très élevé de bibliothèques scolaires et d'équipements dédiés au livre.
- ▶ Les régions des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest présentent un nombre moins élevé de bibliothèques scolaires et d'infrastructures dédiées au livre.

- ▶ La région du Centre-Nord dispose surtout de bibliothèques associatives.
- ▶ Les régions de l'Est, du Sahel et du Sud-Ouest sont les moins pourvues en bibliothèques scolaires et n'ont que très peu d'équipements publics ou associatifs de lecture publique.

* Carte disponible en grand format en Annexe 1



STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE AU BURKINA

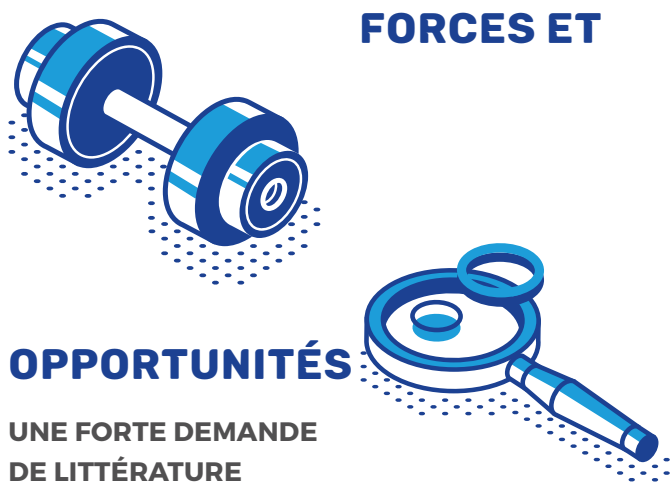


Le Burkina Faso voit apparaître depuis plusieurs années **une demande de plus en plus forte en littérature jeunesse**, qui commence à être reconnue comme **un levier de paix et de développement**. **Un vivier local créatif et autonome s’organise** pour produire des contenus, au sein d’un environnement économique peu encourageant. En effet, **les problèmes structurels de la chaîne du livre** – malgré des développements récents, à la faveur de soutiens institutionnels ou étrangers – ne permettent pas la production, la diffusion et la distribution d’ouvrages jeunesse de qualité. En résulte, malgré la motivation de ses acteur·ices, **une fragilité du secteur qui ne répond pas à la demande locale** et ne parvient pas à faire face à la concurrence.

Un écosystème d’associations professionnelles existe et est soutenu par des organisations étrangères et internationales. Mais certaines associations professionnelles souffrent d’un manque de représentativité, organisent très peu d’activités et ne sont dès lors pas en mesure de défendre les intérêts du secteur.

Concernant le réseau de lecture publique, grâce au concours d’acteur·ices à l’international et de la coopération française, de nombreux dispositifs couvrent le territoire national depuis la fin des années 80 (cf. carte de pénétration du livre et de l’écrit). Ce réseau, mis à mal par la situation politique burkinabè, semble aujourd’hui connaître de nouvelles ambitions de développement, malgré l’insuffisance de ressources institutionnelles. Les acteur·ices issu·es du monde associatif ou du privé se mobilisent, des opportunités de diffusion de la littérature de jeunesse peuvent être saisies avec l’appui des médias.

NIVEAU DE STRUCTURATION DES ACTEUR·ICES PRIVÉ·ES DE LA CHAÎNE DU LIVRE JEUNESSE



FORCES ET

OPPORTUNITÉS

UNE FORTE DEMANDE DE LITTÉRATURE JEUNESSE COMME

LEVIER DE DÉVELOPPEMENT POUR LE PAYS

La littérature jeunesse au Burkina Faso constitue une nécessité et un levier de développement. Il ressort d'un entretien avec un anthropologue burkinabè spécialiste des littératures orales que **cette littérature est essentielle, non seulement pour apprendre à lire et à donner le goût à la lecture, mais aussi parce qu'elle aborde des thématiques spécifiques pour les enfants burkinabè.** Elle participe aussi, selon ce professeur, à une « inversion didactique : ce sont les jeunes qui apprennent à travers ces ouvrages leurs vécus, leurs regards et leurs préoccupations à leurs parents ». Ainsi à travers de nombreux ouvrages régionaux ou nationaux contemporains, elle permet de parler des difficultés de scolarisation (*l'Aventure ambiguë* de Cheikh Hamidou Kane - Sénégal), de chômage (*Adama ou la force des choses* de Pierre Claver Ilboudo - Burkina

Faso), du rapport aux traditions (*La Femme de mon père n'est pas ma mère* de Théodore Kafando), de la tolérance religieuse (*La crèche du petit Mohammed* de Mâh Dao - Burkina Faso), de la maternité (*La Grossesse de Koudbi*, Jean-Pierre Guingané - Burkina Faso), etc. Les lacunes et les problèmes d'accès de la population burkinabè aux univers du livre n'empêchent pas le secteur de la littérature jeunesse de bénéficier d'une forte demande. Ainsi, **le magazine jeunesse bi-mensuel KidYZmag a été lancé au Burkina Faso à la rentrée scolaire 2017. Depuis, il continue de se développer** au Burkina Faso mais aussi dans d'autres pays de la sous-région (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, etc.), et à augmenter son audience grâce à **une émission éponyme sur la télévision nationale.** Le modèle économique de sa revue repose sur la demande d'**une clientèle locale grandissante,** composée principalement **des classes supérieures et lettrées** pouvant se permettre l'achat d'un magazine 1 500FCFA (2,30 €) à l'unité, mais aussi sur **les commandes d'organisations internationales,** qui lui permettent de toucher de nombreux enfants et leurs parents **dans des zones plus isolées et moins pourvues** : en 2020 pour la seconde année consécutive, le magazine a remporté un appel de l'UNICEF pour diffuser 40 000 exemplaires dans 300 écoles du Burkina Faso.

UNE PRODUCTION LOCALE DE LITTÉRATURE JEUNESSE FONDÉE SUR LA TRADITION ORALE

Une étude sur l'émergence de la littérature jeunesse au Burkina Faso⁸⁹ avait dénombré plus de 250 ouvrages publiés depuis les années 1960. Elle soulignait l'importance de la tradition orale dans la production de la littérature aujourd'hui, avec la reprise de nombreux contes séculaires. **Pour les années 2019 et 2020,** la direction générale du livre et de la lecture publique (DGLP) dénombre la publica-

89 Émergence de la littérature d'enfance et de jeunesse au Burkina Faso, Alain-Joseph Sissao, l'Harmattan Burkina Faso, 2009.



© CCO - Global Partnership for Education - GPE Flickr

tion de **55 ouvrages de littérature jeunesse**. Les auteur·ices, et illustrateur·ices rencontrés ont décrit un **milieu dynamique**, malgré le contexte économique peu favorable au secteur du livre.

Dans un environnement où la littérature jeunesse en général fait défaut, ces quelques titres peuvent faire rapidement tache d'huile, se diffuser et devenir des références culturelles pour plusieurs générations burkinabè. C'est, par exemple, le cas de la bande dessinée à succès *Kouka*, publiée depuis les années 2000 par le REN-LAC (Réseau national de lutte anti-corruption), et dont chaque numéro coûte 100 FCFA (0,15 €). Destinée à un public jeune, elle permet d'aborder de nombreuses questions de civisme à travers des aventures et des histoires quotidiennes de son héros éponyme.

UN MILIEU LITTÉRAIRE DYNAMIQUE ET CRÉATIF ET QUI S'ORGANISE FACE À L'ADVERSITÉ

Le Burkina Faso est en Afrique de l'Ouest un pays reconnu pour son activité artistique et son potentiel créatif. Le milieu de la littérature jeunesse n'échappe pas à ce constat. Malgré les difficultés économiques et sociales que rencontre le pays, le manque de soutien des auto-

rités et une chaîne du livre peu organisée, les **auteur·ices restent motivé·es et continuent de produire des œuvres littéraires**. Pour cela, elles et ils se forment de manière autodidacte, s'organisent autour de coproductions ou **d'association d'auteur·ices (SAGES)**. Souvent, ils et elles **doivent assumer plusieurs rôles faisant défaut dans la chaîne du livre local** : financement de leurs propres éditions, édition de leurs ouvrages voire fabrication par leurs propres moyens, pour ensuite les distribuer par leurs réseaux personnels ou professionnels. Cette capacité à gérer de multiples activités leur permet aussi d'exercer un ou plusieurs métiers rémunérés, qui leur permettra de subvenir à leurs besoins, tout en poursuivant leurs créations d'ouvrages. Ainsi, un illustrateur rencontré a témoigné qu'il comptait sur la paie régulière issue de son emploi d'illustrateur de presse pour se lancer dans des projets d'illustration jeunesse peu rémunérateurs.

UNE ÉCONOMIE DE L'ÉDITION PRÉSENTE

Un secteur privé de l'édition, malgré ses fragilités, se développe et tend à faire de la place aux ouvrages jeunesse⁹⁰. **Une dizaine de maisons d'édition** semblent véritablement structurées (siège, personnel dédié, ancienneté) au Burkina Faso. Il faudra cependant noter la présence de nombreuses microéditions qui accompagnent certaines réalisations ou auteur·ices dans leurs productions. Selon l'OIF⁹¹, en 2008 la filière de l'édition aurait généré au moins 1,6 milliard de CFA (3,6 millions USD) et 121 emplois. Ces chiffres ne comprennent pas les résultats des productions éditoriales informelles et pirates du secteur du livre. En revanche, **il n'existe pas de maisons d'édition dédiées à la littérature jeunesse**. Mais selon l'Association des éditeur·ices du Burkina Faso (ASSEDIF), les acteur·ices de l'édition seraient sensibilisé·es à l'augmentation de l'intérêt du public pour ce type de littérature. En effet, entre 1976 et 2004, **l'Institut français recensait 155 publications s'apparentant à de la littérature jeunesse**⁹².

UNE FILIÈRE ÉDITORIALE QUI A PROFITÉ D'ÉVOLUTIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES RÉCENTES

Le secteur éditorial au Burkina Faso a **amélioré certains de ses processus de production**. La fabrication d'ouvrages a par exemple beaucoup évolué ces dernières décennies ouvrant de nouvelles opportunités aux acteur·ices de l'édition :

- **L'évolution technique et la révolution numérique** ont permis l'achat d'outils d'impression moins onéreux et un partage de savoir qui a permis de faciliter et démocratiser le processus éditorial.

- **La politique de privatisation** aurait profité aux acteur·ices privé·es de l'édition : le démembrement de l'Imprimerie Nationale, aurait permis dans une certaine mesure d'ouvrir ce marché aux acteur·ices du secteur privé.
- **Le développement de marchés internationaux spécifiques** à l'imprimerie, et l'inscription d'un union économique régionale (UEMOA) a permis aux imprimeur·euses de commander plus facilement des intrants moins chers et de meilleure qualité.

UNE FILIÈRE ÉDITORIALE SOUTENUE

Le secteur éditorial au Burkina Faso bénéficie depuis plusieurs décennies du **soutien de politiques internationales et nationales pour structurer son développement** :

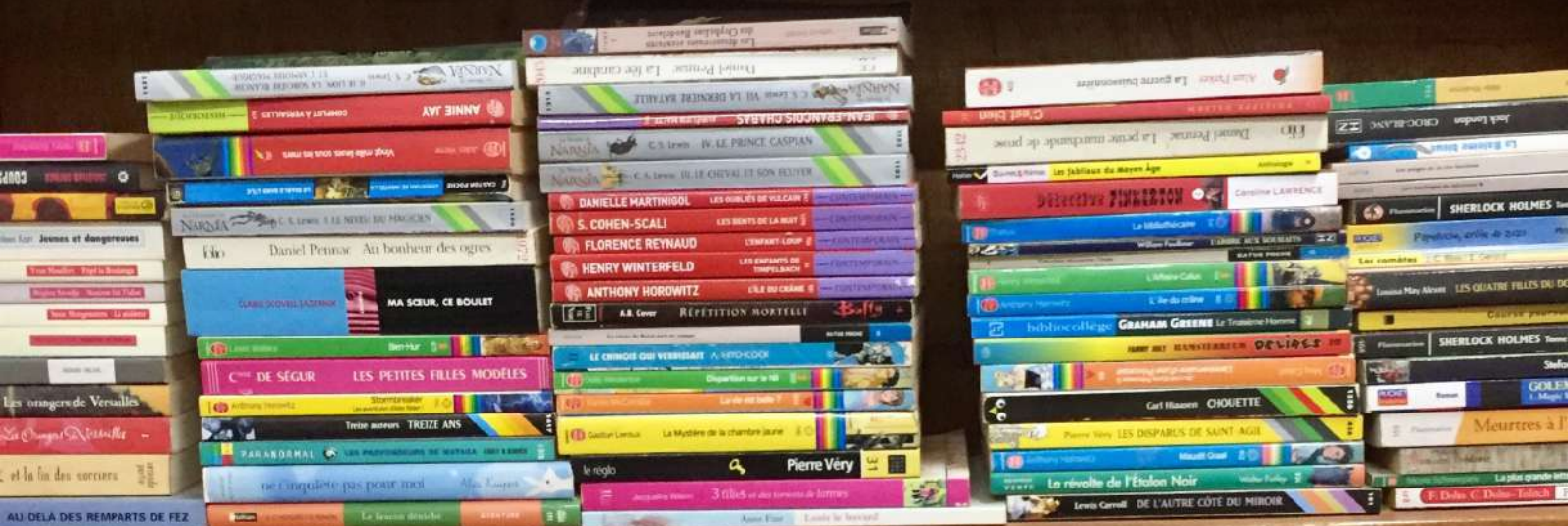
- Des actions de soutien ont bénéficié à de nombreux·ses acteur·ices de l'édition au Burkina Faso rencontré·es sur place (auteur·ices, imprimeur·ses, éditeur·ices, libraires). Ces actions étaient souvent le **fruit de coopérations avec des associations spécialisées** (comme l'Association Internationale des Éditeur·ices Indépendants), **des organismes internationaux** (comme l'OIF)⁹³, ou encore **de coopération bilatérale** (Institut français) ou décentralisée (Ville de Grenoble, Chambéry, Dreux, etc.). Dans le cadre du projet Ressources éducatives il serait bien d'encourager ce type de soutiens.
- **Des politiques publiques ont été mises en place pour soutenir** le milieu artistique au Burkina Faso dont a profité le milieu de l'édition. Il existe plusieurs fonds auxquels

90 Fiche Pays, Ressources éducatives, Institut Français 2019.

91 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie, Un aperçu de trois pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF 2010.

92 Fiche Pays, Ressources éducatives, Institut Français 2019.

93 Note sur l'édition de la littérature de jeunesse au Burkina Faso, Henry Tourneux, Études littéraires africaines, 2005.



© 2020 - Librairie - Ouagadougou - Prospective et Coopération

les éditeur-ices peuvent avoir recours pour soutenir leurs activités (Fonds de développement culturel et touristique, Fonds spécifique du BBDA, Fonds d'appui aux acteur-ices de la culture face au Covid-19). Aussi la loi N°039-2016, portant sur la réglementation générale de la commande publique permet à l'éducation nationale de commander des ouvrages à des éditeur-ices privé-es. L'État participe ainsi à la stabilité des éditeur-ices en leur assurant des marchés conséquents, comme a pu nous l'expliquer un éditeur prospère spécialisé dans la vente des manuels scolaires.

UN RÉSEAU DE LIBRAIRES RÉDUIT, MAIS DYNAMIQUE

À Ouagadougou, nous avons constaté la présence d'un **réseau structuré de librairies indépendantes**, qui ont trouvé leur place dans le marché du livre. Elles sont rassemblées au sein d'une association nationale. Les librairies visitées à Ouagadougou (Jeunesse d'Afrique, L'Harmattan, et Mercury) avaient toutes mis en place un espace dédié à la littérature jeunesse. Pour pallier l'absence de relais de diffusion et de distribution, un Salon du livre jeunesse a été monté. Il n'a pu voir le jour en 2020 du fait du

contexte pandémique, mais la librairie Mercury semble déterminée à l'organiser en 2021.

La littérature jeunesse se vend, mais reste, comme a expliqué un autre libraire, **une niche, à développer** : cet usage n'étant pas dans les habitudes des Burkinabè, « il faut créer un cadre pour que les parents soient amenés à donner un livre à leurs enfants, il faut conscientiser les parents. » Certaines librairies ont donc commencé des activités de médiation dans leurs locaux, et pendant les vacances organisent des lectures aux parents et enfants.

DES LIBRAIRIES INDÉPENDANTES ÉCONOMIQUEMENT STABLES

Les librairies indépendantes rencontrées ont réussi à construire des modèles économiques leur permettant d'exister dans le paysage burkinabè. Comme les autres acteur-ices de la chaîne du livre, **les libraires mènent plusieurs activités secondaires** : événementiel, édition, reprographie, papèterie, etc. Leurs stabilités économiques sont fondées sur le soutien d'une clientèle qu'elles ont constituée : la librairie Jeunesse d'Afrique par exemple, vend principalement des ouvrages religieux, et de ce fait reçoit tous-tes les élèves des établissements catholiques de la ville pour leurs achats



© 2020 - Bibliothèque du groupe scolaire Saint-Exupéry - Prospective et Coopération

de manuels et fournitures scolaires. Cette base lui permet de s'investir davantage depuis quelques années dans la vente d'ouvrages jeunesse qui ne dégagne qu'un faible chiffre d'affaires pour la librairie (environ 10 %).

LES OPPORTUNITÉS DU SYSTÈME DÉBROUILLE

L'absence d'acteur-ices dédié-es, chargé-es spécifiquement de la diffusion et de la distribution au Burkina Faso, pousse les acteur-ices de la chaîne du livre à trouver des **solutions parallèles**.

- **Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**, permettent, par la démocratisation de la téléphonie mobile et d'internet, à différent-es acteur-ices **de prendre en charge personnellement les questions de diffusion/distribution**. Certain-es auteur-ices, en particulier celles et ceux édités à leur compte, vont disposer de ces nouveaux outils pour communiquer sur leurs ouvrages et les vendre auprès de leurs réseaux personnels. Une librairie rencontrée communiquait également sur certains de ses produits sur les réseaux sociaux pour entretenir sa clientèle.

- **Les événements dédiés au livre** (comme la FILO) et les partenariats avec d'autres entreprises de biens et services, permettent parfois aux acteur-ices de la chaîne du livre de pallier les carences de distribution du pays. Pour un éditeur rencontré, la vente de la plupart de ses ouvrages littéraires se faisait dans les nombreuses enseignes Total du pays.

DES LIBRAIRIES SOUTENUES PAR DES PARTENAIRES ÉTRANGERS

Le secteur de la librairie bénéficie du soutien d'organisations étrangères ou internationales. En 2020, grâce au soutien du CNL, une des librairies rencontrées ambitionne ainsi de construire une annexe à Bobo Dioulasso. Par ailleurs, l'Association internationale de libraires francophones (AILF) a soutenu des acteur-ices de la librairie au Burkina Faso. Une directrice de librairie rencontrée a bénéficié d'une bourse pour se former durant 2 ans en France à ce métier.



ET MENACES

UN FAIBLE CONTACT DES ENFANTS BURKINABÈ AVEC UNE LITTÉRATURE JEUNESSE QUI N'EST PAS TOUJOURS EN PHASE AVEC LEUR RÉALITÉ QUOTIDIENNE

La demande de livre jeunesse au Burkina Faso est inégale. La plupart des enfants burkinabè, en particulier dans les zones rurales et périurbaines, n'accéderont jamais, dans leurs environnements quotidiens, à des ouvrages littéraires :

- **Dans la sphère familiale, les parents n'ont pas l'habitude d'acheter** ou de se procurer des livres à des fins de divertissement. **Le livre jeunesse reste trop onéreux** pour une grande partie de la population. Une autrice à succès a expliqué que le dernier ouvrage qu'elle a publié, édité à l'étranger, coûtait 15 euros à l'achat, dans un pays où le revenu moyen est estimé à moins de 45 euros par mois.
- **À l'école, où le manuel scolaire est souvent le seul ouvrage disponible** et la lecture une activité associée à la réussite ou l'échec scolaire, **les ouvrages disponibles sont souvent issus de productions étrangères**, et ne correspondent pas toujours à la réalité quotidienne et l'identité des apprenant-es.

L'ÉTAT TARDE À SOUTENIR LE MILIEU DE LA CRÉATION LITTÉRAIRE

Les pouvoirs publics ne soutiennent pas assez les créateur·ices et, faute de moyens, se montrent défailants concernant la création littéraire jeunesse. Dès lors, peu d'informations sont disponibles sur la création pour la jeunesse.

Il n'existe pas de formation initiale sur les métiers créatifs, essentiels à la diffusion auprès des jeunes. L'illustrateur rencontré a rapporté avoir profité d'ateliers à l'Institut français et d'une formation à Grenoble par le biais de la coopération décentralisée pour pouvoir se former aux outils de graphisme et d'illustration nécessaires. Un auteur qui propose des animations autour du livre jeunesse dans plusieurs établissements scolaires a également indiqué, par l'expression locale « C'est celui qui connaît la valeur de l'or qui l'achète », que **sans plaider et formation auprès des encadrant-es, l'accès au livre resterait problématique** pour une majorité de jeunes burkinabè.

- **La carence en manuels scolaires** que le ministère de l'Éducation ne parvient pas pour le moment à juguler, place la **diffusion de la littérature jeunesse comme secondaire**. Les programmes actuels ne proposent qu'un panel réduit d'écrivain-es nationaux-ales, et aucun-e auteur·ice burkinabè contemporain·e⁹⁴. Ainsi, **aucune commande publique nationale** à destination des auteur·ices contemporain·es n'est organisée à ce jour.
- **Les créateur·ices ont du mal à faire reconnaître leurs droits** et donc à recevoir une rémunération pour le travail effectué. S'il n'existe pas de commande publique, **leur travail serait parfois utilisé à l'école** ou durant des examens nationaux sans forme de rétribution ni de reconnaissance. En outre, l'État ne se mobilise pas suffisam-

94 Voir la listes d'ouvrages au programme.

ment contre le marché de l'informel, qui permet la **diffusion de copies piratées** des ouvrages les plus demandés. Il existe pourtant un Bureau burkinabè du droit d'auteur (BBDA), qui semble avoir du mal à jouer son rôle protecteur des auteur·ices et illustrateur·ices locaux·ales. S'il a introduit un droit de reproduction depuis 2020⁹⁵, qui permet aux auteur·ices et éditeur·ices de recevoir des droits sur les appareils de reproductions, les auteur·ices rencontrés ne semblent à ce jour pas en avoir profité.

UNE FRAGMENTATION DES FORCES DE LA CRÉATION LITTÉRAIRE

Les acteur·ices de la création de la littérature jeunesse sont prêt·es à assurer de multiples rôles pour réussir à publier leurs ouvrages. Une autrice soulignait son isolement et celui de ses pairs dans le processus de création et les nombreuses difficultés pour réussir à publier ses écrits. Selon elle, « en tant que femme, c'est encore moins évident de trouver preneur dans ce milieu. Il existe beaucoup de manuscrits dans les tiroirs, sans parler de celles qui aimeraient, mais qui n'ont même pas le temps d'écrire ».

Ainsi **l'écriture est vécue comme une activité de passionné·es** qui coute plus cher qu'elle ne rapporte. Aucune·e artiste rencontré·e ne vivait des productions littéraires publiées. **Tous·tes avaient un autre métier** qui leur permettait une activité rémunérée : enseignant·e, journaliste, professeur·e de droit, inspecteur·rice de l'éducation, éditeur·ices, etc. Cette propension des créateur·ices à jouer les différents rôles manquant de la chaîne du livre, comme nous le verrons dans l'édition, peut poser la question de l'éparpillement de leurs activités, susceptible de desservir la qualité des projets artistiques.

UNE FILIÈRE ÉDITORIALE PEU STRUCTURÉE ET MENACÉE PAR LA CONCURRENCE

L'édition apparaît comme une activité difficile à tenir dans un contexte économique national complexe. Peu de maisons d'édition réussissent à dégager l'activité économique nécessaire pour tenir dans le temps. Le champ plus spécifique de la littérature jeunesse est considéré par les acteur·ices interrogé·es comme peu ou pas rentable. Si de nombreuses maisons d'édition apparaissent et disparaissent, celles qui parviennent à se structurer sont rares. Aussi ces acteur·ices assistent à la menace de la **multiplication des auto-éditions** et éditions pirates, qui profitent des moyens de transports, de communications et de reproductions pour proposer **des ouvrages fabriqués à l'étranger à moindre coût**.

Les éditeur·ices locaux·ales sont aussi sous la menace de la **concurrence occidentale** ou de maisons d'éditions **ivoiriennes ou béninoises** (comme Ruisseaux d'Afrique par exemple), plus structurées qui inondent le marché éditorial sous-régional. Selon les chiffres de la base United Comtrade data, DESA/UNSD⁹⁶, en 2019, le Burkina avait, sous la classification livres, brochures, imprimés⁹⁷, importé pour 6 049 738 US\$ et n'avait exporté que pour 95 773 US\$. Enfin, les éditeur·ices rencontrés nous ont fait savoir qu'ils et elles ne pratiquaient pas de co-édition avec des maisons étrangères reconnues.

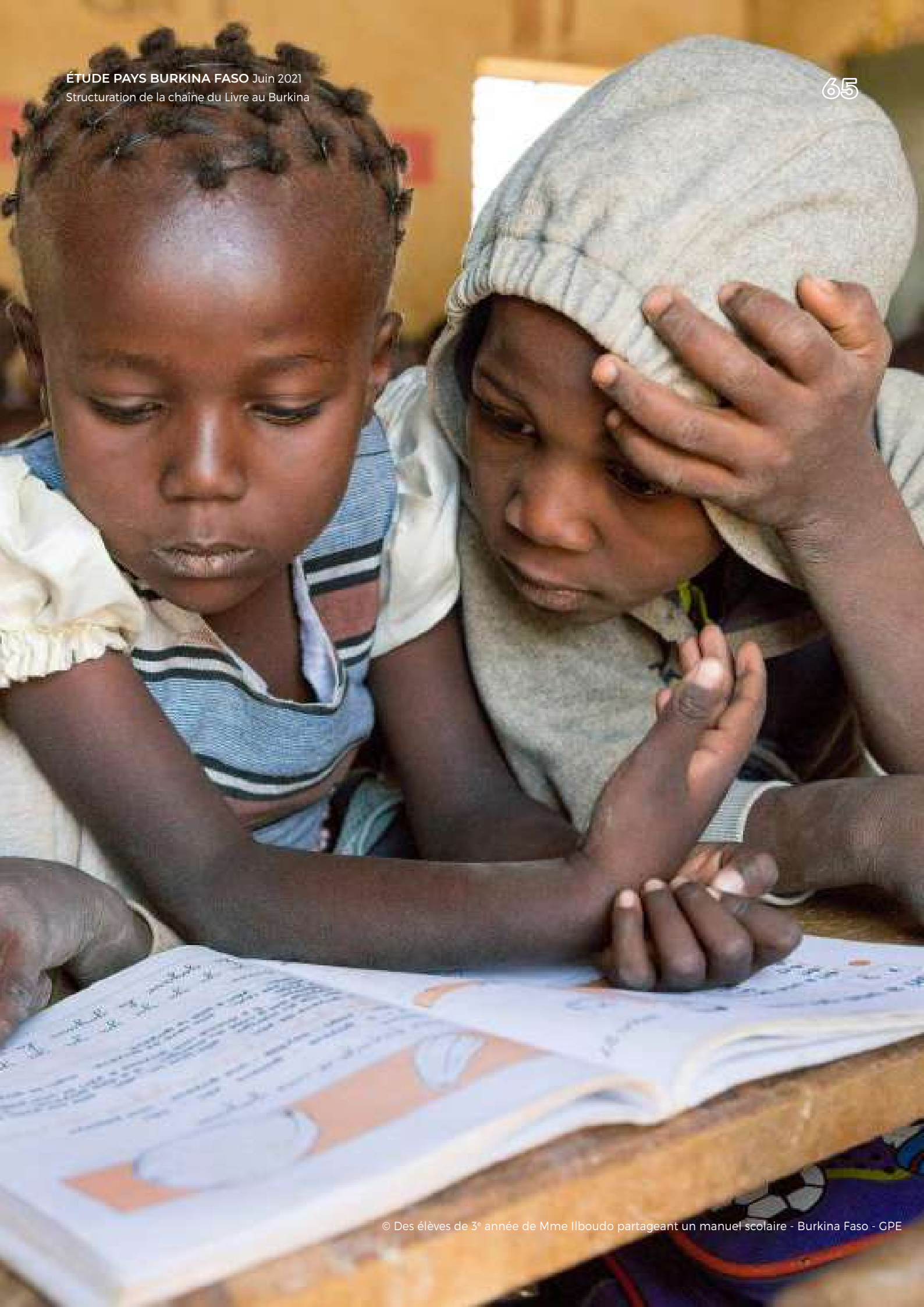
UN TRAVAIL ÉDITORIAL QUI SE DÉVALUE POUR S'ADAPTER AU MARCHÉ

Les acteur·ices de l'édition s'adaptent pour exister au sein d'une économie peu prospère. Les éditeur·ices rencontrés ont souvent d'autres activités pour pouvoir soutenir l'irrégularité économique de l'activité éditoriale. Ils sont imprimeur·euses, papetier·eres, direc-

95 Droits de reproduction par reprographie, Sidwaya, 2020.

96 Données de l'ONU/Comtrade, 2020.

97 Code SH n° 49019900.



teur·ices d'établissements scolaires, fonctionnaires, etc. Un éditeur a confié que l'édition de littérature, qui plus est enfantine, n'était pas assez rentable. Pour ce dernier, une réussite éditoriale en littérature se comptait au Burkina Faso entre 500 et 1 000 ouvrages vendus. Ainsi, **la plupart des maisons d'édition burkinabè permettent aujourd'hui pour les ouvrages littéraires, d'éditer des ouvrages « à compte d'auteur·ices »**. Ces éditions laissent en théorie l'investissement initial de la fabrication, et la charge de diffusion à la discrétion de l'auteur·ice en échange d'une commission pour le travail de relecture, de correction et d'assemblage. En réalité, les éditeur·ices burkinabè faisant également parfois de la fabrication et de la diffusion, ces formes d'édition permettent aux éditeur·ices de profiter des ressources des auteur·ices, de diminuer le risque économique et de se placer au mieux sur chaque publication, en fonction de l'intérêt économique du moment. **Selon certains éditeur·ices cette pratique entraînerait une dégradation de la qualité du travail éditorial** : certains ouvrages présentent de gros défauts de fabrication et sont souvent peu diffusés et mal distribués.

UN PROBLÈME DE QUALIFICATION DES ACTEUR·ICES DU SECTEUR ÉDITORIAL

La fragilité du système éditorial et ses carences a des conséquences sur la qualité de ses productions littéraires. Une étude montrait déjà en 2004⁹⁸, les manques aux exigences de base des critères de l'édition internationales de l'édition burkinabè. La situation apparaît similaire aujourd'hui : on note **un non-respect des normes de présentation, des fautes de grammaire et de typographies, des images pixélisées et/ou déformées, des qualités de papier et d'impression parfois médiocre**. Un auteur jeunesse rencontré pointait le manque de standardisation du processus éditorial :

« quand on est à la source on ne peut pas avoir confiance dans la forme que va prendre l'idée qu'on avait en tête. On doit suivre le processus de bout en bout pour être certain qu'il soit bien exécuté. »

Le manque de professionnel·les dans l'édition au Burkina et/ou l'absence de formation pour permettre une qualification généralisée des acteur·ices en présence semble aujourd'hui critique. Au contraire, une montée en compétence pourrait permettre aux éditeur·ices du pays de faire face à une compétition internationale.

UNE DÉFICIENCE DU RÉSEAU DE TRANSPORTS À L'ORIGINE DE L'ABSENCE DE DIFFUSEURS/ DISTRIBUTEURS NATIONAUX

L'absence d'acteur·ices chargés spécifiquement de la diffusion et de la distribution, souligne la réalité problématique des transports de biens à travers le pays. Le réseau national et les services de transports sont déficients et rendent difficile l'envoi et la réception de marchandises à travers le pays. Les services postaux étant dysfonctionnels, les éditeur·ices préfèrent se charger elles et eux-mêmes même de la distribution ou faire appel à des transporteurs privés plus onéreux. Une librairie a expliqué qu'elle comptait environ **trois mois pour recevoir les commandes d'ouvrages passées à l'étranger**. Cette situation des transports se complexifie dans les zones périphériques où la menace sécuritaire grandissante empêche encore davantage la fluidité des échanges.

LES FAIBLESSES DE LA FILIÈRE LIBRAIRE

En prime de cette absence d'entreprise de diffusion/distribution, le secteur de la librairie connaît malgré son activité **de nombreuses faiblesses** :

- **Le rôle des librairies** reconnues, dont l'activité est principalement dédiée à la vente de livres, **reste très limité** par son nombre

98 Note sur l'édition de la littérature de jeunesse au Burkina Faso, Henry Tourneux, Études littéraires africaines, n° 20, 2005.



© 2020 - Bibliothèque Nationale - Ouagadougou - Prospective et Coopération

restreint et sa répartition géographique (uniquement à Ouagadougou).

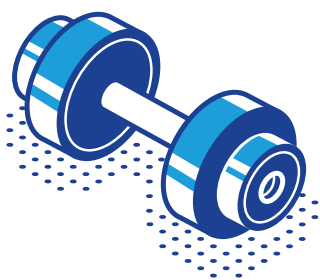
- **L'absence de circuits de diffusion/distributions fonctionnels** entre éditeur-ices du local et libraires crée une fracture, qui a pour conséquence un faible nombre de vente de livres édités au Burkina Faso.
- Les libraires se fournissent principalement à l'étranger : les ouvrages de littérature jeunesse africains en rayon viennent principalement du Bénin et de la Côte d'Ivoire.
- **La multiplicité des rôles de chaque acteur de la chaîne du livre**, crée des conflits d'intérêt sur la vente d'ouvrages (entre des imprimeurs libraires, les imprimeurs éditeur-ices, les éditeur-ices à compte d'auteur-ices, etc.), qui empêche parfois pour certains auteur-ices et éditeur-ices, le placement de certains produits dans le peu de librairies existantes.

UN VIVIER DE VENDEURS D'OUVRAGES À STRUCTURER

Pour répondre à la demande croissante de lecteurs, il existe aujourd'hui un grand nombre d'acteur-ices au Burkina Faso qui vendent des ouvrages littéraires. Cependant pour la plupart, ces acteur-ices ne sont pas déclarés malgré l'économie qu'ils génèrent : en 2010 l'OIF expliquait : « Ce sous-secteur générerait au Burkina Faso un chiffre d'affaires total de près de 15 millions de FCFA soit 32 200 USD. Ces structures sont de petites unités informelles dont le chiffre d'affaires très faible, oscille entre 100 000 FCFA (soit 220 USD) pour la plus petite et 900 000 FCFA (soit 2 000 USD) pour la plus grande⁹⁹. » Ce manque de structuration, en plus d'être un manque à gagner pour les pouvoirs publics et acteur-ices privé-es du livre, rend opaque leurs fonctionnements : il n'existe que peu d'informations et de données sur ces acteur-ices, et l'État ne parvient pas à se mobiliser pour limiter l'édition et la vente d'ouvrages piratés.

99 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie, Un aperçu de trois pays de l'UEMoA. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF 2010.

EXISTENCE DE RÉSEAUX DE LECTURE PUBLIQUE



FORCES ET



OPPORTUNITÉS

UNE POLITIQUE DE LA LECTURE PUBLIQUE QUI SE STRUCTURE DANS LE TEMPS

Du fait de sa situation économique et sociale, l'accès au livre et plus spécifiquement à la lecture reste problématique au Burkina Faso. Si l'alphabétisation de la population est une priorité pour le gouvernement, les institutions éducatives ne garantissent pas toujours l'accès au livre. Dès lors, comment favoriser l'accès à la lecture des populations les plus démunies ou isolées ? L'élaboration d'une politique en faveur de la lecture par les pouvoirs publics tente de répondre à cette question, en animant et structurant un réseau d'acteur-ices multiples. Une étude menée en 2007 dans des zones rurales burkinabè, par Michael Kevane et Alain Joseph Sissao, dans le cadre du réseau **Friends of African Village Librairies (FAVL)**, en actant un manque généralisé d'accès à la littérature dans ces zones, et des disparités locales de résultats, confirme cette hypothèse : « Dans la liste des 25 œuvres [étudiées], les élèves des villages avec bibliothèque ont lu un taux plus élevé d'ouvrages que les autres élèves. »

La structuration d'une politique sur le réseau des bibliothèques publiques au Burkina Faso date de la fin des années 1980. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a permis la création de **17 Centres de liaison des actions culturelles (CLAC)** sur le territoire national. Ce premier réseau a été complété quelques années plus tard par **une politique de coopération bilatérale avec la France** qui a permis l'ouverture de **28 bibliothèques communales de lecture publique (BCLP)** dotées en ressources et en personnel¹⁰⁰. L'évaluation de cette politique de coopération française dans le domaine du livre a montré un réel impact de la création de ces bibliothèques municipales¹⁰¹. Lorsque ce projet de coopération bilatérale s'est achevé début 2000, **l'État burkinabè n'a pas souhaité en reprendre la charge**, laissant les collectivités locales en responsabilité. En quelques années, soumises aux besoins et décisions de ces dernières, beaucoup de BCLP ont fermé ou ont été transformées.

Lors du 10^e Sommet de la francophonie à Ouagadougou en novembre 2004, le ministre de la Culture burkinabè a sollicité les instances de l'OIF pour reprendre et poursuivre son appui au programme de lecture publique. En 2006, l'État burkinabè créait une structure nationale dédiée à la lecture publique : **le Centre national de lecture et d'animation culturelle (CENALAC)**. Cet établissement public a pour vocation de développer la lecture publique au Burkina Faso, par la coordination, l'animation et la dotation d'un nouveau réseau de CELPAC (Centre de lecture publique et d'animation culturelle), formé par la fusion des anciens CLAC et de certaines BCLPS restantes. Il est aussi chargé, à plus long terme, du développement des bibliothèques municipales du pays.

100 Rapport d'expertise dans 16 centres de lecture publique et d'animation culturelle (celpac) du réseau national de lecture publique (rnlp) du Burkina Faso, Juillet - Août 2017.

101 La coopération française en matière de lecture publique au Burkina Faso, Bulletin des Bibliothèques de France, 2011.



© 2020 - Librairie Notre Dame - Ouagadougou - Prospective et Coopération

Plus récemment, une évolution dans **les curricula des animateur-ices** de ces centres est constatée : à l'heure actuelle, la grande majorité du personnel des CELPAC possède uniquement un diplôme de l'enseignement. Ce n'est qu'après la prise de poste de bibliothécaire que les personnes recrutées peuvent accéder à une formation continue spécifique. Cette situation devrait évoluer avec le lancement dès l'année prochaine d'un **cursus bibliothécaire**¹⁰² au sein de l'École nationale d'administration (ENA), qui permettra de professionnaliser davantage son personnel.

LE RÉSEAU DU CENALAC AUJOURD'HUI ET SES AMBITIONS

Après différents changements dans son organisation, **le CENALAC coordonne aujourd'hui 34 CELPAC** sur l'ensemble du territoire répar-

tis en trois réseaux : le réseau est (12 CELPAC), le réseau centre (12 CELPAC), le réseau ouest (10 CELPAC). Il existe un-e coordinateur-ice par région, qui traite les besoins en ressources et en formation des trois animateur-ices (en moyenne) au sein des CELPAC. L'ambition du CENALAC est d'intégrer davantage de lieux de lecture publique au réseau des CELPAC pour arriver à une cinquantaine de centres à moyen terme. À plus long terme, son directeur souhaiterait que chaque commune du Burkina Faso (environ 300) soit équipée d'une bibliothèque publique.

En 2020, **le CENALAC estime que chaque centre dispose en moyenne d'un fonds de 1 800 ouvrages et d'un public d'environ 1 000 abonnés**. Ces chiffres semblent relativement stables depuis dix ans¹⁰³. On notera cependant de fortes disparités entre les différents

102 Entretien à la DGLLP.

103 La coopération française en matière de lecture publique au Burkina Faso, Bulletin des Bibliothèques de France, 2011.



© 2020 – Librairie Notre Dame – Ouagadougou - Prospective et Coopération

centres : le rapport d'expertise sur les CELPAC et le réseau de lecture publique de 2017 notait que sur les 34 CELPAC étudiés, 8 étaient dans un très bon état de fonctionnement, 8 dans un bon état, mais que 18 restaient à améliorer¹⁰⁴.

UNE POLITIQUE PUBLIQUE QUI BÉNÉFICIE D'UN FORT SOUTIEN ÉTRANGER

La lecture publique au Burkina Faso s'est construite comme on l'a vu depuis 2006 suivant la mise en place du FSP « Appui au réseau des bibliothèques de lecture publique¹⁰⁵ », avec l'appui de différentes coopérations étrangères. Aujourd'hui, ce soutien se poursuit et prend deux formes principales :

- Un appui centralisé à travers le CENALAC : ce dernier bénéficie pour son fonctionnement de **soutiens de la coopération bi-**

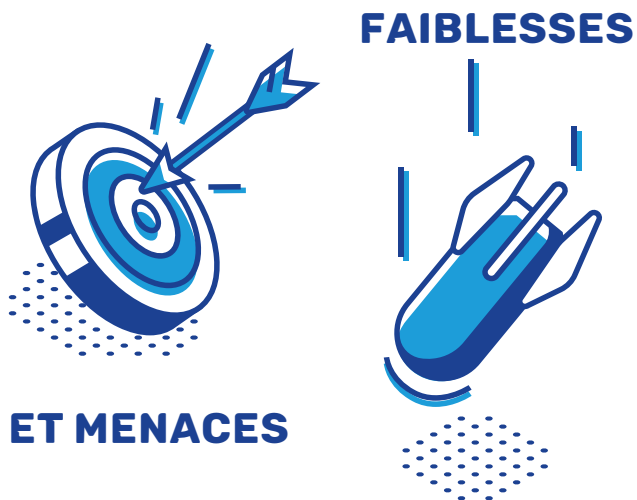
latérale française et de l'OIF (formations, fonds, subventions). L'État ne financerait le CENALAC qu'à hauteur de 15 % de son budget. L'élaboration d'une politique structurée de la lecture publique dépend donc largement de cet appui international¹⁰⁶.

- Un appui décentralisé à travers l'échelon communal : hormis l'exemple connu de **la médiathèque de Ouagadougou qui bénéficie d'un appui de Grenoble, le partenariat entre Ouahigouya et Chambéry** peut être cité, il permet le fonctionnement d'une des bibliothèques les mieux dotées du pays (2 Millions de FCFA (3 000 €) /an, 6 000 ouvrages disponibles, etc.).

104 Rapport d'expertise dans 16 centres de lecture publique et d'animation culturelle (CELPAC) du réseau national de lecture publique (RNLP) du Burkina Faso, Juillet - Août 2017.

105 La coopération française en matière de lecture publique au Burkina Faso, Bulletin des Bibliothèques de France, 2011.

106 *Ibid.*



ET MENACES

UNE POLITIQUE PUBLIQUE INSUFFISANTE...

La mise en place d'une politique de la lecture publique n'est toujours pas parvenue à assurer certains de ses objectifs initiaux et semble avoir des difficultés à porter une politique structurant l'ensemble des acteur·ices en présence.

Le projet initial du CENALAC devait créer 16 bibliothèques supplémentaires aux 34 Centres initiaux ainsi qu'une bibliothèque pilote à Ouagadougou. Quatre bibliothèques du réseau devaient en outre devenir des « bibliothèques régionales », permettant une gestion de fonds centralisée en concertation avec la Bibliothèque nationale. En fin de compte, **le réseau semble aujourd'hui avoir gardé la même taille depuis sa création.** Les travaux de réhabilitation et les acquisitions des ouvrages se sont fait au rythme des autorités locales, créant de fortes disparités entre les communes motivées et celles ayant d'autres priorités. Comme l'expliquait déjà Michael Kevane et Alain Joseph Sissao en 2007, « Ces bibliothèques contribuent à donner le goût de la lecture aux élèves ; malheureusement [...] la majeure partie du pays n'a pas accès au matériel des CLAC ou des BCLP. L'insuffisance qualitative et quantitative de bibliothèques est un

obstacle majeur au développement de la lecture¹⁰⁷. »

Aussi la **structuration de la lecture publique du CENALAC par les CELPAC, n'a pas permis d'intégrer les autres acteur·ices de la lecture publique.** Si l'on dénombre 34 CELPAC qui dépendent du MCAT, il existe au moins 16 bibliothèques municipales (dépendant des autorités communales) et 39 bibliothèques communautaires (gérées par plusieurs associations) qui évoluent de leurs côtés. Plusieurs associations ont fait savoir leurs désirs de travailler plus étroitement avec le CENALAC, et de pouvoir participer davantage à la politique de lecture publique de manière officielle. Selon un de ces acteur·ices, l'intérêt d'un partenariat ne serait pas financier, mais plutôt de partager davantage les ressources et outils (en technique d'animation par exemple) développés individuellement, pour favoriser ensemble la lecture publique.

La politique sur la lecture publique menée par l'État burkinabè gagnerait aussi à s'approprier certaines techniques du milieu associatif. Le CENALAC – et les autres établissements rencontrés au sein du MCAT, **n'a pas mis en place de politiques ciblées sur des publics spécifiques.** Pourtant la problématique de l'accès à la lecture au Burkina Faso n'est pas homogène pour l'ensemble de la population.

- L'association Initiative Communautaire Changer la Vie (ICCV) qui gère la bibliothèque Kiougou Gabriel Nacoulma, mène une politique de discrimination positive envers les jeunes filles, pour tenter de combattre les inégalités structurelles de genre que l'on retrouve dans l'accès à la lecture.

107 *Habitudes de lecture au Burkina Faso, L'exemple des élèves de 3e dans les villages et les petites villes*, Michael Kevane, Alain Joseph Sissao, Santa Clara University, 2007.

- La médiathèque de Ouagadougou pour toucher les populations les plus exclues de la lecture, organise des animations hors les murs pour initier les populations les plus vulnérables à la lecture. Elle anime également des sessions dans les écoles et permet ainsi aux élèves d'établissements sans bibliothèque de pouvoir emprunter des livres sans se déplacer.

...ET DE MOYENS FINANCIERS, BIBLIOGRAPHIQUES, OPÉRATIONNELS ET HUMAINS.

Ces difficultés sont le résultat d'un manque de moyens des différent-es acteur-ices en présence.

- **De moyens financiers :** dans un pays où tout est prioritaire, les acteur-ices du secteur public n'ont que peu de ressources pour mettre en place une politique forte de lecture publique. Pendant ce temps, certaines associations, face au manque de soutien de financier de l'État, tentent de trouver des solutions, par le soutien international (FAVL est subventionné par l'ambassade des États-Unis), ou des propositions d'intégration économique des bibliothèques pour augmenter leurs ressources propres : créer un restaurant ou des bassins de piscicultures, pour se créer des subsides réguliers.
- **De moyens bibliographiques locaux :** l'ensemble des bibliothèques n'ont que peu de livres traitant du Burkina Faso et/ou dans des langues nationales. La très grande majorité des ouvrages, du fait des dons et dotations bibliographiques de la francophonie, sont en français et sont de fait euro-centrés. Pour répondre à ce besoin FAVL autoédite depuis quelques années, grâce à l'aide des usager-es de ses bibliothèques communautaires dans les zones rurales,

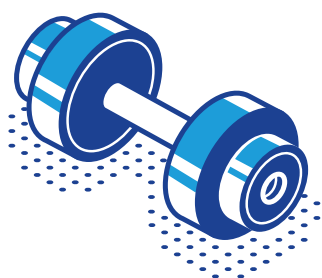
de petits ouvrages de littérature jeunesse, qu'il partage ensuite au sein de son réseau.

- **De moyens opérationnels :** s'il existe une forte ambition des différent-es acteur-ices de la lecture publique au Burkina Faso, ces dernier-es manquent souvent de moyens matériels dédiés. La médiathèque de Ouagadougou par exemple a fait part de différents projets pour lutter contre l'isolement de certaines populations de la capitale qu'elle ne parvient pas pour le moment à réaliser : à l'instar des bibliothèques de ICCV ou de FAVL, équiper un bibliobus pour pouvoir se déplacer dans les zones les moins pourvues en livre de la capitale, ou encore créer des antennes locales de la médiathèque dans les anciens locaux du projet de Maisons des Savoirs qui seraient restés inoccupés.
- **De ressources humaines, formées et dédiées :** face à l'étendu des lacunes du pays en lecture publique, ses acteur-ices se mobilisent souvent par passion, mais restent en sous-effectifs et peu formées.





ACTEUR·ICES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ŒUVRANT IMPLIQUÉ·ES AUPRÈS DES LECTEUR·ICES



FORCES ET

OPPORTUNITÉS

UN ÉCOSYSTÈME D'ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES...

Les acteur·ices du livre et de la lecture au Burkina Faso se sont depuis plusieurs années structurés sous la forme de réseaux sectoriels qui leur permettent de pouvoir mieux s'organiser et être représenté·es auprès des autorités politiques.

- **Les professionnel·les de la chaîne du livre** sont les suivants :

La SAGES : la Société des auteur·ices, des gens de l'écrit et des savoirs, qui regroupe les créateur·ices littéraires burkinabè (qu'elles et ils travaillent à travers l'écrit ou l'oralité). Elle regroupe une trentaine d'adhérent·es et plus d'une centaine de sympathisant·es. Elle leur permet de communiquer et partager des informations sur l'actualité littéraire ou des formations.

L'ASSEDIF, l'association des éditeur·ices du Burkina Faso. Elle regroupe moins d'une dizaine de membres et sert particulière-

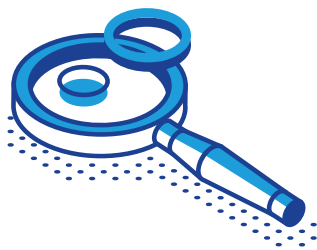
ment les quatre éditeur·ices historiques nationaux.

L'ALBF, l'association des libraires du Burkina Faso. Elle s'adresse uniquement aux librairies indépendantes dont l'activité principale est la vente d'ouvrages. Elle regroupe aujourd'hui quatre librairies basées à Ouagadougou.

L'ABGID, l'association burkinabè des gestionnaires de l'information documentaire qui vise à promouvoir les métiers de gestion de l'information documentaire et de soutenir ses membres dans leurs quotidiens.

Le GRAAL, Groupe des réseaux associatifs et des acteur·ices du livre, est l'association faitière qui regroupe tous les acteur·ices de la chaîne du livre burkinabè : l'association des auteur·ices, des éditeur·ices, des libraires, des imprimeur·euses et des gestionnaires de l'information documentaire.

- Concernant **les organisations de la société civile dans le domaine de l'éducation**, le Réseau des organisations pour le développement de l'éducation au Burkina (RODEB) mobilise une trentaine d'associations nationales et, en collaboration avec le MENA, met en place un plaidoyer et le partage d'outils techniques et de formations pour les associations membres. Ce réseau est particulièrement mobilisé, par la problématique de l'alphabétisation, sur le sujet de la littérature jeunesse. Il produit des manuels didactiques que ses membres utilisent dans l'éducation informelle.





© 2020 - Librairie de rue - Ouagadougou - Prospective et Coopération

...SOUTENU PAR DES ORGANISATIONS ÉTRANGÈRES ET INTERNATIONALES

Ces réseaux professionnels ou d'organisations de la société civile œuvrant pour le livre et la lecture au Burkina Faso profitent d'un fort soutien d'organisations internationales :

- La structuration d'un réseau sectoriel des professionnels de la chaîne du livre a ainsi profité du programme ARPIC mis en œuvre par le MCAT avec le soutien de l'OIF. Ce programme visait au renforcement des politiques et industries culturelles dans quatre pays d'Afrique subsaharienne, dont le Burkina Faso. Il devait permettre « la professionnalisation des acteurs par l'appui à la mise en place d'une coordination des organisations professionnelles ».
- Certains acteur-ices du livre et de la lecture profitent de leurs inscriptions dans des réseaux internationaux. Trois des quatre librairies de l'ALBF font ainsi partie de l'**Association internationale des libraires francophones (AILF)**. Plusieurs acteur-ices rencontrés-ées avaient également profité de formations organisées par l'Alliance internationale des éditeur-ices indépendants, d'échanges permis par l'Agence universitaire de la francophonie, ou de soutien de l'Agence française de développement (AFD).



ET MENACES

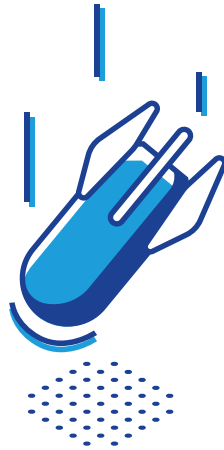
UN ÉCOSYSTÈME FRAGMENTÉ...

Malgré l'apparence d'un secteur structuré par des associations professionnelles dans de nombreux secteurs du livre et de la lecture, la réalité apparaît comme plus fragmentaire. En effet, **le secteur de l'édition au Burkina Faso tente de fédérer ses intérêts depuis plusieurs décennies sans vraiment y parvenir.** C'est en ce sens que préexistait au Burkina Faso à la SAGES et à l'ASSEDIF, l'Union des gens de lettres (UGL) et la mutuelle solidaire des écrivains (MUSE), qui revendiquaient la représentation des auteur·ices et éditeur·ices nationaux. Le MUSE est devenu entre-temps une maison d'édition indépendante. Pour certain·es, ces anciens réseaux ont échoué à fédérer les acteur·ices autour d'intérêts communs.

...À L'EFFICACITÉ RELATIVE ET QUI SOUFFRE DE PROBLÈMES DE REPRÉSENTATIVITÉ

Les réalisations effectives de ces associations pour l'intérêt des différents acteur·ices du livre et de la lecture qu'elles représentent peuvent aussi être questionnées. **La faible quantité de membres** que regroupent aujourd'hui l'ASSEDIF ou l'ALBF, comparée aux besoins et au nombre réel d'individus actifs dans le secteur de l'édition et de la vente de livre au Burkina Faso, peut laisser penser que des marges de

FAIBLESSES



perfectionnement sont possibles. Certaines de ces associations semblent ne pas avoir d'activités à l'année pour soutenir leurs secteurs. Ainsi la plupart des associations nationales interrogées n'ont pas semblé avoir développé d'outils de suivi de leurs membres, ou de leurs actions.

Enfin, ces associations professionnelles ne représentent pas l'ensemble des acteur·ices du livre et de la lecture. Plusieurs acteur·ices rencontrés sur le terrain ont révélé en être exclu·es, ou avoir préféré ne pas y participer. Ces acteur·ices « hors réseau » sembleraient être des femmes et/ou des jeunes illustrant ainsi les conséquences d'inégalités structurelles au Burkina Faso. Ainsi les représentants des associations professionnelles rencontrés, principaux interlocuteurs des pouvoirs politiques, sont tous des hommes âgés de plus de quarante ans. L'autrice Monique Ibouldo a décidé, avec la participation de grands noms de la littérature nationale comme Bernadette Dao Sanou ou Sophie Heidi Kam, de constituer un groupe, qui devrait se transformer en association en 2020, d'autrices non mixtes, pour pouvoir se soutenir entre femmes burkinabè dans l'écriture et l'édition d'ouvrages.





ACTIONS DE MÉDIATION DU SECTEUR ÉDUCATIF, PRIVÉ ET ASSOCIATIF

Le secteur privé et associatif se mobilise également autour d'actions de médiation concernant le livre jeunesse et la lecture.

LE RÉSEAU ASSOCIATIF LOCAL À L'INITIATIVE D'ÉVÉNEMENTS AUTOUR DU LIVRE JEUNESSE

Pour animer leurs lieux de lecture, et permettre d'augmenter leurs abonné-es, les acteur-ices de la lecture publique organisent des événements spécifiques. L'association FAVL par exemple, en collaboration avec la bibliothèque de l'ambassade des États-Unis au Burkina Faso organise **un programme de lecture « Leaders are readers »**, qui se clôture par la remise d'un prix. En 2019, cet événement a mobilisé 274 élèves à travers les bibliothèques de son réseau. Il a permis d'encourager des jeunes lecteur-ices dans leurs pratiques mais surtout de sensibiliser les parents et les autorités locales à l'importance de la lecture¹⁰⁸.

Afin de développer la lecture au sein de différents établissements de Ouagadougou, certain-es acteur-ices de l'éducation organisent des événements à des fins de médiation sur la lecture. Le RODEB en 2017 organisait **une compétition d'élèves autour de la rédaction d'une production littéraire** avec pour sujet « *Poko doit aller à l'école et réussir* », qui leur permet en plus d'apprendre à mieux maîtriser les normes orthographiques et grammaticales, de poser leurs réflexions sur l'intérêt de l'éducation¹⁰⁹.

L'IMPORTANCE DES MÉDIAS

De fortes opportunités de médiation ont été identifiées dans le secteur de l'information. Plusieurs médias nationaux consacrent des chroniques ou des émissions à la jeunesse. Le Fitini Show retransmis à la Radiotélévision du Burkina, anime depuis 20 ans des manifestations consacrées aux jeunes Burkinabè. Cependant comme les autres émissions/événements du même type (le bambino Show par exemple), elles sont généralement tournées uniquement vers le divertissement de son jeune public et ne traitent jamais de littérature. Un pont est cependant en train d'être opéré par les éditeur-ices de KidYZmag qui animent aujourd'hui régulièrement sur la télévision nationale **l'émission ludo-éducative pour les jeunes KidYZclub**, qui leur permet de faire découvrir à leur audience un type de contenu suscitant possiblement ensuite une curiosité et un intérêt pour les magazines de la maison d'édition¹¹⁰.

DES ACTEURS INTERNATIONAUX MOBILISABLES, MAIS QUI TOUCHENT AUJOURD'HUI PEU LE BURKINA FASO

Du côté des organisations étrangères et internationales, il existe également des initiatives qui pourraient permettre le soutien d'acteur-ices du livre jeunesse et de la lecture :

- L'Association internationale des libraires francophones (AILF) organisait régulièrement depuis 2003 une Caravane du livre dans différents pays d'Afrique de l'Ouest dont faisait partie le Burkina Faso. Il permettait de proposer des ouvrages de littérature locale à des prix modiques dans la cinquantaine de villes où se rendait la caravane. **La Caravane du Livre ne passe plus aujourd'hui au Burkina Faso.**

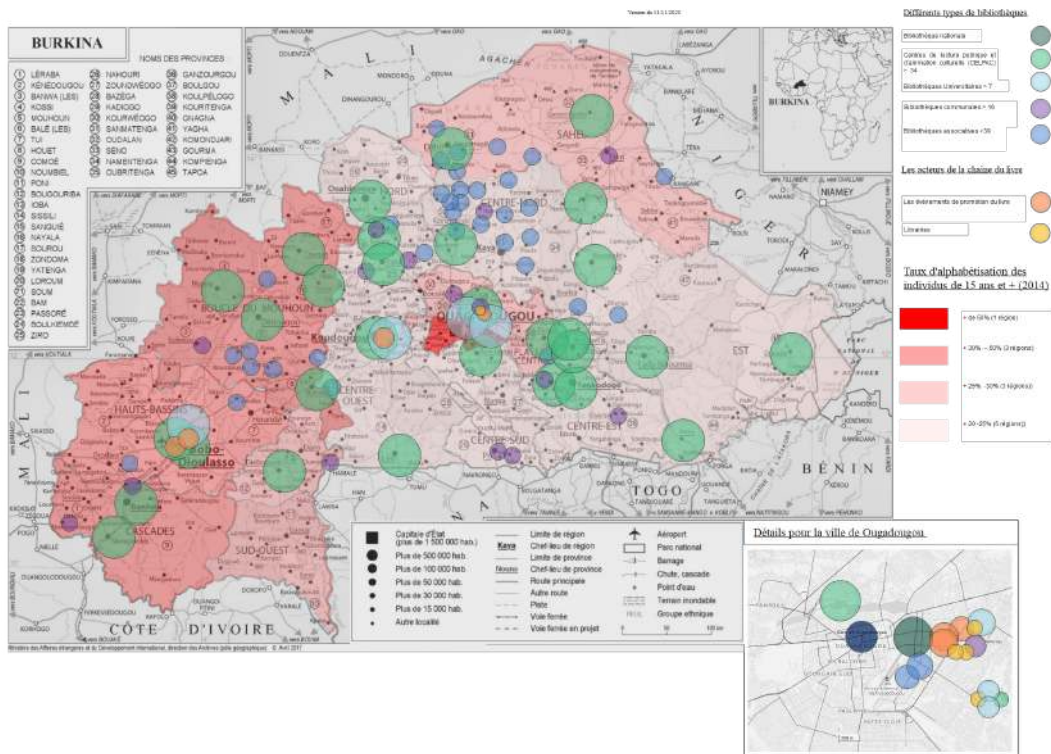
108 Bulletin d'information, Échos des bibliothèques, 2019.

109 La promotion de la lecture par l'écriture, RODEB, 2017.

110 Kidyzmag, Facebook, 2020.

- Il existe différents prix littéraires internationaux qui permettent d'accompagner de jeunes acteur·ices dans leurs créations et les soutenir pour leurs productions et promotions, qui pourraient profiter aux Burkinabè. C'est le cas du **Prix des cinq continents** (organisé par l'OIF), et du **Prix Orange** (organisé par l'entreprise du même nom) du livre africain. Cependant, les auteur·ices burkinabè ne semblent pas avoir réussi jusque-là à susciter l'intérêt du jury.
- La Fondation Orange soutient avec Wikipedia, le **Wikichallenge**. Il s'agit d'une compétition pour les élèves de différentes écoles de plusieurs pays d'Afrique francophones qui vise à apprendre aux participant·es à rédiger en français des articles sur leur environnement proche. L'inscription à ce concours est cependant réservée aux élèves des écoles numériques développées par la Fondation Orange au sein du pays.

LES DISPOSITIFS D'ACCÈS AU LIVRE AU BURKINA FASO TAUX D'ALPHABÉTISATION ET ACTEURS DE LA CHAÎNE *



- ▶ **La région centre, dont fait partie Ouagadougou,** présente le taux d'alphabétisation le plus fort mais aussi beaucoup d'infrastructures de lecture publique, d'initiatives privées et événementielles autour du livre.
- ▶ Certaines régions à fort taux d'analphabétisation ne présentent que peu d'infrastructures de lecture publique comme dans les **régions de l'Est, et du Sud-Ouest**.
- ▶ **La région Centre-Nord** connaît un fort taux d'analphabétisme malgré de nombreux lieux de lecture publique, plutôt associatifs.
- ▶ **Les régions de l'Est, du Sahel, ainsi que du Sud-Ouest** ne présentent au contraire que peu d'équipements de tous types, tout en connaissant un taux d'alphabétisation faible.
- ▶ Deux déserts en matière d'équipements de lecture publique sont à regretter : **un ensemble région Cascades et Sud-Ouest ainsi qu'une zone allant de la région Est à la région Sahel**.

* Carte disponible en grand format en Annexe 1



ACTIONS DE MÉDIATION ET MOTIVATION DES ACTEUR·ICES



Promo speciale pour les inscriptions en 6^e et en 2^{nde}

Classe de 6^e
au 1000 FCFA

Classe de 2^{nde}
au 1000 FCFA

Contact
70 28 00 32

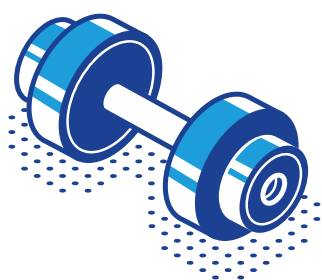
Quelques places disponibles
dans les autres classes

Offre valable jusqu'au 31 août 2020

Inscription tous les jours et heures ouvrables

Le Lycée privé Céprodif vous souhaite une bonne rentrée scolaire.

IMPLICATION DE L'INSTITUT FRANÇAIS ET MODALITÉS DE COLLABORATIONS ENVISAGÉES



FORCES

UNE COOPÉRATION CULTURELLE DYNAMIQUE À OUAGADOUGOU ET BOBO DIOULASSO

Les Instituts français dans les deux capitales du pays sont vus par les acteur-ices du livre, et aussi plus largement par celles et ceux de la création burkinabè, de la création burkinabè, comme **des institutions essentielles au paysage culturel national**. L'Institut français de Ouagadougou dispose de locaux permettant l'accueil de scolaires, la mise en place d'expositions et l'organisation de nombreux événements (discussions, concerts, etc.) qui convoquent un public varié et local. L'Institut français de Ouagadougou dispose en outre de deux espaces médiathèques, dont une spécifiquement destinée à la jeunesse.

LA COOPÉRATION FRANÇAISE HISTORIQUEMENT IMPLIQUÉE SUR LES QUESTIONS DE LA PROMOTION DE LA LECTURE PUBLIQUE

La coopération française se mobilise depuis plusieurs décennies sur la question de la lecture publique au Burkina Faso. La mise en œuvre au début des années 2000 du FSP « Lecture publique et documentation » dans

plusieurs pays du continent africain, a visé à mobiliser les États partenaires à proposer des politiques publiques en faveur du livre et de la lecture publique. En 2003, le FSP Mobilisateur « L'Écrit et l'accès documentaire au service du développement dans la ZSP » a poursuivi cet axe soulignant à l'échelle régionale (Afrique subsaharienne francophone) l'intérêt du livre dans les logiques de développement. En ce sens, il a soutenu plusieurs actions destinées aux professionnel·les de la chaîne du livre et de la lecture publique visant leur renforcement de capacité à travers des formations au Burkina Faso ou à l'étranger¹¹¹.

UN POSTE MOBILISÉ SUR LA LITTÉRATURE JEUNESSE DEPUIS 2018

Depuis 2018, avec le Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) « Environnement francophone au Burkina Faso », **la coopération française soutient plus particulièrement le secteur de la littérature jeunesse dans le secteur de la lecture publique**. Elle a permis de dispenser des formations spécifiques sur l'animation du livre jeunesse à destination des animateurs des 34 CELPAC du réseau du CENALAC. Elle a également permis l'achat de fonds documentaires en littérature jeunesse à hauteur de 75 000 € pour l'ensemble du réseau¹¹².

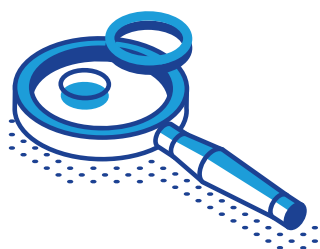


111 La coopération française en matière de lecture publique au Burkina Faso, Bulletin des Bibliothèques de France, 2011.

112 Fiche Pays, Ressources éducatives, Institut Français 2019.



© Institut français



OPPORTUNITÉS

UN POSTE QUI AFFICHE SA MOTIVATION POUR LE PROJET RESSOURCES ÉDUCATIVES

Le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France se dit volontaire et prêt à accompagner le projet Ressources éducatives. Considéré comme le prolongement de la mise en place du (FSPI) « Environnement francophone au Burkina Faso », il permettrait de poursuivre et de renforcer les actions de soutien à la littérature jeunesse au Burkina Faso menées ces dernières années. Le poste voit également de manière favorable l'idée de poursuivre la collaboration initiée avec les partenaires de la DGLLP du MCAT, qui semble avoir porté ses fruits, pour

structurer une politique autour de la lecture publique¹¹³.

Si la coopération ne mobilise pour le moment aucun poste spécifique sur la question du livre et de la lecture publique, il se dit prêt, dans le cadre du projet Ressources éducatives, à mettre à disposition du projet des ressources humaines (1/2 ETP), et des bureaux.

DE NOMBREUX PARTENAIRES POTENTIELS POUR UN PROJET SUR LE LIVRE JEUNESSE

La coopération culturelle française au Burkina Faso pourrait bénéficier d'un tissu d'acteur.ices déjà mobilisé-es dans le soutien du livre et de la lecture publique ou de la culture et de l'éducation de manière générale.

- **La forte présence de l'OIF** dans l'histoire de la lecture publique ces trente dernières années mais aussi les appuis ponctuels d'associations professionnelles dans la formation d'acteur.ices de la chaîne du livre en feraient des partenaires sectoriels de choix pour le projet Ressources éducatives.

- **La coopération décentralisée française** est extrêmement développée au Burkina Faso (80 partenariats dénombrés). Elle est le second contributeur au budget des collectivités territoriales burkinabè après l'État. La coopération décentralisée constitue un vivier de choix pour tisser des partenariats sur l'ensemble du territoire burkinabè.
- **De nombreuses coopérations étrangères** sont présentes sur le territoire burkinabè. Si peu d'entre elles s'intéressent à la problématique du livre et encore moins au développement du livre jeunesse, nombreuses sont celles engagées dans des programmes structurels sur l'éducation ou la culture. L'Agence française de développement du Burkina Faso est très impliquée sur les sujets éducatifs avec la Coopération suisse, canadienne et belge qui sont également mobilisées sur des sujets culturels. Ces acteurs pourraient devenir des alliés locaux dans le développement d'une politique sur le livre jeunesse.



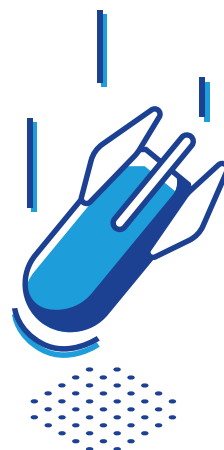
FAIBLESSES

UNE COOPÉRATION CULTURELLE AVEC UNE PORTÉE TERRITORIALE LIMITÉE

Le réseau de coopération et d'action culturelle français au Burkina Faso est constitué d'un service de coopération et d'action culturelle à l'ambassade de France de Ouagadougou et de deux Instituts français dans les deux principales villes du pays : Ouagadougou et Bobo Dioulasso. Bien que tenant une position très importante dans le paysage burkinabè, tant pour les acteur-ices de la création que son pu-

blic, **le réseau de coopération culturelle reste très centralisé et ne dispose pas, comme dans d'autres pays, d'un réseau d'Alliances françaises** permettant une décentralisation de son action. Sur la lecture, c'est donc par l'intermédiaire de sa collaboration avec le CENALAC (et son réseau encore peu structuré) que la coopération porte ses actions sur l'ensemble du territoire.

En outre la situation sécuritaire au Burkina Faso rend aujourd'hui difficile, voire impossible un travail de la coopération culturelle dans une très grande partie du territoire. Aussi cet enjeu sécuritaire, et ses conséquences humanitaires, priorité de la coopération française, font de la coopération et de l'action culturelle un sujet pour le moment secondaire.



MENACES

LA DIFFICULTÉ DE LA COOPÉRATION D'INITIER UNE POLITIQUE STRUCTURELLE...

L'histoire de la coopération française sur le sujet de la lecture publique au Burkina Faso a montré la complexité qu'il y a à initier des poli-

tiques bilatérales structurelles au long terme. Malgré des investissements substantiels depuis les années 90 dans l'élaboration des BCLP, puis du FSP et du FSPI concernant le secteur du livre, le secteur de la lecture publique apparaît toujours comme peu structuré au Burkina Faso. **L'enchaînement de différents programmes de soutien ne garantit pas la prise de relais par les autorités locales** : l'arrêt du programme de coopération culturelle français qui soutenait les BCLP, n'a pas été repris faute de moyens par l'État burkinabè au début des années 2000. Ce soutien à la lecture publique a repris après 2003, laissant plusieurs années passer, qui ont mis un coup d'arrêt à plusieurs établissements de lecture publique au Burkina et à ses acteur-ices. Ce type de politique



© Élève de 3^e niveau au Burkina Faso - GPE - Kelley Lynch

de soutien discontinu, fonctionnant par programme ou projet ponctuel, pourrait ne pas suffire à la définition d'une politique structurelle pérenne.

...SUR UN SUJET MULTISECTORIEL ET MULTI ACTEUR-ICES

Le sujet de la littérature jeunesse et son soutien est à l'intersection de multiples secteurs. Il est dans les prérogatives de l'État, de certaines collectivités locales, d'organisations de la société civile mais aussi d'entreprises privées Le livre ou l'éducation primaire (et l'enjeu de la lecture), est également **l'objet de multiples modalités de coopérations avec la France :**

structurelles, sur l'éducation ou la culture ; spécifiques sur le livre ou la lecture publique ; bilatérales à travers la Coopération culturelle ou l'Agence française de développement ; décentralisées, avec de nombreuses villes françaises, et/ou en collaboration avec d'autres acteur.ices français-es ou non (CNL, OIF, associations professionnelles ou humanitaires). Une plus grande coordination des acteur.ices français-es sur le territoire autour des enjeux du livre et de la lecture jeunesse permettrait un gain de cohérence et d'efficacité.

IMPLICATION DES ACTEUR·ICES ET AUTORITÉS LOCAUX·LES DANS LE PROJET

Les institutions publiques ont fait bon accueil du projet **Ressources éducatives** et seraient prêtes à s'investir dans le déploiement du projet.

Le **MCAT** qui, à travers la DGLLP, a tout mis en œuvre pour accompagner la mission diagnostique, a déjà montré **sa motivation** quant à sa participation au projet **Ressources éducatives**. Il a également fait part de sa volonté de **contribuer à un dialogue multi acteur·ices**, et s'est déclaré prêt à y dédier un·e chef·fe de projet. Il serait également prêt à engager **des ressources financières**.

Le **MENA**, de son côté, déclare également être prêt à s'engager dans le projet **Ressources éducatives**, en y dédiant **un·e chef·fe de projet**, en participant à un dialogue multi acteur·ices, et en y allouant des ressources financières.

Selon notre interlocuteur au **MCAT**, **d'autres ministères** pourraient également participer au projet si nécessaire.

Les **acteur·ices de la chaîne du livre** se sont également montrés·es enthousiastes à la présentation du projet **Ressources éducatives**. Habitué·es pour beaucoup à des projets et/ou programmes d'appui de leurs activités de la part d'organismes étrangers ou internationaux, ils et elles se sont montrés·es dans l'ensemble motivés·es pour **y participer**.

Les associations professionnelles, des auteur·ices, des éditeur·ices, des libraires et des imprimeurs se disent toutes prêtes à collaborer dans le développement du projet. D'autres **associations nationales ou communautaires**, travaillant dans **le secteur de l'éducation** ou de la **lecture publique** se sont également manifestées comme des partenaires potentiel·les pour **Ressources éducatives**.

À ce stade, les éléments ci-dessus sont déclaratifs et de l'ordre de l'intention. Ils n'engagent que les personnes ayant répondu à nos questions.



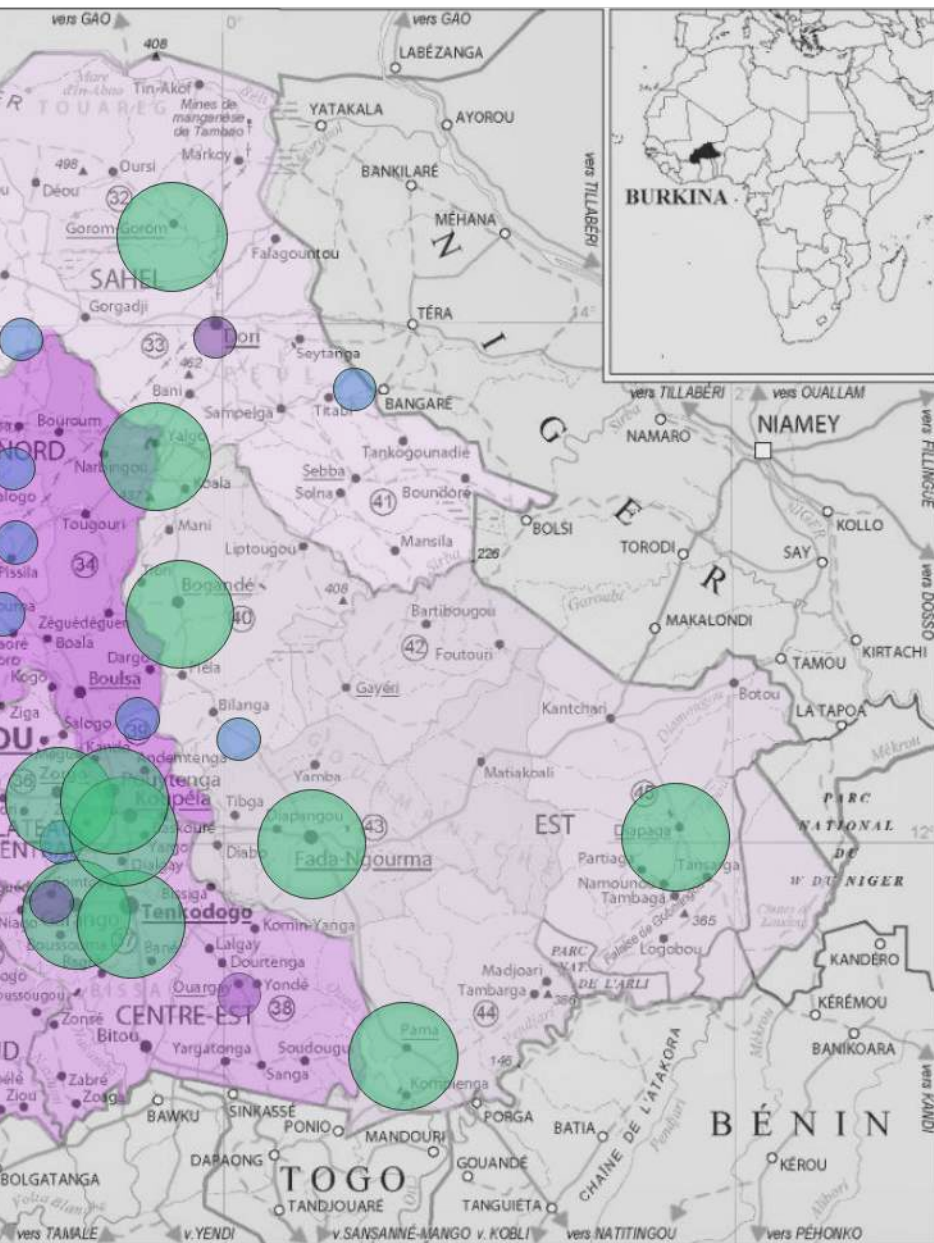
CONCLUSION

Le Burkina Faso présente un environnement légal très satisfaisant et de capacités institutionnelles favorables au développement du secteur du livre. À ce titre, il dispose d'une loi sur le livre, d'un réseau de bibliothèques scolaires important ainsi que d'un réseau de lecture publique en expansion. Le pays, malgré une croissance soutenue ces dernières années, présente des besoins socio-économiques très importants. Ces derniers sont d'ailleurs l'objet de la mobilisation de nombreux acteur·ices associatif·ves locaux·les, souvent soutenu·es par des organisations étrangères et/ou internationales. L'Institut français de Ouagadougou en particulier, gravite au cœur d'un ensemble d'acteur·ices privé·es et associatif·ves des mondes du livre et de la lecture publique, qui se sont montrés très motivé·es par les perspectives offertes par le projet Ressources éducatives.

Cependant, le Burkina Faso est pénalisé par une chaîne du livre relativement peu structurée sur le secteur du livre jeunesse, malgré la présence d'acteur·ices moteur·ices et d'une demande très forte de sa population. Aussi, malgré la récente stabilisation de ses institutions, le pays est mis à l'épreuve par une situation sécuritaire qui touche une très grande partie de son territoire et qui le plonge dans une crise humanitaire profonde. Ce contexte, bien qu'appelant une mobilisation nationale et internationale, risque de limiter la portée du projet Ressources éducatives.



Version du 11/11/2020



Différents types de bibliothèques

- Bibliothèque nationale
- Centres de lecture publique et d'animation culturelle (CELPAC) > 34
- Bibliothèques Universitaires > 7
- Bibliothèques communales > 16
- Bibliothèques associatives > 39

Les acteurs de la chaîne du livre

- Les événements de promotion du livre
- Librairies

Nombre d'établissements scolaires du primaire, du post-primaire et du secondaire équipés d'une bibliothèque par région :

- 150-286 (1 région)
- 100-150 (4 régions)
- 50-100 (5 régions)
- 0-50 (3 régions)

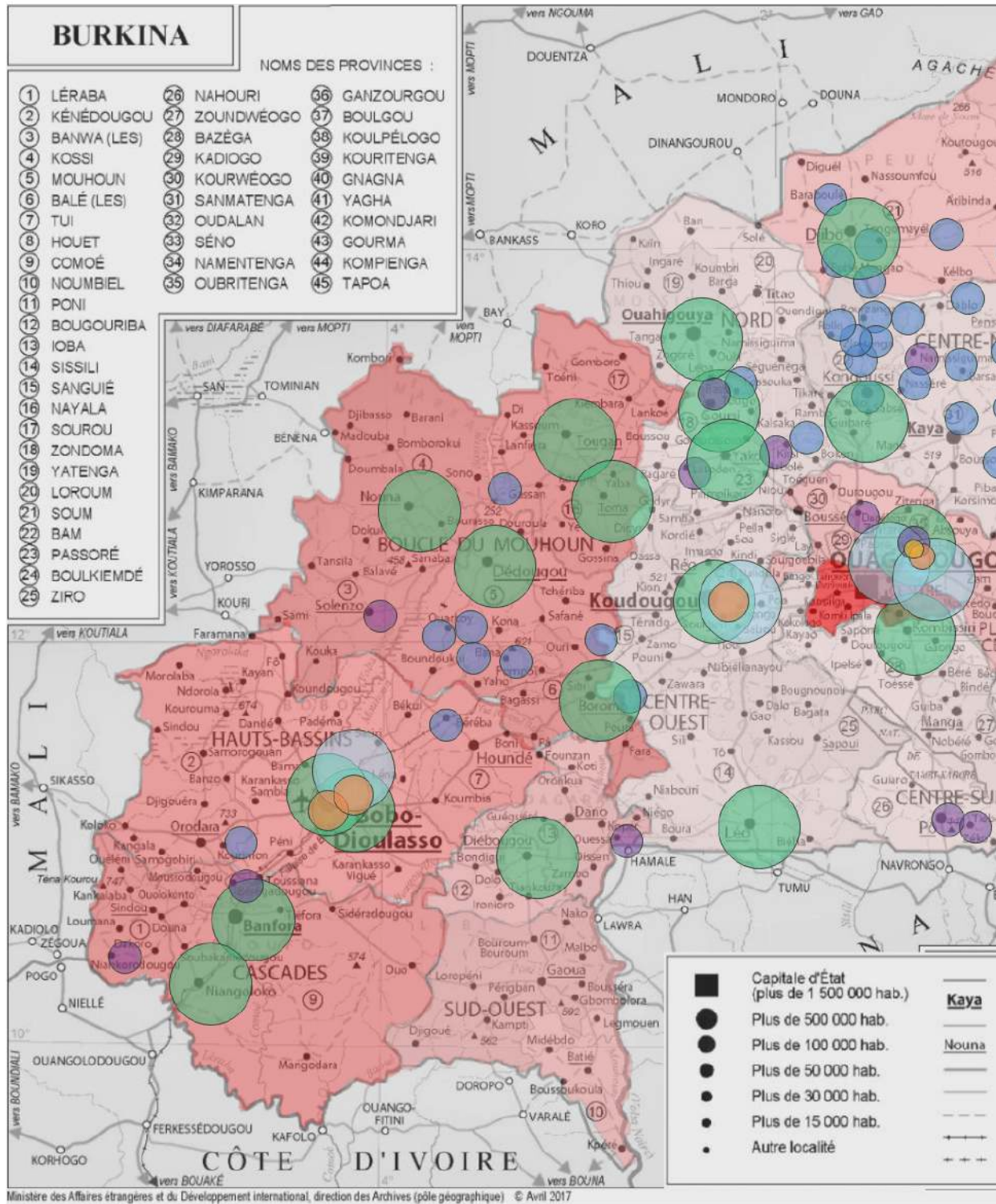
Source : Données fournies par le Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, 2020

Capitale d'État (plus de 1 500 000 hab.)	— Limite de région	✈ Aéroport
Plus de 500 000 hab.	Kaya Chef-lieu de région	▭ Parc national
Plus de 100 000 hab.	— Limite de province	— Barrage
Plus de 50 000 hab.	Nouna Chef-lieu de province	— Chute, cascade
Plus de 30 000 hab.	— Route principale	• Point d'eau
Plus de 15 000 hab.	— Autre route	▨ Terrain inondable
Autre localité	- - - Piste	PEUL Groupe ethnique
	—+—+—+ Voie ferrée	
	—+—+—+ Voie ferrée en projet	

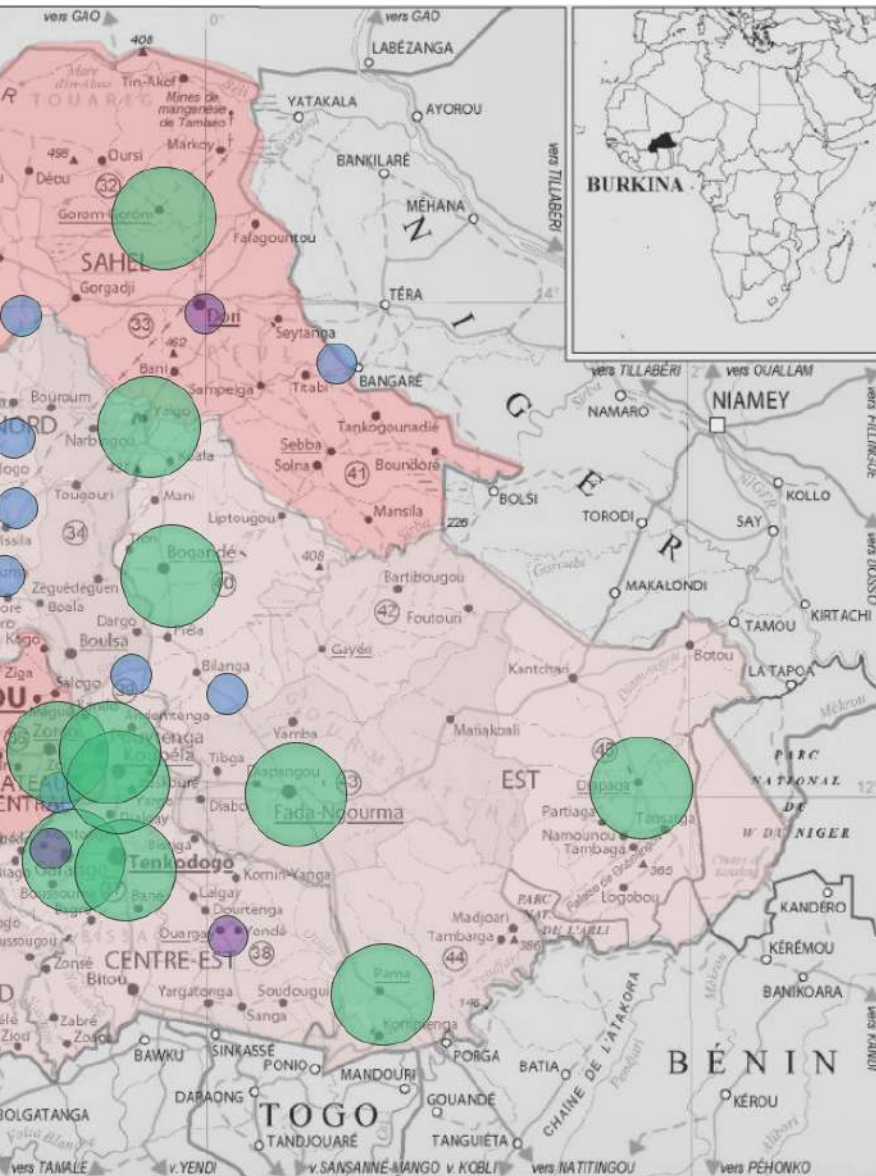
0 50 100 km

ANNEXE 1 CARTOGRAPHIE DU PAYS

LES DISPOSITIFS D'ACCÈS AU LIVRE AU BURKINA FASO TAUX D'ALPHABÉTISATION ET ACTEURS DE LA CHAÎNE



Version du 11/11/2020



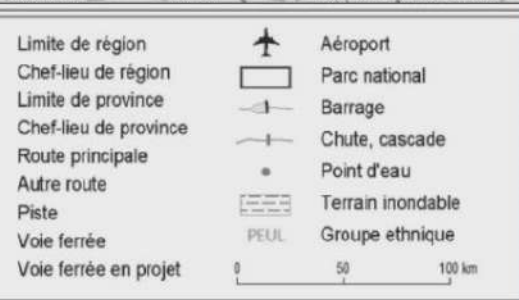
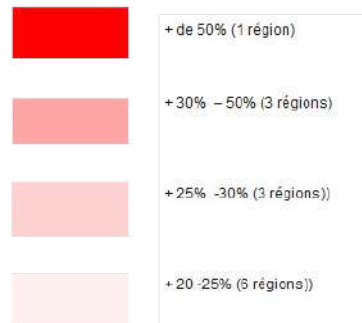
Différents types de bibliothèques



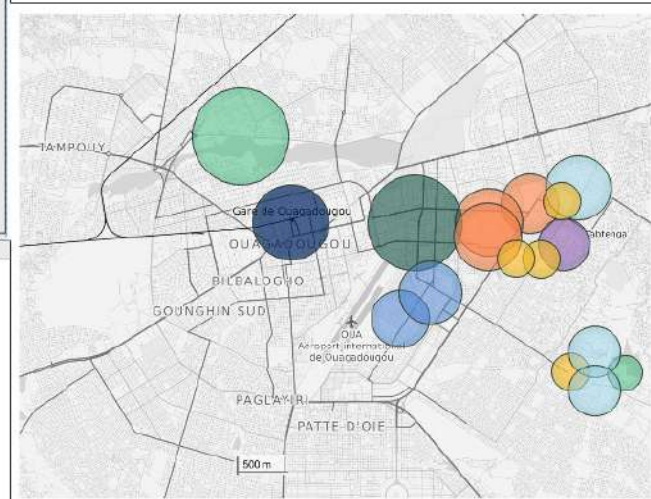
Les acteurs de la chaîne du livre



Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et + (2014)

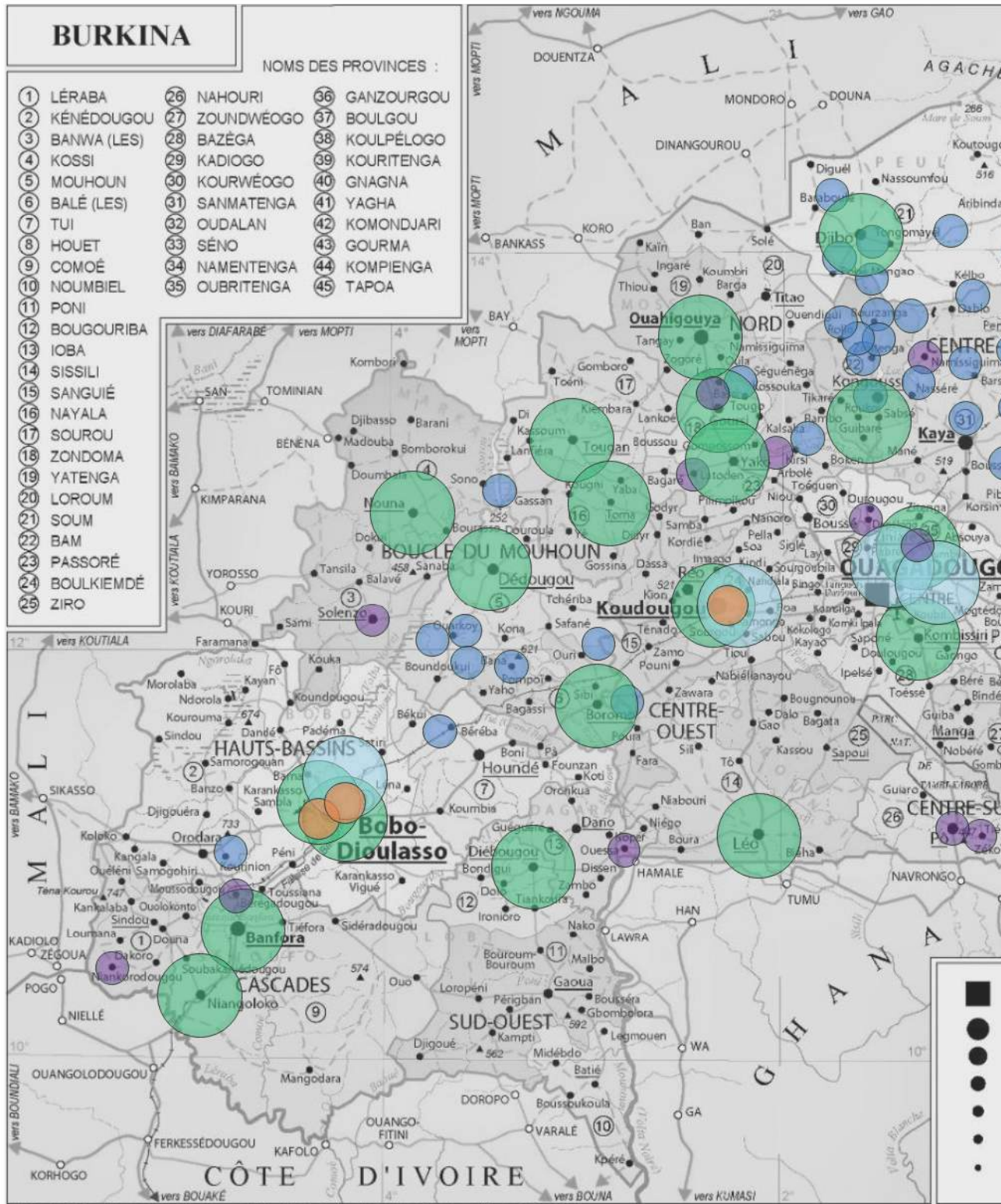


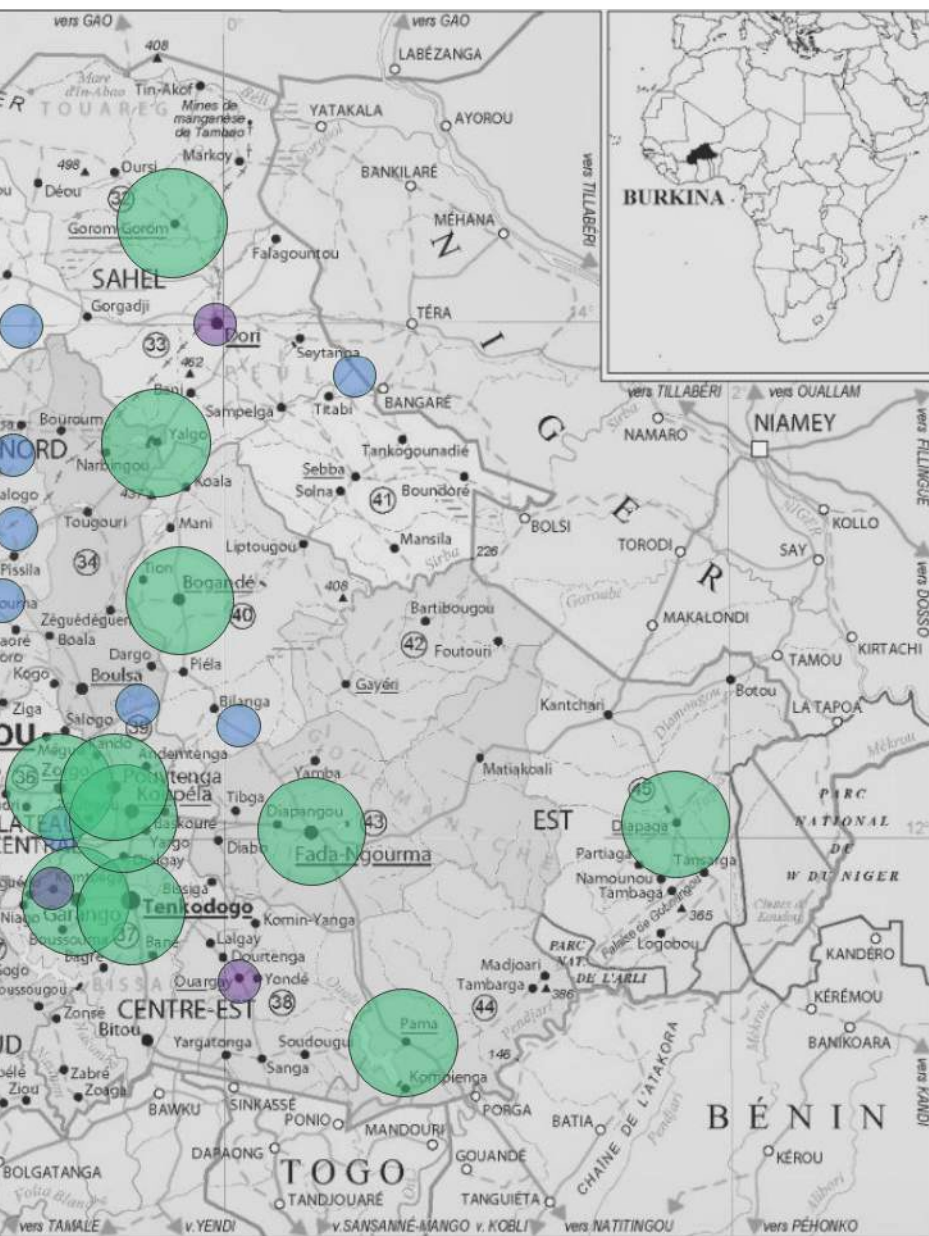
Détails pour la ville de Ougadougou



ANNEXE 1 CARTOGRAPHIE DU PAYS

L'ACCÈS AU LIVRE AU BURKINA FASO : TOUTES TYPOLOGIES CONFONDUES





Différents types de bibliothèques

- Bibliothèque nationale ●
- Centres de lecture publique et d'animation culturelle (CELPAC) > 34 ●
- Bibliothèques Universitaires > 7 ●
- Bibliothèques communales > 16 ●
- Bibliothèques associatives > 39 ●

Les acteurs de la chaîne du livre

- Les événements de promotion du livre ●
- Librairies ●

Capitale d'État (plus de 1 500 000 hab.)	— Limite de région	✈ Aéroport
Plus de 500 000 hab.	Kaya Chef-lieu de région	▭ Parc national
Plus de 100 000 hab.	— Limite de province	— Barrage
Plus de 50 000 hab.	Nouna Chef-lieu de province	— Chute, cascade
Plus de 30 000 hab.	— Route principale	● Point d'eau
Plus de 15 000 hab.	— Autre route	▨ Terrain inondable
Autre localité	- - - Piste	PEUL Groupe ethnique
	—+—+—+ Voie ferrée	
	—+—+—+ Voie ferrée en projet	

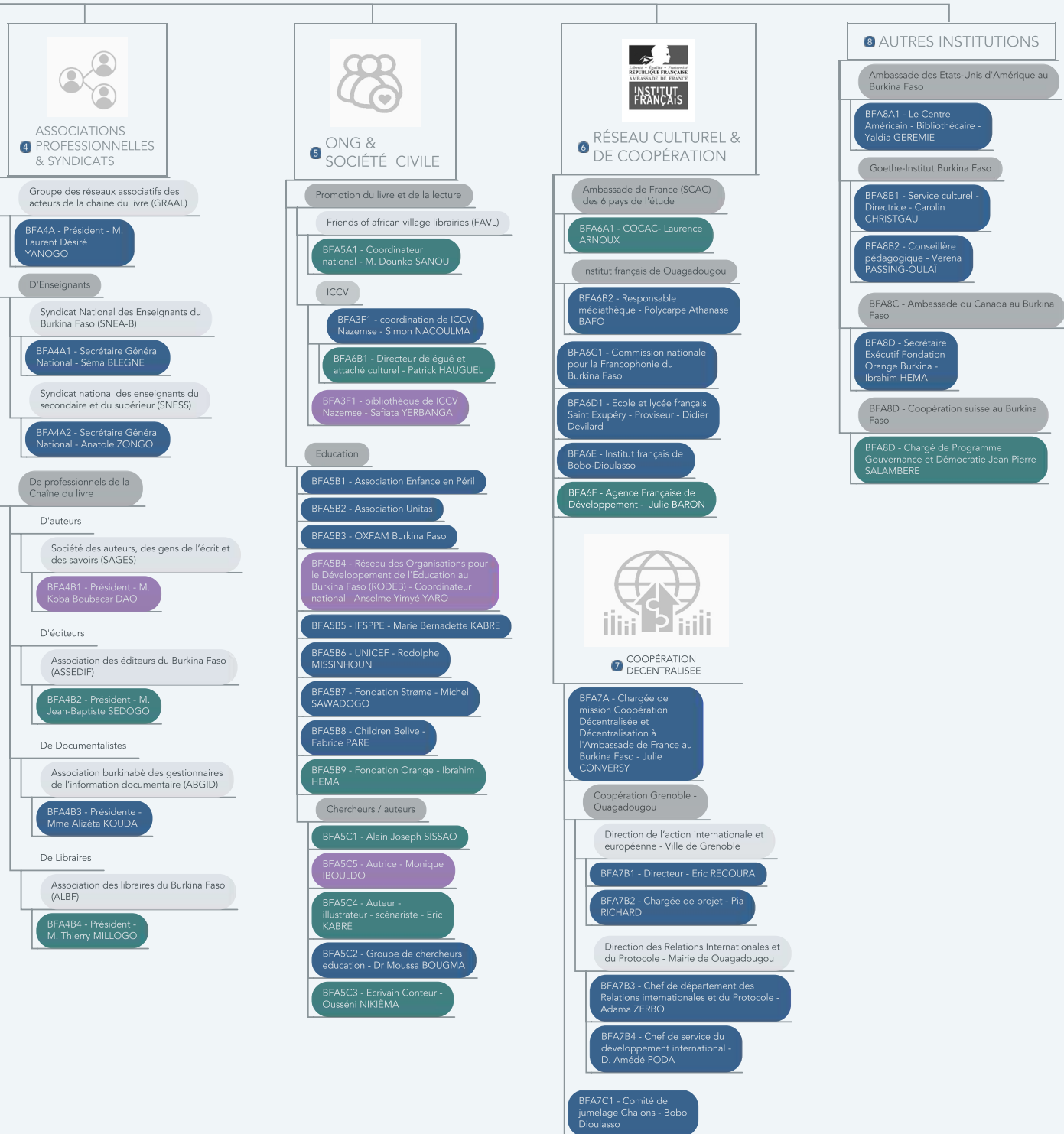


ANNEXE 2 CARTOGRAPHIE DES ACTEUR·ICES

Légende

- Institution
- XXXXX - Fonction -prénom NOM
- Acteur·ices identifié·es
- Acteur·ices rencontré·es
- Acteur·ices présents·es pour le groupe projet





ANNEXE 3

LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES DURANT LA MISSION DE TERRAIN

1. **Alain Joseph SISSAO** (BFA5C1¹¹⁴), enseignant-chercheur, auteur
2. **Anselme Yimyé YARO** (BFA5B4), coordinateur national du RODEB
3. **Asséni OUANDAOGO** (BFA1A4), directeur de la Direction du livre et du développement éditorial
4. **Baptiste SEDOGO** (BFA3A1), directeur de CEPRODIF et président de l'ASSEDIF
5. **Christian Kintga** (FA1A3), directeur du CENALAC
6. **Dounko SANOU** (BFA5A1), coordonnateur de l'association FAVL
7. **Edgar Apollinaire KABORE** (BFA1H1), directeur de la médiathèque de Ouagadougou
8. **Éric KABRE** (BFA5C4), illustrateur jeunesse
9. **Gaston GNIMIEN** (BFA2A3), inspecteur, DGEPFIC/MENA
10. **Ibrahim HEMA** (BFA5B9), secrétaire exécutif Fondation Orange Burkina
11. **Ignace HIEN** (BFA3A9), directeur des Éditions La Muse
12. **Jean-Pierre SALAMBÉRÉ** (BFA8D), chargé de programme, Bureau de coopération de l'Ambassade de Suisse et section consulaire au Burkina Faso
13. **Job BASSANE** (BFA2A6), directeur de l'ENEP de Lombilla
14. **Julie BARON** (BFA6F), directrice Adjointe de l'Agence française de développement du Burkina Faso
15. **Laurence ARNOUX** (BFA6A1), COCAC, ambassade de France du Burkina Faso
16. **Laurent Désiré YANOOGO** (BFA4A), président du GRAAL
17. **Koba Boubacar DAO** (BFA2A7), inspecteur de l'enseignement secondaire, président de la SAGES
18. **Marie Eya PASSAH** (BFA3C5), responsable de la librairie Jeunesse d'Afrique
19. **Monique IBOULDO** (BFA5C5), autrice
20. **Moudjibath DAOUA KOU DJO** (BFA3B1) rédactrice en chef de KidYZmag
21. **Noufou BADOU** (BFA3A2), auteur, marionnettiste et éditeur
22. **Oussené NIKEMA** (BFA5C3), auteur, conteur et animateur
23. **Parfait ILBOUDO** (BFA1B1), coordinateur CELPAC Centre
24. **Patrick Hauguel** (BFA6B1), attaché culturel, IFBKF
25. **Safiata YERBANGA** (BFA3F1), directrice de la bibliothèque de l'Association ICCV Nazemse
26. **Seydou NABI** (BFA1C), directeur de la Bibliothèque nationale du Burkina Faso
27. **Simon NACOULMA** (BFA3F), coordinateur de l'Association ICCV Nazemse
28. **Thierry MILLOGO** (BFA3C2), directeur de la librairie Mercury et président de l'ALBF

114 Ce Code alpha numérique permet d'identifier et de situer ces individus dans la grille d'analyse, la cartographie des acteurs, et le répertoire.

ANNEXE 4

BIBLIOGRAPHIE

ACTES JURIDIQUES

ASSEMBLÉE DE DÉPUTÉS DU PEUPLE, Loi Dépôt Légal scanée, 1996.

ASSEMBLÉE NATIONALE, B. F., Loi 048 Portant sur la protection de la propriété *littéraire et artistique*, 2019.

ASSEMBLÉE NATIONALE, B. F., Loi d'orientation de la filière du livre, 2019.

ASSEMBLÉE NATIONALE, B. F., 1997, Constitution du Burkina Faso, loi N°002/97/ADP, 1997, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---ilo_aids/documents/legaldocument/wcms_126285.pdf

GOVERNEMENT BURKINA FASO, Décret portant organisation de l'enseignement primaire, 2008, <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/d4c1d1db6d9567f76d205a555f91371aca58efa2.pdf>

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME, Formation des animateurs des Celpac, 2017.

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME, Protocole d'accord CELPAC / Autorités locales, 2008.

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME, B. F., Cahier des charges, 2017.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME AND DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE, Stratégie de Valorisation des Arts et de la Culture dans le Système Éducatif Burkinabè version finale, 2015.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME and DIRECTION GÉNÉRALE DU LIVRE ET DE LA LECTURE PUBLIQUE, Projets Loi et Décret d'orientation sur le livre au BF, 2017.

MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE, Décret d'application de la loi sur le livre, 1998.

ARTICLES DE JOURNAL

AMNESTY INTERNATIONAL, Burkina Faso : Le nouveau code pénal pourrait conduire jusqu'à dix ans de prison pour diffusion d'information sur les opérations militaires, 2019.

BELEMVIRÉ, M., Le Burkina Faso est l'un des meilleurs réseaux de la sous-région en matière de lecture publique, selon l'OIF. *Les échos du Faso*, 2018, <https://lesechosdufaso.net/burkina-faso-lun-meilleurs-reseaux-de-region-matiere-de-lecture-publique-selon-loif/>

BURKINA 24, Infos sur un candidat Roch Marc Christian Kaboré, 2020.

DIABOUGA, Y. P. and BAZONGO, B. D., Le financement de l'éducation au Burkina Faso : le défi de la scolarisation primaire universelle, 2014, <https://journals.openedition.org/ries/3698?lang=en>

DOUCE, S., « C'est pire qu'avant » : désenchantée, la jeunesse burkinabè s'enrôle peu sur les listes électorales, *Le Monde.fr*, 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/20/c-est-pire-qu-avant-desenchantee-la-jeunesse-burkinabee-s-enrole-peu-sur-les-listes-electorales_6046733_3212.html

FRANCE INFO TV, Armée du Sahel les accusations d'exactions se multiplient, 2020.

FRANCE INFO TV, Burkina Faso : une dynamique terroriste dans un contexte politique instable, 2019.

KANE, I., Burkina Faso : une dynamique terroriste dans un contexte politique instable, *Franceinfo*, 2019, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/burkina-faso-une-dynamique-terroriste-dans-un-contexte-politique-instable_3477587.html

KINDO, N., Burkina : Débats sur l'impact du budget alloué à l'éducation. *Burkina 24*, 2018, <https://www.burkina24.com/2018/08/17/burkina-debats-sur-limpact-du-budget-alloue-a-leducation/>

OUÉDRAOGO, I., Culture : Les acteurs des Centres de lecture publique et d'animation culturelle consolident leurs capacités, *leFaso.net, l'actualité au Burkina Faso*, 2018, <<https://lefaso.net/spip.php?article85466>>.

RTB - RADIODIFFUSION TÉLÉVISION DU BURKINA, RTB/Formation des animateurs des centres de lecture publique et animateur culturel, 2018, <<https://www.youtube.com/watch?v=4amaJkdYyrU>>

SAMBOÉ, E. K., Liberté de la presse 2019 : Le Burkina Faso classé 36^e sur 180 pays, *leFaso.net*, 2019, <<https://lefaso.net/spip.php?article92021>>

TV5 MONDE, Burkina Faso : Roch Marc Christian Kaboré, un président au bilan mitigé. *TV5MONDE*, 2020, <<https://information.tv5monde.com/afrique/burkina-faso-roch-marc-christian-kabore-un-president-au-bilan-mitige-366847>>

XINHUA, Le Burkina Faso va réorganiser le secteur du livre, *aOuaga.com*, 2017, <<http://news.aOuaga.com/h/109374.html>>

DIABOUGA, Y. P. and BAZONGO, B. D., Le financement de l'éducation au Burkina Faso : le défi de la scolarisation primaire universelle. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2014.

JUIN, G., La coopération française en matière de lecture publique au Burkina Faso, 2011.

KEVANE, M. and SISSAO, A. J., « Habitudes de lecture au Burkina Faso », 2007.

LAVOIE, C., « Hey, Teacher, Speak Black Please »: The Educational Effectiveness of Bilingual Education in Burkina Faso. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 2008.

SISSAO, A. J., « Recherche sur les littératures de l'enfance et de jeunesse au Burkina Faso : état des lieux et perspectives », *Études littéraires africaines*, 2005.

SISSAO, A. J., Émergence de la littérature d'enfance et de jeunesse au Burkina Faso, *l'Harmattan Burkina Faso*, 2009.

SOW, M. A., Défis et perspectives de l'édition africaine francophone d'aujourd'hui, *Africultures*, 2003, <<http://africultures.com/defis-et-perspectives-de-ledition-africaine-francophone-daujourd'hui-3168/>>

TOURNEUX, H., « L'édition de la littérature de jeunesse au Burkina Faso », *ResearchGate*, 2008.

DOCUMENTS

CENALAC, La Lecture publique au Burkina Faso, 2020.

DGLP, D. G. du L. et de la L. P., Informations DGLLP, 2020.

KINTGA, C., Informations sur la chaîne du livre au Burkina, 2020.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Liste des œuvres intégrales au collège, 2020.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Situation des Bibliothèques scolaires, 2020.

PAGES WEB

AMNESTY INTERNATIONAL, Burkina Faso. La lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour réprimer la liberté d'expression et d'information, 2019, <<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/03/burkina-faso-la-lutte-contre-le-terrorisme-ne-doit-pas/>>

ASSOCIATION BURKINA LECTURE, Facebook, 2016, <<https://www.facebook.com/burkinalecture/>>

ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES and DE LECTURE PUBLIQUE, Stage International ABLP, 2014, <<https://takamtikou.bnf.fr/sites/default/files/Stage%20International%20ABLP%202014.pdf>>

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, Perspectives économiques au Burkina Faso. Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain, 2020, <<https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-economic-outlook>>

BASE DE DONNÉES DES NATIONS UNIES, Download trade data | UN Comtrade: International Trade Statistics, 2019, <<https://comtrade.un.org/data/>>

BANQUE MONDIALE, Données, 2020, <<https://data.worldbank.org/>>

BIBLIONEF, Démultiplier les points d'accès à la lecture au Burkina-Faso, *Association Biblionef*, 2004, <<https://biblionef.fr/burkina-faso-3/>>

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE GRENOBLE, *Coopération dans le domaine de la lecture publique*, 2020, <<https://international.grenoblealpes.fr/action/113/80-cooperation-dans-le-domaine-de-la-lecture-publique.htm>>

CELPAC, CENALAC - Réseau Centre des CELPAC, 2015, <<http://cenalac-reseaucentre.over-blog.com/>>

COBIAC, *Appui au réseau de lecture publique du Burkina Faso*, 2012, <<https://cobiac.org/projet/appui-au-reseau-de-lecture-publique-du-burkina-faso/>>

COOPÉRATION CHAMBÉRY - OUAHIGOUYA, Mission d'échanges dans le domaine de la lecture publique, Chambéry-Ouahigouya, 2017, <<http://www.chambéry-ouahigouya.com/mission-dechanges-dans-le-domaine-de-la-lecture-publique/>>

DOUNKO, S., Visite chez le nouveau directeur du CENALAC au Burkina. *Friends of African Village Libraries*, 2017, <<https://favl.org/2018/07/05/visite-chez-le-nouveau-directeur-du-cenalac-au-burkina/>>

FACEBOOK, 2020, <<https://www.facebook.com/>>

FRIENDS OF AFRICAN VILLAGE LIBRARIES, Echos 45 Bulletin info des bibliothèques au Burkina Faso, 2019, <<https://www.slideshare.net/favlafrica/echos-45-bulletin-info-des-bibliothques-au-burkina-faso>>

FRIENDS OF AFRICAN VILLAGE LIBRARIES, Le représentant de FAVL-BF rencontre le nouveau directeur du livre et de la lecture publique Burkina. *Friends of African Village Libraries*, 2019, <<https://favl.org/2019/08/07/le-representant-de-favl-bf-rencontre-le-nouveau-directeur-du-livre-et-de-la-lecture-publique-burkina/>>

FRIENDS OF AFRICAN VILLAGE LIBRARIES, Réouverture de la bibliothèque communautaire de Pibaoré Burkina. *Friends of African Village Libraries*, 2020, <<https://favl.org/category/favl-activities/burkina-faso/>>

GLOBAL HUNGER INDEX, Global Hunger Index Results - Global, Regional, and National Trends, 2020, <<https://www.globalhungerindex.org/results.html>>

INSTITUT GÖTTE, 2013, Promotion de la lecture, <<http://www.goethe.de/ins/ci/abi/prj/les/les/lwa/frindex.htm>>

MENA BURKINA FASO, Construction d'infrastructures éducatives financées par le Japon : la réception définitive de 29 CEG débutée - Ministère de L'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, 2020, <http://www.mena.gov.bf/informations/actualites/articles?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=246&cHash=3001096c0f39b408629ff365cbd727d0>

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT, Développement du livre au Burkina Faso : Une loi voit le jour. *Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement*, 2019, <https://www.communication.gov.bf/evenements/details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=132&cHash=a4de3c7cbclbe856c71d6583d240ecb7>

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES

ÉTRANGÈRES, Les jeunes et la lecture au Burkina Faso. La France au Burkina Faso, 2018, <https://bf.ambafrance.org/Les-jeunes-et-la-lecture-au-Burkina-Faso>

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES

ÉTRANGÈRES, Présentation du Burkina Faso. France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2020, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/burkina-faso/presentation-du-burkina-faso/>

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES

ÉTRANGÈRES, Projet d'appui au réseau des bibliothèques de lecture publique au Burkina. La France au Burkina Faso, 2007, <https://bf.ambafrance.org/Projet-d-appui-au-reseau-des-bibliotheque-de-lecture-publique-au-Burkina>

NANA, H., Burkina Faso: Lecture publique au Burkina Faso - L'expérience des CELPAC. allAfrica.fr, 2013, <https://fr.allafrica.com/stories/201302150813.html>

ONU, Education pour tous : le Burkina Faso et le rendez vous de 2030 ! <https://cneptbf.org/spip.php?article8>

ONU INFO, Burkina Faso : un million de personnes ont fui leur foyer suite à la montée de la violence. ONU Info, 2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/08/1075152>

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA

FRANCOPHONIE, CLAC Un programme national de lecture publique, 2012, https://www.francophonie.org/sites/default/files/201909/CLAC_un_programme_national_de_lecture_publique.pdf

PLANETE ENFANTS ET DÉVELOPPEMENT, Offrir un enseignement de qualité, de la maternelle au collège 2018, <https://planete-eed.org/2018/04/04/offrir-enseignement-de-qualite-de-maternelle-college/>

REACH/USAID, Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois Frontalières Burkina Faso-Région du sahel en novembre 2019, 2020, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/evaluation-des-localit-s-difficiles-d-acc-s-dans-la-zone-trois-fronti-res>

RODEB, *La promotion de la lecture par l'écriture*. EDU Afrique, 2017, <http://edu-afrique.org/promotion-de-lecture-lecriture/>

RODEB, *Présentation RODEB*, 2020.

SIDWAYA, BM., Droits de reproduction par reprographie, *Quotidien Sidwaya*, 2020, <https://www.sidwaya.info/blog/2020/07/15/droits-de-reproduction-par-reprographie/>

UNESCO, Convention entre l'Organisation Internationale de la Francophonie et le Gouvernement du Burkina Faso pour l'Appui au renforcement de la politique nationale de lecture publique du Burkina Faso. *Diversité des expressions culturelles*, 2016, <https://en.unesco.org/creativity/policy-monitoring-platform/convention-entre-lorganisation>

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, QUÉBEC, Burkina Faso - Dépenses publiques totales dans le secteur de l'éducation, % du PIB, | *Statistiques*, 2019, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/BFA/fr/SE.XPD.TOTL.GD.ZS.html>

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAM, HUMAN DEVELOPMENT REPORT, 2020, <http://hdr.undp.org/>

WIKIPEDIA, 2020, <https://www.wikipedia.org/>

RAPPORTS

BOUGMA, M., Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso, 2010.

http://observatoire.francophonie.org/wp-content/uploads/2016/11/odsef_rrmbougma2010_18022010_110928.pdf.

BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION, UNESCO PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

and MENA BURKINA FASO, Boîte à outil pour l'enseignement/ l'apprentissage de la lecture-écriture dans les trois premières années de l'école primaire au Burkina Faso, 2009.

BURKINA FASO, Rapport national volontaire de mise en œuvre des objectifs de développement durable, 2016-2018,

https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23390Burkina_Faso_VNR_FINAL.pdf

CONFEMEN, Méthode d'évaluation PASEC2014, 2015.

CONFEMEN, Résumé PASEC 2014, 2015.

DAGHÉ, S. A., LEOPOLDOFF, I., SALES CORDEIRO, G., SCHNEUWLY, B., THÉVENAZ, T. and TOULOU, S., Teaching and learning to read in a multilingual context: ways forward for three sub-Saharan African countries: Burkina Faso, Niger and Senegal. Geneva, UNESCO, 2017,

<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002475/247533e.pdf>.

DGESS, MENAPLN, (2019a) Synthèse annuelle du primaire 2018-2019

DGESS, MENAPLN, (2019b) Synthèse des annuaires du secondaire 2018-2019.

DGESS, MENAPLN, (2019b) Synthèse des annuaires du préscolaire 2018-2019.

GUILLAUME JUIN, La coopération française en matière de lecture publique au Burkina Faso, *Bulletin des Bibliothèques de France*, 2011, <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-02-0051-010>

HUMAN RIGHTS WATCH, Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes, 2018, <https://www.hrw.org/fr/report/2018/05/21/le-jour-nous-avons-peur-de-larmee-et-la-nuit-des-djihadistes/abus-commis-par-des>

INSTITUT FRANÇAIS, Fiche Pays, Ressources éducatives, 2019.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, Annuaire Statistique National **MINISTÈRES EN CHARGE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, UNICEF, PÔLE DE DAKAR DE IPE and UNESCO**, 2017, Rapport d'état du système éducatif du Burkina Faso, pour une politique nouvelle dans le cadre de la réforme du continuum d'éducation de base, 2019.

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, O., 2010.

OUEDRAOGO, E., Qualité de l'éducation au Burkina Faso. Université de la Réunion, 2016.

PASEC, B. F., Les apprentissages scolaires au Burkina Faso : les effets du contexte, les facteurs pour agir, 2009.

PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, 2016, http://cns.bf/IMG/pdf/pndes_2016-2020-4.pdf

PRÉSUMEY, A., *Rapport d'expertise sur les CELPAC*, 2017.

PRÉSUMEY, A., *Récapitulatif des activités liées à la mission d'expert d'Aline PrésumeY*, 2017.

UNDP, *Burkina Faso*, 2019, http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/fr/BFA.pdf

UNESCO, *Stratégie Pays de l'Unesco : Burkina Faso*
2018-2020, 2020.

UNESCO, B. R. pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel),
Stratégie pays de l'Unesco - Burkina Faso, 2017.

INSTITUT FRANÇAIS

INSTITUT FRANÇAIS

8-14 rue du Capitaine Scott

75015 PARIS – FRANCE

T. + 33 (0)1 53 69 83 00

institutfrancais.com



PROSPECTIVE
COOPERATION

laboratoire d'idées

PROSPECTIVE & COOPERATION

1, place Gabriel Péri - Vieux port
13001 MARSEILLE – FRANCE

contact@prospectivecooperation.org

T. +33 (0)6 84 31 24 54

prospectivecooperation.org

Association Coopérative loi 1901 – SIREN 791 758 956



BIBLIOSUD

Solidarité Urgence Développement

5 impasse de la calade
34230 TRESSAN – FRANCE

contact@bibliosud.org

T. +33 (0)6 20 68 53 53

bibliosud.org

Association loi 1901 – SIREN 838720191